





# Débats

## POLITIQUE

*L'action politique ne peut pas se distinguer d'une morale de l'Etat : en rendant hommage à la personnalité de Jacques Duhamel - décédé il y a tout juste dix ans - Jacques Rigaud, qui fut son directeur de cabinet, montre l'actualité de cette vision de la politique. En revenant sur le phénomène Le Pen, Philippe Sanmarco, député socialiste, évoque les risques de perversion du système démocratique de la France. Quant à Hélène Missoffe, sénateur (RPR), elle décrit les difficultés pratiques de l'exercice d'un métier d'enfer : parlementaire...*

## Les parlementaires et les cadences infernales

*Il est devenu impossible de faire correctement son travail d'élu...*

par HÉLÈNE MISSOFFE (\*)

Le 19 juin, l'Assemblée nationale examinait les mesures de financement d'urgence de la Sécurité sociale. Or seuls dix-huit députés étaient en séance. Les parlementaires seraient-ils donc des irresponsables, des sans-gêne, des paresseux, alors que, dans leur circonscription, la majorité des citoyens leur font confiance ?

Le travail, dans les assemblées parlementaires, est, depuis deux années, en tout cas depuis les quatorze années que j'ai l'honneur d'y siéger, absolument impraticable. Les projets de loi, souvent déclarés d'urgence - et on se demande bien pourquoi - se succèdent à une cadence insupportable. Ce qui implique des séances de nuit cinq jours sur sept.

Fera-t-on vraiment croire qu'un tel afflux législatif soit indispensable ? Ne serait-il pas plus judicieux que le Parlement étudie, en fond, dans des horaires « normaux », un texte réellement utile, et, de la même façon, la manière de décanter, d'élargir, les dispositions anachroniques, dépassées, dans les différents codes où le nouveau texte doit être inséré (code électoral, code du travail, code de l'urbanisme, code des impôts, code de la santé, code de la Sécurité sociale, code des communes, etc.). Tâche qui ne saurait être confiée à une administration, soit remarquable et si compétente soit-elle, mais se complaisant dans une complexité où ne se retrouvent que les spécialistes dont elle est composée.

Une cadence raisonnable de présentation des projets de loi permettrait ce double travail, indispensable pour la simplification, l'efficacité et l'application de nos textes administratifs. Mais, à l'heure actuelle, comment trouver le temps ?

Entre le travail en commission, les réunions des groupes politiques, l'appartenance à des groupes de travail (quart-monde, éducation, PME-PMI, groupes d'amitié avec des pays étrangers, etc.), le parlementaire devrait être sur place du début de la matinée jusqu'au petit matin, sans oublier sa circonscription.

Comme il est impossible de mener pendant une longue durée une vie d'enfer, le parlementaire s'organise. Il privilégie sa circonscription, le travail en commission, une cause à laquelle il se consacre, la vie de son groupe politique. Conséquence : on ne se bouscule pas dans les hémicycles, où on ne se sent pas indispensable, sauf lorsque la télévision diffuse l'image de votre présence à vos propres électeurs.

Nous qui parlons avec conviction de la remise en cause des idées reçues, des évolutions techniques, de la révolution de la communication, serions-nous incapables de mettre en place une nécessaire adaptation de la vie parlementaire.

Croyez-en mon expérience. Dix-huit heures sur vingt-quatre dans nos palais parlementaires, plusieurs jours et plusieurs nuits par semaine, cela mène tout droit à la folie, à la dépression, à l'agressivité, à l'infatigabilité ou à un certain absentéisme. Il faut que les gouvernements, maîtres de l'ordre du jour des assemblées parlementaires, comprennent qu'un afflux excessif de textes législatifs n'est pas synonyme d'efficacité. Si cette fringale législative était réfrénée, alors les parlementaires pourraient être plus présents, plus efficaces, plus organisés et le pays ne s'en porterait que mieux.

(\*) Ancien ministre, sénateur (RPR) du Val-d'Oise.

## Programmes de formation en management des PME/PMI

Globel et concret :

### Basic Management Training

Programme d'initiation au management des PME/PMI, pour jeunes cadres avec 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle (âge moyen : 25/26 ans).  
Durée : 5 semaines à plein temps  
Admission sur dossier et entretien (au maximum, 28 places disponibles par session).  
Cout : FS 6'500.-  
Prochaines sessions :  
• 21 juillet/20 août 1987  
• 31 août/2 octobre 1987  
• 12 octobre/13 novembre 1987.

Généraliste et pratique :

### Administration de l'Entreprise

Programme complet de formation à la direction des PME/PMI, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle (âge moyen : 28/30 ans).  
Durée : 23 semaines à plein temps  
Admission sur dossier, entretien et tests (au maximum, 32 places disponibles par session).  
Cout : FS 23'000.- (financement bancaire possible pour candidats suisses ou étrangers établis).  
Prochaine session :  
• 11 janvier/25 juin 1988.

**ECADE**  
Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4  
CH-1005 Lausanne (Suisse)  
Tél. (021) 221.511

Centre international de formation et perfectionnement de cadres et dirigeants, établi à Lausanne depuis 1960 - Pédagogie et méthodes éprouvées, basées essentiellement sur les cas pratiques - Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens - Langues de travail : français et anglais - Certificats et diplômes - Documentation complète sur l'ECADE et ses programmes en retournant sans engagement le coupon ci-joint.

L'ECADE m'intéresse. Faites-moi parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme suivant :  
☐ Basic Management Training  
☐ Administration de l'Entreprise  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Age : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

GMA

## TÉMOIGNAGE

## Jacques Duhamel ou la morale de l'Etat

par JACQUES RIGAUD

Il y a dix ans, Jacques Duhamel disparaissait à l'âge de cinquante-trois ans. Sa trajectoire est très représentative de la génération qui eut vingt ans à la Libération. Préoccupé engagé dans les combats, mais trop jeune pour en recueillir autre chose que des blessures et des concours de rattrapage, replongés aussitôt dans les études, les meilleurs de cette génération eurent, dans une phase de forte accélération de l'histoire, la volonté de marquer vite et fort leur temps.

Ils furent d'une certaine façon l'honneur de la IV<sup>e</sup> République : autour de quelques hommes politiques, les plus doués, ils surent apporter des idées neuves et faire de ce régime décrit une étape décisive de la modernisation de la France.

La maturité venue, et la V<sup>e</sup> République sortant des controverses par la légitimité accumulée de scrutins irréguliers, on les vit accéder aux responsabilités. C'est dans cette ligne générale que s'inscrit l'aventure singulière de Jacques Duhamel, depuis ses débuts éclatants de hussard jusqu'à la fatalité d'un destin brisé.

Dès dix-huit ans, il connut la clandestinité, la prison, la guerre. Entré à l'ENA dans la première promotion, il choisit le Conseil d'Etat. Bientôt remarqué par Edgar Faure, il l'accompagna dans son ascension jusqu'à diriger son cabinet à Matignon en 1953, à l'âge de trente et un ans. Elu député du Jura en 1962, sa sensibilité de centre gauche le conduisit à participer à tous les efforts de regroupement et à soutenir, après l'échec de la « grande fédération », la candidature de Jean

Locannet à l'élection présidentielle de 1965. Réélu en 1967 et en 1968, il présida le groupe parlementaire PDM (Progress et Démocratie moderne), qui réunissait des élus issus du MRP, de la droite libérale et du centre gauche, avant de devenir président du CDP (Centre démocratie et progrès) lorsqu'en 1969 s'opposèrent non deux philosophies, mais deux stratégies du centre. Avec Joseph Fontanet, il fut le principal artisan du rapprochement avec la majorité lors des présidentielles de 1969.

Les engagements publics de Georges Pompidou sur les institutions, les libertés et l'Europe justifiaient aux yeux de cette famille de centristes un soutien résolu à l'héritier du général à l'issue de débats intérieurs d'autant plus douloureux qu'un autre centriste de bonne souche, Alain Poher, était en lice et semblait devoir l'emporter. Conscient de cet appui décisif, Georges Pompidou appela Jacques Duhamel, Joseph Fontanet et René Pleven dans le gouvernement Chaban-Delmas.

On pourrait faire un bilan de son action ministérielle pour l'agriculture, et plus encore pour les affaires culturelles. Mais au-delà des dossiers traités, c'est à d'autres niveaux que se situe le legs de Jacques Duhamel.

D'abord une conception de la politique marquée par la perception du possible sans la tentation de l'opportunisme, l'acceptation tranquille des continuités nécessaires, le refus du confort idéologique. Chef d'une des tendances de la majorité et ministre à part

entière, il a su vivre cette double identité sans schizophrénie ni états d'âme pour petit écran, tant il était naturel, en ce temps-là, qu'un ministre fût à la fois, dans une solidarité sans faille mais non sans exigence, un homme de forte densité politique et un grand gestionnaire.

### « D'abord continuer, ensuite commencer »

Il y avait aussi chez lui un style de gouvernement marqué par le sens de la continuité et le goût de la gestion. Il définissait l'action comme William James « d'abord continuer, ensuite commencer ». Il aimait s'inscrire dans une continuité ; si impressionnant et parfois exagéré que fût l'héritage de Malraux au ministère de la culture, J. Duhamel tint avant tout à l'assumer, concevant son apport novateur en termes de mutation plus que de rupture. De même, tout en ayant un sens aigu du geste emblématique et de l'effet médiatique, J. Duhamel croyait à la gestion et savait qu'une vraie politique s'inscrit dans le long terme. « Je ne pense pas au niveau de Malraux, je ne vivrai pas au niveau de Michélet, mais j'essaierai d'administrer cette maison, car c'est cela que je sais faire » dit-il en arrivant rue de Valois : il y avait, sous cette humilité, un sens élevé de l'Etat et du pouvoir considéré comme service.

De là découle une morale de l'Etat aussi éloignée du cynisme que de la candeur. J. Duhamel savait d'expérience que la

constance, la fidélité, l'adéquation des actes au discours, le respect des engagements ne sont pas seulement recommandables moralement, mais peuvent être le meilleur des calculs et la plus subtile des habiletés.

Il faut aussi parler de la sensibilité de l'Etat. Ce bourgeois parisien, ce « jeune loup » de cabinet a été humainement transformé par l'expérience électorale, la vie de terrain, l'exercice des mandats locaux qu'il a assumés pleinement, avec une sorte de gourmandise. Conseiller général, maire de Dôle, il s'est attaché à ce Jura qui ne fut d'abord pour lui qu'un tremplin proposé par Edgar Faure. Jusque dans les épreuves de la fin, le Jura, qui n'était pas une terre facile, aura été sa référence et sa consolation, combattant sa vocation de service et nourrissant son humanisme par l'expérience de ce que la vie a d'ordinaire.

De toute sa carrière, cependant, ce sont les vingt-sept mois passés aux affaires culturelles qui restent le moment le plus fort. Mis à part le cas singulier de Malraux, dont le rôle visionnaire est le prolongement épique d'une pensée et d'une œuvre plutôt qu'un vrai projet d'Etat pour la culture, J. Duhamel est sans doute celui qui aura fixé le rôle de l'Etat en ce domaine. Une culture non cantonnée aux beaux-arts, mais sans s'étendre aux expressions les plus superficielles de la mode et de la marginalité - une attitude de l'Etat assumant sans complexe des responsabilités séculaires, mais qui inlassablement recherche des partenaires, soucieux de stimuler et d'accompagner plutôt que de gêner la création et l'animation - un esprit de tolérance et de pluralisme. « La culture, c'est ce qui fait pour qu'une journée de travail soit une vraie journée de vie », disait-il ; la formule reste actuelle.

Gaillard, Fontanet, Duhamel, combien de fois ai-je entendu déplorer que la vie publique ait été brutalement privée de ces acteurs-clés ? Est-ce un hasard s'il s'agit de personnalités qui ont incarné le centre, non le centre dérisoire des majorités d'appoint et des compromis médiocres, mais ce lieu de synthèse qui peut être l'opposition frontale d'une droite et d'une gauche constamment menacées par les démons de leurs propres excès ? Sans refaire l'histoire de ces dix ans, on peut penser que le rayonnement personnel et la position politique de Jacques Duhamel eussent apporté à la vie publique une part de ce qui lui manque pour conjurer la tentation du vrai déclin : le retour de la IV<sup>e</sup> République.

## La perversion du Front national

*Face à l'idéologie de l'exclusion, chacun doit se situer*

par PHILIPPE SANMARCO (\*)

Le phénomène Le Pen perturbe la vie politique française. Prenons garde à ce qu'il ne la pervertisse pas. Oui, le Front national présente un danger. Encore faut-il bien situer où se trouve ce danger. Ce n'est pas tant dans la force politique qu'il représente aujourd'hui en des circonstances exceptionnelles que dans cette manière qu'il a d'instiller une idéologie de l'exclusion qui contribue à pervertir la vie politique en réintroduisant des thèmes sur lesquels chacun se sent obligé de se situer.

On ne retient souvent du Front national que le discours sur l'immigration, l'insécurité ou, depuis quelque temps, le SIDA. Mais cela n'est que la devanure destinée à attirer la « clientèle ». Derrière, il y a toutes les idées traditionnelles de l'extrême droite historique : celles du retour à des « formes d'authenticité » que portait le passé et que le présent a rejeté ; un peuple, un territoire, un chef... ; idée du territoire qui délimite la nation et l'immure de manière imperméable à celle des droits de l'homme... ; idée du peuple et de la nation formés par le sang et porteurs des vraies valeurs ; idée du chef qui a une mission à remplir quasi métaphysique.

Et sur la base de cette idéologie vichyste s'accroche tout un fatras programmatique, flattant l'électeur au plus près des difficultés quotidiennes que vivent nos concitoyens. C'est l'idée selon laquelle la Sécurité sociale profite trop à certaines catégories (immigrés, handicapés). C'est l'idée selon laquelle il faut, de telles idées, qui dérivent directement de l'idéologie de l'extrême droite, sont aujourd'hui reprises, bien plus souvent de manière cachée, par la droite majoritaire. Qui plus est, il arrive qu'à gauche cette perversion pénétre et conduise à considérer ce programme comme... crédible.

Comment lutter contre cette perversion ? Voilà bien la question à laquelle toutes les formations politiques attachées à la démocratie sont aujourd'hui confrontées. La situation marseillaise à laquelle certains se réfèrent peut contribuer à éclairer le débat.

Aux élections législatives de mars 1986, 85 004 Marseillais, soit 24,4 % des votants, ont voté pour le Front national. Comment en est-on arrivé là ? C'est un an avant que le Front national ne fasse son apparition sur la scène politique française, à l'occasion

des élections européennes, que les idées de l'extrême droite ont pris pied sur la scène politique marseillaise à l'occasion des élections municipales de 1983. La liste « Marseille-Sécurité », qui fit exclusivement campagne sur l'insécurité et l'immigration, obtint près de 6 % des suffrages, et dans certains quartiers populaires, plus de 7 %. Signe avant-coureur : l'électorat de « Marseille-Sécurité » appartenait à toutes les familles, de gauche ou de droite. Mais, au-delà des chiffres, ce qu'a réussi « Marseille-Sécurité » c'est à contraindre toutes les forces politiques à se situer sur son terrain.

La gauche elle-même, ne s'est pas toujours comportée sans ambiguïté. Elle s'est constamment située sur la défensive, en répondant sur les mêmes thèmes, oubliant d'apporter les réponses concrètes pourtant prêtes aux questions que se posaient des milliers de gens perturbés dans leur vie quotidienne et prêts à attribuer la responsabilité de leurs réelles difficultés à n'importe quelle démagogie simpliste.

Le Front national donne des réponses à des questions que les citoyens ne se posent pas en leur donnant le sentiment que ce sont les questions qu'ils se posent. C'est-à-dire qu'en leur donnant une réponse, il leur fournit sa question qui, elle, relève de la plus honteuse démagogie extrémiste. C'est ainsi qu'il pervertit la vie politique.

La gauche ne peut entrer dans ce jeu pervers au risque de se perdre. Elle n'a pas à répondre vrai à de fausses questions. Elle a à combattre la propagation de ces fausses questions-là, et à proposer de vraies réponses aux difficiles problèmes que vit une partie importante de la population.

Dès lors, le Front national ne doit pas être vu, ni nationalement ni localement, comme l'adversaire principal. L'adversaire principal, ce sont ces idées de Le Pen qui, de plus en plus, pénètrent toute l'idéologie de la droite et parfois au-delà : c'est le code de la nationalité, c'est la remise en question de certains avantages sociaux, c'est l'introduction de critères idéologiques dans les aides à la culture, c'est le retour aux idées d'ordre moral, etc.

En faisant du Front national l'adversaire principal, on lui

accorde un crédit qu'il n'a pas, on en fait l'opposant essentiel, on contribue à radicaliser la droite. C'est peut-être un bon calcul électoral, quoi qu'on puisse en douter. C'est en tout cas un très mauvais calcul politique.

C'est contre la droite pervertie par les fausses réponses à des questions du Front national que notre combat pour les idées républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité doit être tourné. Et nous devons nous réjouir que certains, dans l'actuelle majorité, refusent cette perversion.

(\*) Député PS des Bouches-du-Rhône.

### Gauche ambiguë

La gauche elle-même, ne s'est pas toujours comportée sans ambiguïté. Elle s'est constamment située sur la défensive, en répondant sur les mêmes thèmes, oubliant d'apporter les réponses concrètes pourtant prêtes aux questions que se posaient des milliers de gens perturbés dans leur vie quotidienne et prêts à attribuer la responsabilité de leurs réelles difficultés à n'importe quelle démagogie simpliste.

Le Front national donne des réponses à des questions que les citoyens ne se posent pas en leur donnant le sentiment que ce sont les questions qu'ils se posent. C'est-à-dire qu'en leur donnant une réponse, il leur fournit sa question qui, elle, relève de la plus honteuse démagogie extrémiste. C'est ainsi qu'il pervertit la vie politique.

La gauche ne peut entrer dans ce jeu pervers au risque de se perdre. Elle n'a pas à répondre vrai à de fausses questions. Elle a à combattre la propagation de ces fausses questions-là, et à proposer de vraies réponses aux difficiles problèmes que vit une partie importante de la population.

Dès lors, le Front national ne doit pas être vu, ni nationalement ni localement, comme l'adversaire principal. L'adversaire principal, ce sont ces idées de Le Pen qui, de plus en plus, pénètrent toute l'idéologie de la droite et parfois au-delà : c'est le code de la nationalité, c'est la remise en question de certains avantages sociaux, c'est l'introduction de critères idéologiques dans les aides à la culture, c'est le retour aux idées d'ordre moral, etc.

En faisant du Front national l'adversaire principal, on lui

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-91  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter  
du 10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde US\$ 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 460 per year by Le Monde

c/o Speedprint, 46-46 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

P.M.C., 46-46 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messenger)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 484 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres journaux ou revues

d'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Tape LEMOND

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037



# Etranger

ÉTATS-UNIS : l'enquête sur l'« Irangate »

## Oliver North affirme n'avoir jamais mis M. Reagan dans la confiance de ses activités

WASHINGTON  
de notre correspondant

Pour le suspense, c'était décevant, mais peu de dramaturges auraient aussi bien su mettre en scène ce débat de tous les temps entre le curateur et les gardiens de la démocratie, entre l'exigence de vérité et l'arme du mensonge — entre la morale et le gouvernement des États.

Dès les premiers instants, mardi 7 juillet, de la première comparution du lieutenant-colonel North devant la commission d'enquête parlementaire sur l'« Irangate », le conseiller juridique de la Chambre des représentants, M. John Nields, pose la question à laquelle « le peuple américain », dit-il, veut connaître la réponse : que savait le président du dévouement au profit des « contrats » du produit des ventes d'armes à l'Iran ?

Oliver North, organisateur de ce dévouement, est l'un des très rares hommes à pouvoir dire à M. Reagan qu'il ne savait rien. M. Reagan savait et a donc menti pendant des mois, ou ne savait pas et ignorait alors tout ce qui se faisait en son nom. Dans la première hypothèse, c'est grave. Dans la seconde, il se confirme seulement que le président des États-Unis préside peu et « Ollie », s'agissant dans son uniforme des « marines », n'a que de la poudre sur son visage, va disputer celui qu'il appelle — comme dans un gang ou un réseau — « le patron ».

« Je n'ai jamais personnellement discuté avec le président sur la vente d'armes américaines à l'Iran pour soutenir la résistance nicaraguayenne », dit-il, en récusant ce qui n'a rien d'une improvisation. « Je n'ai jamais soutenu, insisté-t-il, cette question devant lui et il ne l'a jamais soulevée devant moi ».

Une fraction de seconde, on pourrait croire que le lieutenant-colonel va tout précéder sur lui, mais il n'en est rien. « Dans tout ce que j'ai fait alors, j'étais en fonction de mon Conseil national de sécurité, enchaîne-t-il, j'ai présumé que le président était au courant de ce que je faisais et j'ai agi en conséquence. J'ai demandé l'approbation de mes supérieurs pour chacune de mes actions (et) quand j'ai obtenu (cette) approbation, j'ai présumé qu'ils l'avaient demandée au président et obtenu de lui ».

C'est peut-être exact, mais certainement très habile puisque, Oliver North laisse à l'Amiral Poindexter, l'homme qui dirigeait le Conseil national de sécurité au moment du dévouement de fonds en faveur des « contras », le soin de décider de ce qu'il faut dire à l'Amérique.

Il ne comparait pas avant la semaine prochaine, mais le choix qu'il a maintenant à faire est d'autant plus délicat que son ancien subordonné a affirmé lui avoir adressé, à partir de février 1986, non pas un, comme on le pensait jusqu'à présent, mais cinq mémoranda à présenter à M. Reagan pour approbation de l'opération.

Ou bien l'amiral Poindexter a laissé ces mémoranda dans son coffre — ce qu'il aurait dû mal à justifier — ou bien il les a transmis

trés de bois ciré, l'accusé se fait l'avocat de cet aspect fondamental du réagisme qu'a été la volonté de réhabiliter et développer les opérations secrètes, notamment pour combattre les mouvements considérés comme pro-soviétiques dans le tiers-monde.

Quant le conseiller juridique de la Chambre, qui mène l'interrogatoire, croit le piéger en lui disant que les ventes d'armes à l'Iran et l'organisation du soutien aux « contras »



M. Reagan, qui n'a, dans cette hypothèse, jamais ignoré l'affaire. D'ores et déjà, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré que rien n'avait été remis au président et cette version, bien que difficile à admettre, a au moins l'avantage de corroborer le récit d'Oliver North. Mardi matin, le lieutenant-colonel a également affirmé en effet que l'amiral Poindexter lui aurait déclaré de 21 novembre que le président ne savait pas — ce que M. Reagan, en personne, lui aurait confirmé quatre jours plus tard.

### Le Congrès défile

Lorsque Oliver North a dit cela, la première demi-heure de sa déposition était à peine écoulée et le suspense remis à huit jours ou plus, mais la journée ne faisait pourtant que commencer. Car, prudent sur la nature exacte (française ou américaine) du rôle qu'il a joué, cet officier n'a en revanche pas hésité à braver, à travers les membres de la commission, l'ensemble du Congrès.

Sous la lourde verrière des lustres, face aux photographes couchés à ses pieds et aux élus dont les dignes statues dépassent les imposants pupi-

avaient été conçues pour rester secrètes vis-à-vis non seulement de « nos ennemis » mais aussi du « peuple américain ». Oliver North rétorque que du tac au tac qu'il ne voit pas comment les ennemis des États-Unis pourraient être tenus dans l'ignorance d'une opération dont les Américains auraient été informés.

C'est sûrement dit, et, avant que John Nields ait eu le temps de reprendre l'interrogatoire en main, North a déjà expliqué qu'un État a besoin de pouvoir agir dans le secret, de pouvoir se distancier de ce qui est fait et ce n'est pas à être connu et que le mensonge est inhérent à cette nécessité.

Pour un Européen, il n'y a pas là de quoi désempaler les yeux, mais pour l'Amérique, puritaine et si sûre de sa force et de son bon droit qu'elle estime n'avoir rien à cacher, le propos est totalement provocateur. Visiblement surpris, John Nields laisse d'ailleurs percer son indignation quand il dit, avant de reprendre le fil de ses questions, qu'« un des principaux objectifs de ces auditions est que le secret et la tromperie fassent place à l'établissement des faits et à la vérité ».

C'est donc sur les faits qu'il interroge, sec, précis et sans jamais sourire, mais Oliver North, lui, alterne de grands regards désolés d'enfant surpris par tant d'injustice et des insolences de potache indisciplinée. Il en fait beaucoup, tellement même qu'il finit vite par paraître totalement composé dans chacune de ses attitudes. Mais, sur le fond, il ne cède rien.

### Insolences et étouffement

Que John Nields évoque les masses de documents passés à la machine à déchiffrer et Ollie, mentionné levé, explique qu'il n'avait pas acheté cette machine lui-même, que c'est le gouvernement qui en fournit à ses bureaux pour que « soient détruits les documents qui ne devraient pas être divulgués » et qu'il avait commencé, pour sa part, à en détruire dès le début d'octobre, quand l'ancien directeur de la CIA et lui-même avaient senti que l'affaire allait sortir, bref que la destruction de preuves est un impératif de la raison d'État.

Il y a une telle conviction tranquille dans le propos qu'on se prend à réaliser que dans tout autre pays que les États-Unis cet homme serait de l'étoffe dont on fait les patschistes. L'action le fascine, il pense avoir le droit et la raison pour lui, et se mépris pour la représentation nationale de la Chambre des représentants, qu'il aurait voulu ne pas un seul mot de tout cela ne soit dit au Congrès, auquel il reproche avec véhémence tant le « désastre intérieur » que représenteraient ces auditions que l'interprétation de la nécessité d'aider les « combattants de la liberté ».

Le tout pourrait friser la sédition, mais non. Les télévisions filment en direct, les élus ne paraissent pas autrement inquiets, John Nields en reste vaillamment aux faits et à côté d'Oliver North siège un des meilleurs avocats des États-Unis, M. Brendan Sullivan, qui mène à l'admiration de tous une bataille de procédure bien peu justifiable, arrête les questions d'une plume ouverte pour souffler des réponses à son client et utilise à tout moment les possibilités du droit.

Le spectacle est fascinant, car c'est la démocratie qui s'oppose dans toute sa splendeur à la tentation des idées courtes et du salut national et c'est aussi la discrète revanche d'un établissement politique contre ces Californiens qui ne savent pas encore que d'un point à l'autre le plus court chemin n'est pas forcément le meilleur.

L'audition d'Oliver North devait se poursuivre jusqu'à vendredi au moins. L'« Irangate » est soudain devenu autre chose qu'une fable parodie du Watergate.

BERNARD GUETTA.

HAÏTI : après la journée de grève générale

## La poussée de fièvre est passée mais l'opposition n'a pas désarmé

PORT-AU-PRINCE  
correspondance

La poussée de fièvre qui a secoué Haïti à quatre mois des élections législatives et présidentielles semble en voie d'apaisement. L'armée, qui avait brutalement réprimé les manifestations la semaine dernière — au moins vingt morts et plus d'une centaine de blessés — est revenue dans ses casernes depuis le week-end dernier. La mobilisation de la population contre le Conseil national de gouvernement (CNG) reste forte, mais la tension est sensiblement retombée tant à Port-au-Prince que dans la majorité des provinces.

Le déroulement de la journée du mardi 7 juillet est, à cet égard, révélateur. La veille, le bruit s'était répandu que trois groupes de sept jeunes gens allaient s'immoler par le feu devant le palais national et des États-Unis au cours du sixième jour de la grève générale. Toute la matinée, plusieurs centaines de personnes étaient massées devant le palais, tandis que des groupes de manifestants sillonnaient la capitale, brandissant des branches d'arbres et scandant des slogans hostiles au CNG.

La foule s'est finalement dispersée en début d'après-midi sans incidents, les jeunes gens ayant renoncé à se sacrifier.

### Le rôle de l'Église

Le mot d'ordre de grève n'a pas été reconduit pour mercredi. Les protestations devaient cependant se poursuivre jeudi avec l'organisation de « funérailles nationales symboliques » pour les victimes de la répression, alors qu'une grande manifestation « anti-macoutes » et anti-CNG est prévue pour vendredi.

Au cours de ces neuf journées de crise, les États-majors de l'opposition ont semblé dépassés par l'ampleur de la mobilisation populaire, étouffée par la violence de l'armée. « Nous avons remporté une grande victoire avec le retrait du décret sur l'organisation des élections et la levée de l'interdiction de la centrale autonome des travailleurs haïtiens, la CATH, principal syndicat », confiait lundi M. Jean-Claude Bajeux, dirigeant du CONACOM, un regroupement des partis modérés.

Mais, dès la semaine dernière, Mgr Willy Romelus, évêque de la ville de Jérémie, avait appelé à la démission du CNG, présidé par le général Namphy. L'aile progressiste

de l'Église a joué un rôle important tout au long des événements, lançant des mots d'ordre radicaux contrastant avec la prudence des organisations politiques. « Il faut arracher macoute macoute » (extirper toute trace du régime d'occupation) — et instaurer un gouvernement populaire et révolutionnaire », s'est écrit le Père Jean-Bertrand Aristide au cours de son homélie dominicale.

Très populaire dans les quartiers les plus pauvres de la capitale, le religieux salésien s'en est vivement pris à l'impérialisme américain : « Seigneur, délivre-nous du mal, des grands et des petits macoutes », scandaient les fidèles de l'église archicatholique de Saint-Jean-de-Bosco. En conflit larvé avec la Conférence épiscopale qui affiche des positions beaucoup plus modérées, les représentants haïtiens de la théologie de la libération s'interrogent : faut-il participer plus activement aux affaires du pays ? L'exemple nicaraguayen les incite à la prudence, pour ne pas heurter de front le Vatican.

« Nous pourrions reconsidérer notre position sous la pression populaire », nous a cependant déclaré le Père Aristide après l'office. La CATH est apparue comme la force motrice du mouvement de contestation. Revendiquant cent cinquante mille adhérents, dont les deux tiers dans les campagnes, elle a montré sa capacité de bloquer le pouvoir par la grève générale : « 95 % des chauffeurs sont affiliés à notre syndicat », explique M. Yves Richard, le secrétaire général de l'organisation, qui vit toujours dans une semi-clandestinité. La paralysie des tap-tap — les camionnettes bariolées qu'utilisent la plupart des Haïtiens pour se déplacer — suffit à bloquer le pays.

De leur côté, les cinquante-sept organisations d'opposition s'efforcent toujours dans la nuit de mardi à mercredi de mettre sur pied un nouveau CNG plus proche des aspirations populaires. Rien n'indique cependant que le général Namphy soit disposé à passer la main. La crise de ces derniers jours a sans aucun doute gravement isolé le triumvirat qui dirige le pays, mais il peut toujours compter sur l'armée, qui reste, en dépit de certaines dissensions, la principale force du pays, et sur l'appui des États-Unis, qui veulent éviter que le processus de retour à la démocratie ne soit troublé par la pression populaire. Reste que Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère, est un baril de poudre à la merci de la moindre étincelle.

JEAN-MICHEL CAROIT.

## Diplomatie

La visite du président von Weizsäcker en URSS

### « L'existence de deux États allemands est une réalité, toute autre approche est inacceptable » déclare M. Gorbatchev

MOSCOU  
de notre correspondant

M. Gorbatchev a répondu avec vivacité au président ouest-allemand, M. Richard von Weizsäcker, qui regrettait devant lui la division de l'Allemagne en deux États : « Je ne suis pas enclin à théoriser sur cette question. L'existence de deux États allemands est une réalité, c'est de cela qu'il faut partir. Toute autre approche est inacceptable, et, si quelqu'un s'engage dans cette voie, les conséquences seront très sérieuses. Cela doit être absolument clair », a affirmé M. Gorbatchev.

Le secrétaire général s'adressait en fait par personne interposée au chancelier Kohl. Il a rappelé, comme il est de règle dans les rencontres de ce genre, le traité de Moscou de 1970, qui a normalisé les relations entre l'URSS et la RFA. « Quand nous entendons dire que tout n'est pas clair en ce qui concerne les « territoires de l'Est » et que les conférences de Yalta et de Potsdam sont illégitimes, nous avons doute sur la disposition du gouvernement ouest-allemand à appliquer ce traité », a-t-il encore ajouté.

M. Gorbatchev a reçu, mardi 7 juillet, M. von Weizsäcker pendant deux heures et demie au Kremlin. L'échange a également été « animé », selon Tass, à propos de la sécurité en Europe. Le secrétaire général a exprimé ses inquiétudes devant les projets de création de nouvelles armes conventionnelles destinées éventuellement à rempla-

cer en Europe de l'Ouest les armes nucléaires.

Ces propos coïncident avec la révélation mardi par le magazine ouest-allemand *Stern* que le conseil national de sécurité de la RFA avait décidé en 1985 de remplacer par des explosifs classiques les têtes nucléaires actuellement sous contrôle américain des soixante-douze Pershing 1A posés par la Bundeswehr, dont la portée est d'environ 750 kilomètres. Le Bundestag a cependant décidé le 4 juin dernier de maintenir ces fusées en l'état, ce qui ne fait pas davantage l'affaire des Soviétiques, qui veulent qu'elles soient éliminées dans le cadre de l'accord global qu'ils négocient avec les Américains pour l'élimination des armes à moyenne portée en Europe.

### Mathias Rust prochainement libéré ?

M. von Weizsäcker était accompagné du ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, qui a plutôt bonne presse à Moscou. M. Gorbatchev a rappelé la visite de ce dernier en 1986. « Une nouvelle page avait alors été ouverte dans les relations entre nos deux pays, mais elle est restée vierge et il y a même eu le risque qu'elle soit tournée. Heureusement cela ne s'est pas produit », a remarqué le secrétaire général.

Une malencontreuse comparaison par le chancelier Kohl des talents de diplomate de M. Gorbatchev avec ceux de Joseph Goebbels en novembre dernier avait annulé l'effet positif de la visite de M. Genscher et suscité une violente diatribe de la Pravda contre le chef du gouvernement ouest-allemand.

M. Kohl reste un des derniers dirigeants occidentaux à ne pas avoir fait le voyage de Moscou depuis l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev. Il ne l'avait rencontré lors des obsèques de Constantin Tchernenko en mars 1985. M. von Weizsäcker a affirmé que MM. Kohl et Gorbatchev se rencontreraient à l'avenir, mais il n'a pu indiquer ni le lieu ni la date. Le président ouest-allemand a enfin révélé qu'il avait abordé avec le secrétaire général le cas du pilote Mathias Rust, mais il n'a pas donné d'autres détails sur ce sujet.

Peu après, le directeur de l'agence officielle Novosti, M. Valentin Falina, a déclaré à ce sujet à des journalistes ouest-allemands : « L'affaire touche à sa fin. Vous devriez attendre quelques heures ou quelques jours, puis une solution sera trouvée ». Mathias Rust, incarcéré à Moscou, encourt une peine de dix ans de réclusion pour violation de l'espace aérien soviétique pour s'être posé sur la place Rouge.

DOMINIQUE D'HOUBRE.

La réunion francophone de Bujumbura

## Les Belges (et les Français) sur la sellette

En vue du deuxième sommet francophone fixé, dans moins de deux mois, à Québec, plus de trente délégations, dont les deux tiers conduites par des ministres, sont arrivées, le mardi 7 juillet à Bujumbura, où elles poursuivront leurs travaux jusqu'au vendredi 10 (Le Monde du 7 juillet).

BUJUMBURA  
de notre envoyé spécial

À peine arrivées sur les bords du lac Tanganyika, nombre de personnalités venues des quatre coins de l'aire d'expression française ont vu leur attention attirée par un virulent article anti-belge publié à la une de l'unique quotidien de Bujumbura, le *Renouveau du Burundi*.

« Tout le monde n'est pas content de notre stabilité, en commençant par nos éducateurs », les Belges, qui, après nous avoir fait goûter les méfaits de la potée amère, ont leur part de rédemption par une vingtaine de remarques après vingt-cinq ans d'indépendance », écrit l'éditorialiste gouvernemental.

Certes, l'administration coloniale de la Belgique, très paternaliste, n'a pas laissé ici que de bons souvenirs. Mais nul ne s'attendait à un tel lever de rideau d'une rencontre ministérielle à laquelle la Belgique est doublement représentée (au niveau du gouvernement central et de l'entité Wallonie-Bruxelles). Sans oublier qu'environ 150 coopérants belges (et 125 français) travaillent actuellement au Burundi.

Ce recours à un langage « anti-colonialiste » explique peut-être en fait par une irritation non maîtrisée due à des problèmes internes. Depuis sa prise du pouvoir en 1976, le colonel Jean-Baptiste Bagaza, chef de l'État burundais, mène en effet, au nom de la laïcité, une lutte

Les ministres doivent examiner le bilan des projets mis sur pied lors du sommet de Paris en février 1986, et préparer l'ordre du jour de la conférence de Québec. La délégation française est conduite par M. Michaux-Chevry, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la francophonie.

sans merci contre les positions de l'Église catholique, largement majoritaire dans la population et longtemps la seule porte d'accès à l'éducation scolaire.

Des centaines de prêtres étrangers ont dû quitter le « pays aux mille collines vertes », et ceux qui sont restés ne se voient pas épargner les tracasseries administratives. Les séminaires ont été « nationalisés ». De 600 à 800 lieux de culte chrétien ont dû fermer tandis qu'on laissait la Libye financer une mosquée aux dômes dorés aux portes de la capitale. Officiellement, 1,5 % des Burundais sont musulmans et 23 % animistes, les autres étant chrétiens.

### Le lycée français de New-York

En dernier ressort, cette année, la célébration de la messe en semaine a été interdite par le gouvernement. L'an passé, le pape avait encouragé par lettre l'épiscopat burundais à « défendre les droits de l'homme », rappellent volontiers ici les militants catholiques, mais aujourd'hui, malgré des libérations, trois prêtres et deux catéchistes, tous nationaux, restent incarcérés.

Dans un discours fleuve mais, lui, réellement sérieux, le président Bagaza, venu en personne inaugurer la conférence, a quelque peu atténué la diatribe éditoriale en rendant hommage « à l'effort des pays amis, en particulier francophones, en faveur du Burundi ». Il a souhaité que le sommet de Québec soit « une

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

هكذا في الأصل







ricain dément  
soit un espion

Washington. Le chef de l'administration américaine, Ronald Reagan, a déclaré mardi 7 juillet qu'il n'y avait aucune raison de croire que le général américain, qui a été capturé par les forces cubaines, était un espion.

à Damas

Damas. Les forces syriennes ont capturé mardi 7 juillet un véhicule militaire israélien transportant des armes et des munitions. Les soldats israéliens ont été libérés sans incident.

raïtiens pourrait entraîner  
les important que prévu

Le ministre des Affaires étrangères soviétique, Andreï Gromyko, a déclaré mardi 7 juillet que l'Union soviétique était prête à discuter avec les États-Unis la possibilité d'un cessez-le-feu en Iran.

lle de M. Wamé Gont  
i repagne Tchénan

Le ministre de l'Intérieur français, Jean-Marie Le Pen, a déclaré mardi 7 juillet que le gouvernement était déterminé à lutter contre le terrorisme et à protéger la sécurité nationale.

Europe

L'arrestation en Espagne de trois membres présumés de l'ETA et le terrorisme au Pays basque français

Un succès pour un ministre de l'intérieur contesté

MADRID  
de notre correspondant

Alors que le ministre de l'Intérieur, M. José Barrio, est au centre d'une mini-tempête politique à Madrid et menace de démissionner — tout au moins pose ses conditions pour continuer à exercer ses fonctions — la police a arrêté mardi 6 juillet trois membres de l'ETA militaire, dont un Français, qui devaient organiser un commando en Andalousie.

présumés de l'ETA militaire afin d'organiser la mise en place d'un commando de l'organisation séparatiste en Andalousie. Selon les documents saisis, les objectifs seraient d'être des supermarchés et des installations militaires.

recrudescence de la violence au Pays basque français, que se développe depuis quelques temps la polémique autour de M. José Barrio, ministre de l'Intérieur.

« Ce sont des gens du village »

Iparretarrak, l'organisation clandestine du Pays basque nord, a revendiqué par téléphone, auprès de plusieurs organes de presse, la responsabilité des attentats commis pendant la nuit du dimanche 5 au lundi 6 juillet contre des perceptions.

ne pas encaisser le choc. Pourtant, le mort et le blessé sont des amis.

Le risque, et aussi celui d'être arrêté et emprisonné, ces jeunes le prennent le sourire aux lèvres, passant, apparemment sans heurt, ni cas de conscience, d'un militantisme classique au terrorisme.

BAYONNE  
de notre envoyée spéciale

Patricia Lascarray est fatiguée. Dans la maison d'une rue du petit Bayonne, entourée de quelques amis, on pourrait croire qu'elle papote. Après tout, c'est l'été. Les vacanciers sont arrivés sur les plages, même si, en ville, on ne s'en rend pas vraiment compte.

On croyait les voir partout

Patrick Lembeys, militant lui aussi d'EMA, membre de la commission antiterrorisme, était chef d'équipe dans une entreprise de travaux publics. Lui aussi est un ami des fêtes basques et de la musique.

La reconnaissance de notre identité politique passe par le dépassement des mutilations et des souffrances. Ces souffrances-là, à Bayonne, certains, au grand jour, vous les répètent comme l'évangile, les yeux dans les yeux, avec une obstination déconcertante.

URSS : le procès de Tchernobyl

D'abord contrôler la radioactivité des juges, témoins et observateurs...

Tchernobyl. — Un procès à Tchernobyl, celui de l'erreur humaine, n'a rien d'ordinaire : il débute par un contrôle de la radioactivité des juges, des témoins et des observateurs.

ROUMANIE

Un rapport sévère d'Amnesty International

Enquêteur sur les droits de l'homme en Roumanie, est pas chose facile et le rapport que vient de publier Amnesty International ne prend pas une tournure optimiste.

Iparretarrak, la lutte armée, le terrorisme et la clandestinité : s'agit-il d'une découverte pour Patricia ? « J'ai eu le temps de réfléchir pendant ma garde à vue et je ne me suis jamais dit : Quel com... ce soir-là, il aurait mieux fait de rester à la maison. » Elle n'en dira pas plus.

Autour d'elle, ses amis font bloc. On n'a pas l'impression que le ciel leur tombe sur la tête. Ce genre de catastrophe, ils la côtoient trop pour

AGATHE LOGEART.

Afrique

TUNISIE : la visite surprise de M. Bendjedid à M. Bourguiba

« Réfléchir ensemble » au Maghreb

Le président algérien, M. Chadli Bendjedid, a effectué, mardi 7 juillet, une visite inopinée de trois heures à Monastir, dans le Sahel tunisien, pour rencontrer le président Bourguiba et les hauts dirigeants du pays.

moins pour l'immédiat — de cette action commune. « Il est indispensable que notre coopération soit solide. Cependant, chaque pays de la région doit conserver son propre nom », a-t-il dit.

Avant la reprise des relations diplomatiques, puis l'adhésion probable de la Libye au traité de « fraternité et de concorde » tuniso-algéro-marocain signé en 1983 (1) Tunisie attend l'engagement solennel du régime libyen de ne plus s'ingérer dans ses affaires et de s'abstenir de recevoir des opposants dans ses camps militaires ou paramilitaires.

Moscou proteste auprès de Londres à propos des livraisons d'armes à la guérilla afghane

Moscou. — L'URSS a officiellement mis en garde la Grande-Bretagne contre la poursuite de ses livraisons d'armes à la guérilla afghane, a rapporté le mardi 7 juillet un porte-parole du ministère soviétique des Affaires étrangères.

contre l'éventuel envoi d'instructeurs anglais — chargés d'entraîner les guérilleros afghans au maniement de ces armements. Le porte-parole a accusé la Grande-Bretagne de contribuer à la poursuite de la « guerre non déclarée contre le peuple d'Afghanistan » et de chercher à « saper le processus de réconciliation nationale dans ce pays ».

TUNIS  
de notre correspondant

Dans la déclaration faite à son arrivée, le président Bendjedid a surtout insisté sur la nécessité de « réfléchir ensemble » à l'édification du Maghreb et de se « concentrer sur son avenir ».

Tunisiens et Algériens paraissent donc décidés à relancer une nouvelle fois l'idée de « l'édification du Maghreb », que les premiers imaginent plutôt sous la forme d'une sorte de communauté économique à l'image du Marché commun.

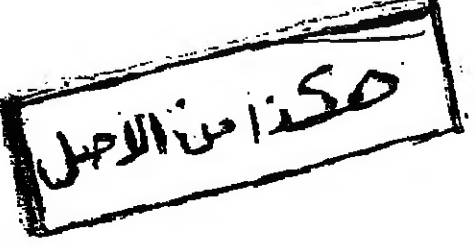
(1) Dès son retour à Alger, le président Bendjedid a dépêché à Nouakchott un émissaire porteur d'un message au lieutenant-colonel Sid Ahmed Ould Tayeb.

NOTRE TAILLEUR SE DÉPLACÉ  
À DOMICILE SUR RENDEZ-VOUS  
**MY TAILOR**  
Paris banlieue — Tél. : 45-49-12-35

**LASERMARK**  
48 Bd Richard Lenoir  
75011 PARIS  
Tél. : 48 06 84 01

Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

● ZAIRE : des centaines de morts dans le naufrage d'un ferry. — Des dizaines de plus en plus lourds se succèdent après le naufrage, le lundi 6 juillet, d'un ferry zairois dans le fleuve Luapula, qui constitue la frontière naturelle entre la Zambie et le Zaïre. Seulement quatre-vingts passagers ont réussi à nager jusqu'aux rives du fleuve. Il y en avait cinq cents à bord du ferry. Le commandant du ferry — le *Marie* — est sain et sauf, mais il s'est réfugié en Zambie, craignant, selon ses propres dires, les représailles des familles des victimes du côté zairois. — (AFP.)





## La préparation du référendum

Les deux camps commencent à mobiliser leurs troupes militantes : le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) n'entend pas laisser le champ libre au Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), qui veut organiser à partir du 23 août une série de manifestations spectaculaires. On ne saurait donc exclure jusqu'à l'échec de ce référendum d'autodétermination le risque de nouveaux affrontements.

## scrutin

Il n'en reste pas moins que le travail ainsi accompli par les militaires a obligé le FLNKS à riposter sur le même terrain. Depuis leur congrès de Goa, fin mai, les dirigeants du mouvement indépendantiste ont demandé à leurs militants d'intensifier leur propre pression sur les membres des tribus. C'est M. Tjibao lui-même qui a donné le signal de cette contre-offensive psychologique en disant : « Il faut que nos militants expliquent à chacun que l'objectif principal de la France est d'amadouer les gens, de persuader qu'il n'y a plus de problèmes pour les Canaques, que tous les problèmes ont été beau, tout le monde il est gentil, pour mettre ensuite tout le monde dans le sac. Il faut que nos militants travaillent davantage avec leurs propres structures coutumières pour attirer l'attention sur la signification véritable de la nationalisation, afin qu'il n'y ait plus aucun flirt avec les soldats français. »

Au fur et à mesure que l'échec du référendum se rapprochait, les limites de cette entreprise militaire d'expérimentation politique apparaîtront de plus en plus manifestes.

En outre ces derniers attentats avaient tous été commis en début de semaine, le lundi ou le mardi, et à peu près à la même heure, entre 2 heures et 3 heures du matin. Ces précisions horaires ont donné à penser à certains magistrats que les auteurs de ces attentats « sophistiqués » avaient pu quitter le territoire aussitôt après, l'avion hebdomadaire pour Paris partant de Nouméa le mardi après-midi.

**AR**



# Enquête

et l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

## Un scrutin à haut risque

(Suite de la première page.)

L'effort exceptionnel décidé par le gouvernement pour favoriser la relance économique portera le montant de l'aide de l'Etat au développement de la Nouvelle-Calédonie à hauteur de 530 126 133 F.

Le Salon de l'audiovisuel et des arts ménagers a accueilli dix-huit mille visiteurs, et le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, s'y est montré ravi : son déplacement dans l'île d'Ouvéa, chef du FLNKS, s'était parfaitement passé. Il avait même été porté en triomphe à son arrivée. Personne n'a osé gâcher son plaisir en lui faisant remarquer que beaucoup de ceux qui l'avaient acclamé étaient venus la veille par avion, de Nouméa, à l'initiative de ses amis du RPCR.

Pendant ce temps, à la mission de Bondy, nichée au milieu des autres collines du nord-est de la Grande Terre, le Père Denis Jacquin se bat, lui, contre l'administration pour obtenir l'installation d'un téléphone à tarif réduit. Les comptes de la paroisse affichés à la porte de son caharnat, ouvert à tous en permanence, font apparaître un déficit de 54 252 FCFP (2 948 F). Le démontage fait, la partie de l'ordre canonique des choses. Les largesses financières de la métropole n'arrivent jamais jusqu'à Bondy.

Voilà huit ans que ce missionnaire mariste d'origine européenne sert de factotum aux tribus mélanésiennes des hauteurs d'Ouvéa. Il y met tout de cœur et de foi qu'il n'ait de le voir à l'œuvre un instant pour avoir envie de lui décerner le prix Nobel de la paix. « Ses Canaques, il les aime, et ils le lui rendent bien. Il ne manque pas un seul dimanche du FLNKS à la messe du dimanche. C'est même le

délégué de l'Union calédonienne qui fait office de diacre et le maire FLNKS de Ouvéa qui donne le ton au chœur des hommes au moment des cantiques.

Le Père Jacquin n'est pas indépendantiste. Il sait que la rupture de la Nouvelle-Calédonie avec la France risquerait d'être catastrophique pour tous les Canaques. Mais si, au printemps dernier, il a signé avec plusieurs autres prêtres catholiques un appel réclamant justice pour ses ouailles, c'est parce qu'il sait aussi que la désespérance qui étouffait les Canaques, à Bondy et ailleurs, fait craindre une catastrophe bien pire. Il persiste et signe : « C'est une impulsion de vouloir maintenir une situation coloniale au nom des valeurs démocratiques. »

### Changement de stratégie

En novembre 1984, le Père Jacquin avait tiré la sonnette d'alarme à la veille du scrutin territorial qui avait dégénéré en insurrection. Personne ne l'avait pris au sérieux. Cette fois, il se montre moins alarmiste. « La tension n'est pas aussi forte. Tout le monde a peur de la violence. Mais les Canaques sont coincés, et le mot d'ordre de boycottage sera suivi parce qu'ils n'ont pas le choix. »

Massés devant l'église, les fidèles du Père Jacquin, jeunes et vieux, acquiescent. Deux ans et demi après la mort du « chef de guerre » du FLNKS, le portrait d'Eloi Machoro orne encore beaucoup de tee-shirts. Le nouveau « ministre de la sécurité » du « gouvernement » provisoire de Kanaky s'appelle Aymard Boussanoré. Il est maire de l'île de

Belep, l'un des bastions les plus durs du FLNKS, et il s'enorgueillit déjà d'un premier titre de « gloire » : en janvier, il a exigé et obtenu le départ de sa commune des parachutistes et des gendarmes qui y avaient débarqué, impromptu, dans l'intention de « nomadiser ». C'est à lui qu'incombe principalement la responsabilité de coordonner la mise au point de la « grande marche pour l'indépendance dans la paix » (et pour le boycottage !) que le mouvement indépendantiste a décidé d'organiser à partir du 23 août avec arrivée, si tout se passe comme prévu, le 3 septembre, à Nouméa. Le long du parcours, les militants du FLNKS distribueront aux caloches des exemplaires du « Projet de Constitution de Kanaky », histoire de prouver leur attachement au maintien en Nouvelle-Calédonie d'une société démocratique et pluri-ethnique « fondée sur la solidarité des éléments d'origine différente qui la composent ».

Méthodiquement, les comités locaux du FLNKS, disciplinés comme des soldats, se sont mis au travail pour que toute la Kanaky se mette en branle à la fin du mois prochain, à travers la Grande Terre.

Le chef du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, n'ignore pas les risques de violence que comporte cette réplique stratégique, dès lors que la démultiplication de la marche en plusieurs défilés et sous-défilés se traduira sans doute par de nombreuses rencontres, entre les militants indépendantistes et les forces de l'ordre ou les groupes caloches d'autodéfense. En particulier à Bourail, où les marcheurs partis de Pouébo et de



Un territoire sous surveillance militaire.

Finis les références au FLN algérien ou au colonel Kadhafi. M. Tjibaou, aujourd'hui, s'inspire... des paysans du Larzac : « Si violence il y a, elle ne sera pas de notre fait. » Aux yeux de l'ONU, le président du FLNKS ne peut pas se permettre d'apparaître comme un irresponsable fauteur de troubles. Mais il est aussi conscient que M. Pons et le gouvernement tireraient un avantage politique d'un boycottage mou. Il fait donc le pari paradoxal d'une radicalisation... tranquille, en assumant les risques des débordements que l'ambiguïté dédoublée de ses consignes pourraient favoriser, d'autant plus que sa propre formation, l'Union calédonienne, ne disposera pas de suffisamment de cadres pour contrôler complètement, partout, les militants les plus jeunes et les plus belliqueux. Et surtout si cette marche devait être interdite.

Ces choix, en tout cas, ne sont pas contestés. Parmi les dirigeants des autres composantes du FLNKS — le PALIKA, le FULIK, l'UPM —, personne n'apparaît en mesure de rivaliser en influence avec M. Tjibaou. Sa position est plus forte qu'il y a deux ans, contrairement à celle de M. Laffleur, son adversaire politique numéro un, affaibli par les dissensions du camp conservateur (le Monde du 28 mai).

En vérité, le seul vrai changement qui soit intervenu au sein du FLNKS réside dans la prise de conscience, par M. Tjibaou et par ses partisans, que la conquête de l'indépendance n'est pas, de toute façon, pour demain. En novembre 1984, sous l'impulsion d'Eloi Machoro et en présence du pouvoir socialiste, beaucoup d'indépendantistes pensaient pouvoir l'emporter sur le terrain, par

la force, à défaut de pouvoir le faire dans la légalité des urnes.

« Aujourd'hui, avec tous les militaires présents chez nous, le rapport des forces a changé, souligne le chef du FLNKS, et nous devons nous adapter à ce nouveau contexte. »

Pour empêcher M. Pons de crier victoire au soir du 13 septembre, le FLNKS va donc essayer, par tous les moyens, y compris les pressions directes, de dissuader les électeurs canaques de participer au référendum, afin que le nombre des votants soit le moins élevé possible. L'insuccès du gouvernement serait manifeste, en effet, si le taux d'abstention atteignait 50 %. M. Pons n'est pas à l'abri d'une pareille déconvenue. Si le 29 septembre 1985 tous les électeurs indépendantistes avaient boycotté le scrutin, comme ils vont le faire cette fois, le taux d'abstention aurait été de 50,39 % (1).

### « Une longue et dure résistance »

Au-delà de cette échéance, M. Tjibaou prépare son mouvement à une longue résistance : « Il faut inventer la stratégie qui va créer un nouveau rapport de forces, déclarait-il, en janvier, au comité directeur de l'Union calédonienne, réuni à Pouébo. Que les frouzards restent dans la forêt ! Que tout autour de la Nouvelle-Calédonie on trouve des Kanaks sur la route pour dire : « On ne passe pas. » Planter des provisions, approvisionner les magasins, les coopératives, acheter des postes de radio pour une longue et dure résistance. »

Sept mois plus tard, le chef du FLNKS insiste pour que dans les trois régions contrôlées par ses lieutenants les militants travaillent à « augmenter le poids économique »

de son mouvement « pour déstabiliser les intérêts coloniaux ».

En dépit des plaintes qu'il avait exprimées après le changement de majorité intervenu en métropole en mars 1986, les présidents des régions indépendantistes ont, en effet, réussi à tirer leur épingle du jeu parce qu'ils ont exploité habilement les secteurs de compétences qui leur ont été laissés par la loi du 17 juillet 1986.

D'où la nouvelle directive donnée par le président du FLNKS : puisque l'indépendance n'est pas assurée au bout du fusil, il faut la conquérir au bout des poulailles et des porcheries, pour donner à notre action politique un poids économique toujours plus important.

Comme les incertitudes de l'élection présidentielle de 1988 renvoient aux calendes grecques l'application éventuelle du nouveau statut d'autonomie annoncé par M. Pons, la Nouvelle-Calédonie n'est pas, elle, au bout de ses épreuves. Surtout s'il se confirme — comme le murmurent mystérieusement certains vieux des tribus de Bondy avec des angoisses dans la voix — que les chefs politiques pourraient recroquer, en désespoir de cause, le soutien des meilleurs sorciers, priés déjà par certains militants de « froter les cailloux, faire trembler les feuilles et voler les noix de coco », pour déclencher contre les Blancs — grâce à ces rites magiques, mais au péril de leur propre vie — les forces noires de la nature...

ALAIN ROLLAT.

(1) Aux élections régionales du 29 septembre 1985 le taux d'abstention avait été en effet de 19,80 % et les voix recueillies par l'ensemble des listes indépendantes (FLNKS, LKS, OPAO) avaient représenté au total 38,43 % des suffrages.

**PICARD**  
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !  
4 gammes de sursures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » \*\*\* par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances  
Liste des installateurs : au 42-33-44-35+

« Mondes en devenir »  
**L'ABSORPTION DU CAPITAL AU CAMEROUN (1969-1980)**  
Claude NJONGANG  
Préface de Patrick GUILLEMINOT  
13,5 x 20 cm - 204 p. - 100 F  
Berger-Levrault  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

**LE DOSSIER BARBIE**  
Un procès pour l'histoire  
Les minutes du procès  
Les comptes rendus d'audience de Jean-Marc Théolayre. Les croquis de Plantu. Les portraits de M<sup>rs</sup> Kiersfeld et de M<sup>rs</sup> Vergès. Le verdict.  
L'histoire d'un SS exemplaire  
Barbie, le nazi de Lyon, l'espion américain en Allemagne, l'exilé en Bolivie.  
La recherche d'un criminel contre l'humanité  
Comment Barbie fut retrouvé. Comment il fut livré à la France.  
**Le Monde**  
NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE  
40 pages - 25 F  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ÉGALEMENT DISPONIBLE PAR CORRESPONDANCE  
Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_  
Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ X 28 F (frais d'expédition inclus)  
M. 1543 6707 Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

**HEC-ESCP 2<sup>e</sup> Année**  
Préparations individuelles d'admission  
Enseignements complets : DÉCEMBRE & MAI  
Préparation intensive en ADUT  
Succès importants confirmés  
MAJOR DE PROMOTION HEC 86  
Tél. : 42.32.59.35+ / Tél. : 42.34.10.73+

**IMMOBILIER**  
Ventes + Locations  
Une page d'annonces  
**Le Monde** chaque mercredi  
numéro daté jeudi

Plage des Ternes  
**BRASSERIE LORRAINE**  
Plus grand restaurant  
Flamand de Paris  
Place des Ternes 75008 Paris  
12-27-80-04

هكذا من الاصل



# Politique

## Le Conseil constitutionnel entérine le nouveau découpage municipal de Marseille

Le Conseil constitutionnel a déclaré, le mardi 7 juillet non contraire à la Constitution, la loi modifiant l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille. Le nouveau découpage de la cité phocéenne pour les prochaines élections municipales (le Monde du 6 juin) se trouve donc entériné.

Le conseil rappelle d'abord le double objet de la loi : d'une part « tout en laissant inchangé le nombre de conseillers municipaux de Marseille qui est de 101, (...) substituer aux six secteurs électoraux délimités par la loi n° 82-1170 du 31 décembre 1982 et qui recouvraient un nombre d'arrondissements compris selon le cas entre un et quatre, huit secteurs composés chacun d'un nombre uniforme d'arrondissements ». D'autre part, établir le « nombre de sièges à pourvoir à raison respectivement, de 11 sièges pour le 1<sup>er</sup> secteur, 8 sièges pour le 2<sup>e</sup>, 11 sièges pour le 3<sup>e</sup>, 15 sièges pour le 4<sup>e</sup>, 15 sièges pour le 5<sup>e</sup>, 13 sièges pour le 6<sup>e</sup>, 16 sièges pour le 7<sup>e</sup> et 12 sièges pour le 8<sup>e</sup> secteur ». Suit un résumé des arguments de la saisine socialiste (le Monde du 17 juin).

Le Conseil constitutionnel indique ensuite : « considérant qu'aux termes du premier alinéa de l'article 72 de la Constitution « les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les territoires d'outre-mer. Tout autre collectivité territoriale est créée par la loi » ; que le deuxième alinéa du même article dispose que « ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi » ; qu'en vertu de ce troisième alinéa de l'article 72 de la

Constitution, le Sénat, qui est élu au suffrage indirect, « assure la représentation des collectivités territoriales de la République » ; que, selon le troisième alinéa de l'article 3 de la Constitution, « le suffrage est toujours universel, égal et secret » ; que l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 proclame que la loi « doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse » ;

« Considérant qu'il résulte de ces dispositions que l'organe délibérant d'une commune de la République doit être élu sur des bases essentiellement démographiques résultant d'un recensement récent ; que, s'il ne s'ensuit pas que la répartition des sièges doit être nécessairement proportionnelle à la population de chaque secteur ni qu'il ne puisse être tenu compte d'autres impératifs d'intérêt général, ces considérations ne peuvent intervenir que dans une mesure limitée » ;

« Considérant qu'il ressort de la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel que la délimitation des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille, qui n'est d'ailleurs pas contestée par les auteurs de la saisine, a été effectuée en regroupant par deux les seize arrondissements

municipaux créés, en application de la loi n° 46-245 du 20 février 1946, par le décret n° 46-2283 du 18 octobre 1946 ; que chaque secteur est composé de territoires contigus ; que demeure applicable à l'élection des conseillers municipaux un même mode de scrutin ; qu'il ressort des débats parlementaires que la répartition des sièges entre les secteurs a pris essentiellement en compte l'ensemble des habitants résidant dans chaque secteur ; que, même si le législateur n'a pas jugé opportun, pour deux des cent sièges à attribuer, de faire une stricte application de la répartition proportionnelle à la plus forte moyenne, les écarts de représentation entre les secteurs selon l'importance respective de leur population telle qu'elle ressort du dernier recensement, ne sont ni manifestement injustifiables ni disproportionnés de manière excessive » ;

« En l'espèce, affirme le Conseil constitutionnel dans son considérant final, « il n'y a lieu (...) de soulever d'office aucune question de conformité à la Constitution en ce qui concerne les autres dispositions de la loi (...) » ;

C'est pourquoi il décide que « la loi modifiant l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille n'est pas contraire à la Constitution ».

## Petits ballons d'essai et grands principes

MARSEILLE a donc désormais son découpage municipal à la Gaudin, comme elle eut auparavant son découpage à la Defferre. Routine. Le nouveau est moins abusivement « habillé » que le précédent. Il n'est pas non plus dépourvu d'astuces prometteuses (du moins ses promoteurs espèrent-ils). Nuances.

Dans les limites de son contrôle restreint, le Conseil constitutionnel avait à connaître de la seule question intéressante surgie des débats au sujet de cette affaire très « locale », qui concerne quand même la deuxième cité française par sa population.

On avait attendu, à l'Assemblée nationale, le rapporteur de la proposition de loi, M. Pascal Clément, ainsi que le plus concerné de ses collègues de l'UDF, M. Jean-Claude Gaudin, et même le ministre chargé des collectivités locales, M. Yves Galland, soutenant deux idées nouvelles à propos des clefs de répartition du nombre de sièges de conseillers municipaux entre les secteurs.

Ici, on pourrait anticiper sur une augmentation escomptée de population (dans des zones de rénovation urbaine ou en raison de l'expansion démographique). Là, on tiendrait compte au contraire pour

des ajustements à la baisse de l'importance de la population étrangère par rapport au nombre d'électeurs inscrits.

Exprimées le plus souvent sous forme de vœux (pour la distinction entre population et électeurs inscrits) ou traduites de façon limitée pour ce qui concerne les anticipations (2 des 101 sièges de conseillers municipaux), ces remarques n'ont, en l'occurrence, pas tiré à conséquence.

Les parlementaires ont « essentiellement » pris en compte l'ensemble des habitants résidant dans chaque secteur, dit le Conseil constitutionnel qui constate encore que là où il y a des écarts de représentation, ils ne sont « ni manifestement injustifiables ni disproportionnés de manière excessive ».

Au-delà des prudentes formules des juges constitutionnels, la fidélité aux grands principes demeure laïbe : la théorie républicaine de la représentation politique de toute la population ne saurait être remise en cause ; la référence doit demeurer constante à des « bases essentiellement démographiques » (expression utilisée depuis la décision du 8 août 1985 sur la Nouvelle-Calédonie), « résultant d'un recensement récent », ajoute ici le Conseil constitutionnel.

MICHEL KAJMAN.

## Après les déclarations de M. Messmer

### Le PS et le RPR poléminent sur le comportement de M. Mitterrand

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a déclaré, le mardi 7 juillet à Antenne 2 : « Le président laisse le gouvernement gouverner et ce n'est pas sa faute s'il gouverne mal. » Selon lui les attaques de la majorité contre M. Mitterrand s'expliquent « par l'énervement que provoque la popularité du président qui remplit sa fonction et en qui les Français ont confiance, cela est peut-être aussi provoqué par les résultats des socialistes aux élections partielles ».

Pour M. Estier, porte-parole du groupe socialiste du Sénat, l'opposition « recourt à des arguments de bas étage », et M. Mermaz, député socialiste de l'Isère, demande qu'on « laisse le président de la République au-dessus des querelles et des agitations ».

Enfin M. François Geindre, maire d'Herouville-Saint-Clair (Calvados), a écrit à M. Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, pour affirmer que, lors de sa visite dans cette ville, M. Mitterrand n'avait « à aucun moment » serré les mains de manifestants qui insultaient le ministre de l'Intérieur, ajoutant toutefois : « S'il y a eu quelques gestes bien compréhensibles de la part de jeunes (...) elles

sont toujours intervenues largement après le passage du président. » Et M. Geindre accuse M. Messmer d'avoir proféré « ce qu'il faut bien appeler un mensonge ».

Le président du groupe RPR, au cours de son « point de presse » mardi après-midi 7 juillet, a estimé lui aussi que « les socialistes n'hésitent pas à mentir ». Il a de nouveau évoqué les incidents de Basse-Normandie et indiqué que M. Pasqua lui avait dit qu'« il ne mettrait plus les pieds dans un voyage du président de la République ». Pour M. Messmer « M. Mitterrand s'est conduit de façon inacceptable en serrant chaleureusement les mains de manifestants qui avaient hué le ministre de l'Intérieur ». Il a ajouté : « Ces derniers temps, M. Mitterrand a été repris par le prurit du candidat. Quand un candidat est en campagne, il est normal qu'il soit traité comme un candidat et non comme un président. M. Mitterrand ne respecte pas sa fonction présidentielle. Il m'a paru très utile de mettre le président de la République en garde, de lui dire qu'il n'a pas les mêmes méthodes que M. Mitterrand. Moi, je dis les choses clairement et en public. »

Auparavant, dans une déclaration à Europe 1, M. Messmer avait assuré : « Son attitude est de plus en plus équivoque. S'il continue nous montrerons ce que nous savons faire. »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré qu'il « partageait » les reproches formulés par M. Messmer car le président de la République avait « dépassé les limites. Car on ne peut pas se présenter comme un arbitre et adopter régulièrement des attitudes partiales ».

Quant à M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, il a arbitré ainsi dans une déclaration à Antenne 2 : « ... Tout le monde est en porte à faux (...). Il se trouve que le président est un candidat potentiel pour l'an prochain et que le premier ministre est un candidat potentiel quasiment déclaré. »

Plus on va s'approcher de l'élection présidentielle, plus chacun aura tendance à aller un peu plus loin. C'est la cohabitation, on n'y peut rien et il faut souhaiter que cela cesse au mois de mai prochain. »

## La session extraordinaire du Parlement

### Les barristes se veulent meilleurs mécènes que le gouvernement

L'Assemblée nationale a repris, le mardi 7 juillet, la discussion en première lecture du projet de loi sur le mécénat, qui a été adopté en fin d'après-midi, la majorité et le Front national votant pour, les groupes socialistes et communistes s'y opposant.

L'examen du texte avait été interrompu le 24 juin, de vifs incidents ayant opposé le président de séance, M. Philippe Mestre (UDF, Vendée) au président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe (le Monde du 25 juin). Les élus socialistes s'étaient montrés particulièrement hostiles à une disposition

introduite par le Sénat et adoptée également par l'Assemblée nationale, prévoyant une extension du taux de déduction des impôts de 5 % aux dons versés aux associations culturelles ou de bienfaisance, qui ont la capacité de recevoir « des dons et des legs ». Le groupe socialiste avait également exigé la présence dans l'hémicycle du ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard. Il a eu satisfaction puisque, mardi, M. Léotard était présent, aux côtés de M. Alain Juppé et de Mme Michèle Alliot-Marie.

La discussion des articles — notamment ceux concernant la déviance du label « fondation reconnue d'utilité publique » — a donné lieu à plusieurs échanges assez vifs entre, d'une part, les plus assidus des représentants du gouvernement (en l'occurrence MM. Juppé et Arthuis) et, d'autre part, le député barriste M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). Ce dernier a jugé la copie du gouvernement timorée, voire conservatrice. Ses amendements, destinés à « libéraliser » un peu plus ce projet de loi rédigé par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, ont été systématiquement repoussés. C'est ainsi, par exemple, que M. d'Aubert souhaitait que le Conseil d'Etat soit contraint de rendre son avis sur la reconnaissance d'utilité publique des associations et fondations dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de décret par le ministre compétent.

Le député estimait, en effet, qu'il fallait éviter l'enlèvement des dossiers au Conseil d'Etat. Les rapporteurs du projet, pour les finances, M. Gérard Trémège (UDF, Hautes-Pyrénées) et pour les affaires culturelles, M. François de Panafieu (RPR, Paris), tout comme M. Juppé, ont estimé qu'il ne serait pas sage d'affaiblir le contrôle exercé par le Conseil d'Etat, en l'empechant de procéder, si nécessaire, sur une longue période, aux vérifications qu'il s'imposait.

M. d'Aubert n'a pas eu plus de chance avec son amendement tendant à associer le ministre de la culture à la procédure de reconnaissance d'utilité publique. La loi de 1901 sur les associations confère un pouvoir de tutelle sur cette procédure au seul ministre de l'Intérieur. « Il serait aventureux de modifier cette législation à l'occasion d'une loi fiscale. C'est être libéral au bon sens du terme que de respecter les

institutions qui ont trouvé leur assise », a expliqué M. Juppé. « Invoker la loi de 1901 pour prouver qu'on est libéral, c'est démontrer au contraire qu'on est conservateur (...) Ce n'est pas seulement en regardant par la petite fenêtre fiscale qu'on favorisera le développement du mécénat, alors que certaines dispositions de la loi de 1901 l'entraveront », a répliqué M. d'Aubert, piquant au vif M. Juppé, qui a conclu cet échange à fleurets non mouchetés par un « Je préfère une conservatisme de bon aloi à l'aventurisme juridique ! ».

Jugeant « trop répressives » et « peu libérales » les dispositions de l'article 13 qui sanctionnent les groupements qui ont recouru abusivement à l'appellation de fondation, M. d'Aubert a refusé de voter cet article. En fin de débat, il passait le relais à M. Bruno Durieux (UDF, Nord).

Le député barriste a défendu un amendement coigné par quatre-vingts députés UDF, RPR, FN, reprenant, quasiment *in-extenso*, sa proposition de loi sur la création d'un abîme-culture, s'inspirant de la formule des chèques-restauration. La contribution de l'employeur à leur acquisition serait de 50 % du prix du titre culturel, le salarié bénéficiaire réglant le reste. Estimant que le coût de la culture était encore trop élevé et freinait la demande, M. Durieux a expliqué que cet amendement, qui reprend une idée d'une association d'entreprises du Nord et du Pas-de-Calais, « enrichissait le texte du gouvernement, tout en préservant la liberté de tous ».

Le rapporteur, M. Trémège, a jugé la proposition « originale », tandis que le ministre, M. Jean Arthuis, obliait sans doute qu'en d'autres circonstances le gouvernement s'était montré moins sourcilieux (1), s'est étonné de voir un amendement reprendre le texte

## Loi sur l'indemnisation des rapatriés adoptée

### Violents échanges autour du fantôme de l'OAS

Le Parlement a voté une nouvelle loi d'amnistie pour les événements liés à la guerre d'Algérie, mais cette amnistie semble s'être arrêtée aux portes de l'hémicycle du Palais-Bourbon. Tout peut-il d'ailleurs être oublié ?

Tout aurait pu se dérouler dans le calme : l'Assemblée nationale devait simplement, mardi après-midi 7 juillet, le texte du projet de loi sur l'indemnisation des rapatriés mis au point par la commission mixte paritaire. Elle l'a d'ailleurs fait, rendant ce projet définitivement adopté par le Parlement, mais après quelques échanges vifs, qui ont prouvé que les cicatrices d'il y a un quart de siècle sont loin d'être refermées. Sur tout le passé récent vient les ouvrir...

« Quand le premier ministre de la France serre la main à un des généraux fétieux du putsch d'Alger... » Faisant allusion à la poignée de main échangée le 28 juin à Nice entre M. Jacques Chirac et le général Edouard Jauregui, c'est M. Bernard Deschamps (PC, Gard) qui ouvre les hostilités, soutenu par son ami Guy Ducloux (PC, Haute-de-Seine) et le député contre de Gaulle, ces généraux (1). Les députés du Front national sont déjà au bord de l'apoplexie. M. Pierre Sergent (FN, Pyrénées-Orientales), ancien chef de l'OAS en métropole, prend la tête de ce nouveau commando. Sous les oris, M. Deschamps revient à son propos : « Pour en revenir au geste du premier ministre, je ne saurais dire à quel point j'ai été choqué par cet échange de salutations... »

M. Pierre Deschamps (FN, Oise), lui-même ancien pied-noir borborychant : « Je ne peux oublier comment le FLN a tué nombre de mes compatriotes avec les bombes contenues dans les valises que certains se flattaient aujourd'hui d'avoir portées. Oui, Messieurs, il y a eu dix mille morts à cause du FLN, à cause

des assassins que vous avez payés. »

M. Ducloux outré, l'interrompt : « C'étaient vous les terroristes ! C'est l'OAS qui a tué ! ». M. Deschamps n'en continue pas moins : « Il en est qui se prétendent Français, mais qui ne le sont pas et qui n'ont pas leur place dans cet hémicycle. »

Les communistes ne peuvent laisser passer cela. M. Ducloux revient à la charge. Après avoir évoqué l'attentat du « Petit Clamart » contre le général de Gaulle, et celui contre André Malraux qui a rendu aveugle une fillette, il explique : « La France a une longue histoire et pour en parler il faut avoir les mains propres ; il ne faut pas avoir du sang de Français sur les doigts. »

Mais quand M. Jacques Chaban-Delmas donne la parole à M. Sergent, M. Deschamps s'écrit : « La parole est à l'OAS ! ». Le député du Front national déclare : « Aucun pied-noir ne peut l'oublier, Messieurs les communistes : vous avez toujours tiré dans le dos des soldats français ! Les échanges deviennent encore plus vifs devant les députés des autres groupes apparemment indifférents. M. Sergent : « Vous êtes le parti de la trahison ! ». M. Ducloux : « Et vous, vous êtes un saleud ! ». M. Sergent : « Le parti de l'anti-France ! ».

Du haut de son perchoir, M. Chaban-Delmas ne peut que renoncer à ramener le calme : « Le président est tenu au silence, ce qui ne signifie pas qu'il approuve ce qu'il entend. » M. Deschamps n'en peut plus : « Je n'accepte pas d'écouter M. Sergent dans cette enceinte » ; les députés communistes quittent alors l'hémicycle. L'extrême droite s'en réjouit. M. Deschamps : « Les républicains sont partis ! ». M. Sergent : « On respire ! ».

Triste façon d'enseigner l'histoire de la décolonisation aux jeunes générations... THIERRY BRÉNIER.

(1) Le gouvernement avait, en décembre 1986, transformé purement et simplement un projet de loi de M. Séguin en amendement au projet portant diverses mesures d'ordre social. Ce fut le cas également, plus récemment, avec la réforme des études médicales.

PIERRE SERVANT.



## Les anomalies comptables et les pratiques désuètes de la joaillerie Chaumet

### Des pierres précieuses dans de vieilles boîtes à chaussures

Le représentant de la joaillerie Chaumet, sous administration judiciaire depuis le 11 juin, devrait être connu le 9 juillet, date à laquelle le tribunal de commerce de Paris, que préside M. Jacques Bon, rendra sa décision. Deux représentants sont encore en lice : le bijoutier Alexandre Reza et le groupe américain-arabe Invest Corp., qui, tous deux, ont présenté leur plan de reprise à l'audience du tribunal de commerce le 2 juillet. Invest Corp. pourrait s'adjoindre la participation, à hauteur de quelques millions de francs, du personnel de la maison Chaumet. M. Reza a assuré qu'il ne « saucissonnerait pas le produit » et qu'il prendrait en charge l'ensemble des activités de la maison Chaumet. Longtemps fournisseur de la société qu'il désire aujourd'hui diriger.

Pendant des années, banquiers et clients fortunés ont apporté leur argent ou leurs bijoux à ce qui était pour eux une institution. Personne n'a voulu voir les liards apparus dans l'édifice. Lorsqu'elles se sont élargies aux dimensions d'une cave, les ventes, tout aussi puériles, sont restées basées. C'est tout juste si, au bord du gouffre, quelques timides voix se sont enfin fait entendre. « Jacques Chaumet, c'était du solide, comme la Banque de France », dit aujourd'hui M. Gérard Borogno, citoyen suisse dont les sociétés ont servi d'intermédiaires aux activités des deux Français. « Ni vous ni moi n'aurions pu obtenir comme lui des millions de crédits sur simple demande ».

#### « Opérations en échelle »

Un financier parisien invoque, lui, un « phénomène de notabilité » qui a empêché de voir ce qui aurait dû crever les yeux. Une fois le diagnostic porté, le même « phénomène de notabilité » est responsable du recours à de timides médecines pour tenter d'empêcher la catastrophe. Autant de mois perdus pour essayer de sauver ce qui pouvait l'être. Depuis la mise sous séquestre et l'inculpation, le 13 juin, pour banqueroute, abus de confiance et escroquerie, de Pierre et Jacques Chaumet, les policiers de la brigade financière ont passé l'essentiel de leur temps à interroger les dirigeants de la maison Chaumet. Tour à tour,

il a perdu 20 millions de francs dans l'affaire. — M. Reza et le soutien de la Société de banque occidentale. De son côté, l'Européenne de banque, établissement qui fait partie du groupe du Crédit commercial de France, a fait savoir que ses créances non garanties auprès de la société Chaumet atteignaient 90 millions de francs. A cette somme s'ajoutent 40 millions à 50 millions de francs en créances garanties. « L'Européenne de banque n'a jamais disposé de la moindre information sur les opérations délicates qui venaient d'être réalisées », a assuré l'établissement bancaire qui, avec l'American Express, est le second organisme à admettre officiellement avoir été victime des agissements des frères Chaumet.

De fait, des comptabilités distinctes semblent avoir été distinguées : l'une, officielle, comporte les descriptifs des pierres confisquées par les clients, les mouvements de leurs comptes, ceux des achats et des ventes ; l'autre, plus secrète, saisie au domicile des frères Chaumet, est constituée de « bouts de papiers », portant différents noms dont les enquêteurs soupçonnent qu'ils sont ceux de clients préférant préserver leur anonymat.

#### Une maison de tradition

Autre anomalie : certaines opérations n'ont pas été portées en comptabilité. Il s'agit de ce que les spécialistes appellent — pudiquement — les « opérations extérieures », c'est-à-dire des opérations qui pourraient témoigner d'une activité bancaire illégale, les frères Chaumet empruntant et rémunérant sans autorisation des capitaux levés auprès de leurs clients. Signe que le système avait la confiance de tous, les policiers auraient la preuve de versements qui ne seraient garantis que par un reçu de pure forme.

Chaumet côté cour, Chaumet côté jardin : les escroqueries d'un côté, les habitudes d'une vieille maison de l'autre : si les deux bijoutiers,

L'American Express a récemment porté plainte pour escroquerie (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

Avec la reprise des actifs par l'un ou l'autre des représentants candidats à la succession des joailliers de la place Vendôme, il y aura rapidement une solution commerciale au problème Chaumet. La solution judiciaire, elle, est loin d'être acquise. Les investigations menées en France et celles qui vont l'être prochainement à l'étranger dureront de longs mois. La justice genevoise vient de répondre favorablement à une demande d'entraide judiciaire présentée par le juge d'instruction français, M. François Chaumet.

pris à la gorge et dans l'espoir de se « refaire », ont voulu pour leur propre compte, sans en référer à leur propriétaire, des « confis », ils n'ont en revanche pas touché aux « gardes », pierres mises en dépôt dans leurs coffres par des clients.

La pratique est tombée en désuétude, mais, chez les Chaumet, on en avait encore le respect. Les policiers, toutefois, ont retrouvé certaines de ces « gardes » emballées dans de vieilles boîtes à chaussures, ficelées et cachetées de cire. La plus ancienne remonte à 1911 : une autre est la propriété d'Alphonse XIII, roi d'Espagne détrôné par la République en 1931 et mort en exil, à Rome, dix ans plus tard. D'autres dépôts, enfin, ont été faits en 1940 et 1941 par des familles juives qui ne sont jamais revenues de déportation.

Tout est demeuré en place, comme si rien ne semblait devoir troubler cette vieille maison régie par deux frères qui étaient seuls au fait de l'état réel des affaires. Aucun des cataclysmes qui avaient secoué le monde durant près d'un siècle n'avait fait chuter les Chaumet. Pas même la seconde guerre mondiale, durant laquelle ils avaient obtenu l'accord des autorités allemandes pour continuer leurs activités. Quarante ans plus tard, une femme âgée de quatre-vingt-trois ans, leur mère, nous dit, dans le jardin de M. du Morne Vert qui prend dans son livre beaucoup de libertés avec la réalité. Il se présente comme un agent secret rattaché, à l'époque des sauts, à un mystérieux « secrétariat réservé », dirigé, à l'Hôtel Matignon, par un non moins mystérieux colonel Halas. Cette « cellule particulière », fait, selon l'auteur, chargée de décentraliser les informations relatives aux opérations « sensibles » menées par l'armée et plus particulièrement par la DGSE. Or, selon des sources dignes de foi, cette cellule n'a jamais existé.

GEORGES MARION  
ET EDWY PLENEL

### ELF-Aquitaine et ses plates-formes de forage

Les difficultés de la maison Chaumet, dont l'un des créanciers n'est autre que M. Albin Chalandon, provoquant de vifs commentaires auprès des cadres supérieurs de la Société nationale Elf-Aquitaine, dont l'actuel ministre de la justice fut le président de 1977 à 1983.

A l'origine de ces remous, une déclaration de M. Chalandon au Monde pour expliquer comment il était devenu créancier des Chaumet : en 1985, l'ancien président d'ELF, déchargé de ses fonctions deux ans auparavant, avait eu besoin d'argent liquide pour créer, avec un honoraire d'affaires de ses amis, M. Hubert Perrodo, une société américano-française de production pétrolière (le Monde du 29 mai).

La maison Chaumet avait alors accepté de vendre des bijoux et des pierres précieuses, et, selon le ministre, le produit de la vente devait être réglé mensuellement, mais les Chaumet, en difficulté, n'ont payé que partiellement leur dette. La créance — M. Chalandon refuse d'en révéler le montant, mais on estime qu'elle avoisinerait les 6 millions de francs — est toujours pendante.

Le nom de M. Perrodo ne laisse pas indifférent le personnel d'ELF. Par contrat signé en janvier 1981, et sur l'insistance personnelle de son président de l'époque, M. Chalandon, ELF s'était en effet engagé à acheter quatre plates-formes de forage en mer (50 à 70 millions de dollars pièce) pour les louer au groupe Perrodo, qui effectuait des forages pour le compte... d'ELF. Les plates-formes avaient

été commandées à Singapour à une société du groupe Perrodo, la Perrodo Off Shore Holding SA, société de droit panaméen.

Une société filiale d'ELF, la Drilling Investments Limited, était chargée de faire construire les plates-formes ; une société du groupe Perrodo, la Techfor International Limited, était chargée des opérations de forage ; Drilling et Techfor étaient en fait domiciliées aux Bahamas, dans le même immeuble de Nassau, 83 Shirley Street.

Après 1981, la baisse d'activité du secteur pétrolier a rendu les plates-formes inutiles. ELF a perdu des dizaines de millions de dollars pour leur financement, alors que la baisse des cours mettait sur le marché des engins comparables, mais à des prix très dévalués.

Après avoir quitté ELF, M. Chalandon est devenu associé de M. Perrodo dans plusieurs sociétés américaines, notamment la Petrole Engineering et la Kelt Energy, société dont il a été le président jusqu'à sa nomination au ministère de la justice.

L'affaire Perrodo, dont le Canard enchaîné avait déjà évoqué l'existence, n'a provoqué aucune enquête, même sous les gouvernements de gauche. M. Paul Léca, proche collaborateur de M. Chalandon à ELF, l'un des négociateurs du contrat des plates-formes, a lui-même quitté la société nationale en 1985 pour devenir président de Petrole Engineering, société du groupe Perrodo.

G.M. et E.P.

### La situation des militants d'Action directe en prison

#### « Il faut resserrer un peu plus les boulons » déclare M. Albin Chalandon à RTL

« Il faut resserrer un peu plus les boulons pour les conditions de détention des terroristes », a affirmé, mercredi 8 juillet, M. Albin Chalandon, ministre de la justice, à propos des documents découverts dans la cellule de Jean-Marc Rouillan.

Invité de Philippe Caloni sur RTL, le garde des sceaux a précisé que Jean-Marc Rouillan, l'un des chefs d'Action directe, « avait reconstruit les moyens de communication ou avec Nathalie Ménigon ou avec Georges Cipriani ou avec l'extérieur » et que le juge avait pris des mesures à son encontre : « Pas de visites, pas de contacts avec eux ».

Interrogé sur les moyens utilisés pour obtenir ces contacts, M. Chalandon a répondu : « Il n'y a pas trente-six explications. Il y a, soit une complicité des gardiens de prison, soit celle de l'avocat. Je n'accuse pas, je constate qu'il y a une communication de certains détenus avec l'extérieur ». « L'avocat, par sa déontologie, n'est pas tenu de garder le secret, il ne doit pas s'abstenir d'être aussi un devoir », a ajouté M. Chalandon. « Il y a cent quatre-vingt-dix-sept terroristes actuellement dans les prisons qui sont plus ou moins dangereux. Des dispositions particulières doivent être prises à leur

sujet. Cela va être fait », a ajouté le garde des sceaux. Vendredi 3 juillet, Jean-Marc Rouillan avait avalé une lettre qui était destinée à l'un de ses avocats, au cours d'une perquisition des policiers qui enquêtaient sur la découverte dans sa cellule à Fresnes de cinq tampons secs de l'administration pénitentiaire (le Monde du 7 juillet). Les policiers ont pu retrouver l'enveloppe qui l'accompagnait et qui était adressée à M. Marie-Christine Etelin, avocate inscrite au barreau de Toulouse, l'un des défenseurs choisis par Jean-Marc Rouillan.

De plus, des perquisitions effectuées dans les cellules occupées par Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonnes), mercredi dernier, ont permis la saisie de « différents documents » : des lettres « à caractère sentimental » chez Nathalie Ménigon, des « correspondances avec l'Alliance de l'Ouvrier » chez Georges Cipriani. On indique que ces correspondances « sont dans la logique de Cipriani, qui a une fille dans ce pays et de nombreuses connaissances ». Il semble que les quatre membres d'Action directe, arrêtés ensemble le 21 février dans une ferme de Vitry-aux-Loges, étaient susceptibles de correspondre entre eux par l'intermédiaire de poèmes de Verlaine codés.

### Des pistolets italiens pour les gendarmes français

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a choisi le pistolet 9 mm Beretta pour équiper la gendarmerie. Ce contrat, qui porte sur 110 000 armes livrables en huit ans, s'élève à plus de 400 millions de francs.

Deux armes de poing se trouvaient en concurrence : d'une part, la Matra Manurhin SIG P226 fabriqué par Matra Manurhin Défense, à Mulhouse, sous licence suisse, et, d'autre part, le Beretta F-92, produit par la manufacture d'armes de Saint-Etienne, établissement du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), sous licence italienne. Après avoir fait tester les deux pistolets pendant plusieurs mois, à la fois par les services techniques de la délégation générale pour l'armement et par des unités d'élite de la gendarmerie, M. Giraud a finalement tranché en faveur du Beretta.

Le ministre de la défense a, cependant, cherché à établir « un partage équilibré des charges de travail » entre les deux firmes. Ainsi, Beretta s'est vu confier 60 % de la charge de travail et Matra Manurhin les 40 % restants. Le nouveau pistolet de la gendarmerie sera ainsi

fabricé conjointement par les deux firmes concurrentes.

Toutefois, M. Giraud s'est engagé à fournir des « commandes de compensation » à la firme de Mulhouse, qui connaît, en effet, de graves difficultés de plan de charge : il s'agit de travaux d'usinage qui contribueraient à maintenir l'emploi dans cette région. Matra ayant menacé de fermer son usine de Mulhouse si le contrat était perdu.

● Nomination au cabinet de M. André Giraud. — M. Jean Fargus, conseiller des affaires étrangères, est nommé chargé de mission au cabinet du ministre de la défense, en remplacement de M. Hubert Querquet de la Fortelle, nommé ambassadeur de France en Corée du Sud.

[Né le 2 décembre 1941 à Boulogne-sur-Mer et ancien élève de l'École des hautes études commerciales et de l'École nationale d'administration, M. Jean Fargus, après avoir servi à Londres, a notamment été chargé des relations internationales dans les cabinets de M. René Haby, ministre de l'éducation nationale, dans les gouvernements de M.M. Jacques Chirac et Raymond Barre entre 1975 et 1977. Il était précédemment à la division politique du gouvernement militaire français à Berlin.]

### A la prison de Lyon

#### Klaus Barbie, détenu ordinaire ?

Klaus Barbie, qui vient d'être condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, restera placé en régime de quartier d'isolement à la prison Saint-Joseph de Lyon.

« Son coût quotidien de détention varie de 130 F à 140 F. Il ne coûte ni plus cher ni moins cher qu'un autre détenu », a précisé le directeur des prisons de Lyon, M. Alain Olivier. « Le secteur dans lequel il a été installé servait auparavant à d'autres détenus faisant partie du même régime », souligne M. Olivier, qui ajoute que l'ancien officier nazi « bénéficie d'un lieu de détention un peu plus grand » comprenant deux cellules et une pièce aménagée en salle d'eau pour lui éviter de se rendre à la salle de douche commune et d'être en contact avec les autres détenus.

En revanche, le lieu de promenade couvert, à l'abri des regards des photographes, est également utilisé par d'autres détenus soumis au même régime.

Enfin, Klaus Barbie, en raison de son âge et de son état de santé, bénéficie d'une attention particulière sur le plan médical.

● Deux avocats vont comparaître devant la cour d'appel de Bordeaux. — M. Denis Sutter et Daniel Lefrançois, les deux avocats bordelais de l'ancien candidat RPR François Korb, devront comparaître le 25 septembre devant la cour d'appel de Bordeaux, en effet, le procureur général de cette juridiction, M. Claude Jorda, a fait appel de la décision de relaxe dont ils ont bénéficié le 23 juin devant leurs pairs (le Monde du 26 juin). M. Jorda demande des sanctions contre ces deux avocats, qui ont, selon lui, commis un manquement déontologique. M. Sutter et Lefrançois, ridiculisés par François Korb, avaient quitté la barre de la cour d'assises de la Gironde le 11 mai 1987, bien qu'ils aient été commis d'office. — (Corresp.)

### Nouvelle polémique à propos de l'affaire Greenpeace

#### A la recherche de « Morne Vert »

Qui est M. Patrick du Morne Vert, l'auteur de *Mission oxygène* (1) ? Qui a intérêt à relancer la polémique à propos de l'affaire Greenpeace et pourquoi ? Tout n'est pas limpide dans cette histoire, mais il est clair que l'auteur, contrairement à ce qu'il affirme dans son livre, n'est pas un agent des services secrets, mais un homme de plume.

Son objectif serait double : redorer le blason des nageurs de combat qui, le 10 juillet 1985, il y a tout juste deux ans, firent couler dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande) le *Rainbow Warrior*. A bord de leur vaisseau amiral, les militants de Greenpeace s'opposaient à la pollution des océans par les navires nucléaires français dans le Pacifique Sud. La mission des services secrets échoua pitoyablement. Deux agents de la DGSE furent tués en prison par la police néo-zélandaise et, à Paris, on fit la crise gouvernementale. Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, dut donner sa démission et le patron de la DGSE (services secrets), l'amiral Pierre Lacoste, fut limogé.

L'autre dessein de « Morne Vert » est plus prosaïque : faire de l'argent, beaucoup d'argent, en moyennant ses « révélations ». Le lancement de son livre est de ce point de vue un modèle : on a vu « Morne Vert », ou celui qui se fait passer pour tel, sur TF 1, un dimanche soir, les traits dissimulés par une cagoule rouge. Effet médiatique garanti, amplifié par deux plaintes en justice, déposées ou sur le point de l'être, contre l'auteur, qui programme avec habileté, les « confidences » téléphoniques et les interviews qu'il distille à intervalles réguliers aux médias.

#### Zéro point

L'association Greenpeace a très mal pris cette opération politico-médiatique. Mardi 7 juillet, au cours d'une conférence de presse à Paris, M. Yves Lenoir, membre du bureau français de l'association, s'est dit choqué par la manière dont « Morne Vert » présente Greenpeace. M. Lenoir, qui parlait sous le portrait de Fernando Pereira, le photographe tué dans l'explosion du *Rainbow Warrior*, s'est défendu de tout a priori politique : non, nous ne sommes pas une organisation anti-

occidentale financée par des fonds soviétiques. Et d'insister sur les actions-commando menées depuis 1975 par l'association en faveur de la dénucléarisation et de la protection des baleines. A Leningrad, Berlin-Est et Prague en particulier.

Pour Greenpeace, M. du Morne Vert mérite un zéro pointé. Son livre serait truffé d'erreurs de faits qui le rendent suspect. Ainsi l'auteur raconte qu'en avril 1985 deux agents des services secrets français étaient venus faire un repérage du *Rainbow Warrior* alors amarré à Amsterdam. Cette mission, racontée dans le livre avec beaucoup de détails, était destinée à préparer une éventuelle « neutralisation » du navire avant qu'il ne parte pour le Pacifique sud.

#### Mystérieux secrétariat

Or, affirme Greenpeace, le *Rainbow Warrior* ne pouvait être à Amsterdam en avril 1985 puisqu'il était à quai à Jacksonville (Californie), préparant sa prochaine campagne antinucléaire. « Le *Rainbow Warrior* a fait relâche pour la dernière fois en Europe en 1981, pour ne plus y revenir », affirme M. Lenoir. Greenpeace voit aussi dans la parution de *Mission oxygène* la volonté de torpiller l'accord financier que l'association négocie en ce moment avec le gouvernement français. Greenpeace, qui s'est engagé à la plus grande discrétion, refuse de révéler le montant des dédommagements qu'elle réclame, mais, selon une source sûre, ce montant serait d'environ 15 millions de dollars (un dollar vaut à peu près 6 francs).

La somme allouée aux écologistes doit être décidée, selon Greenpeace, « dans quelques semaines » par un tribunal d'arbitrage privé composé de trois personnes. M. François Terré, professeur de droit à Paris et chroniqueur au *Figaro*, a été désigné pour cette mission par le gouvernement français. Greenpeace a choisi comme représentant un juge néo-zélandais à la retraite, M. Owen Woodhouse. Avec M. Terré, M. Woodhouse a accepté que la présidence de ce tribunal d'arbitrage soit confiée à un avocat et professeur de droit suisse, M. Claude Raymond. Les trois hommes décideront du montant des indemnités allouées

هكذا من الاجل



## Société

### SPORTS

#### CYCLISME : le Tour de France

### Dans la roue du souvenir

Les routiers-sprinters sont enfin entrés en scène sur la route du Tour et le rapide italien Guido Bontempi, très discret depuis le départ de Berlin-Ouest, a remporté, mardi 7 juillet, la septième étape Epinal-Troyes, dont le départ avait été donné par Alain Delon. Il a devancé un peloton de quatre-vingt-dix-sept coureurs. Le Suisse Maechler conserve le maillot jaune, mais Herrera et Duclos-Lassalle, gênés par une chute à proximité de l'arrivée, ont concédé vingt et une secondes. Le Polonais Piasiecki a abandonné.

TROYES  
de notre envoyé spécial

A Colombey-les-Deux-Églises, où le général serra autrefois les mains de Gastone Nencini, le porteur du maillot jaune, et du champion de France Henry Anglade au passage d'un Tour qui était à sa fin - c'était en 1960. Régis Clère a gagné la prime Charles-de-Gaulle, assortie d'une bonification de 30 secondes et d'un chèque de 10 000 F.

Échappés pendant 100 kilomètres, avec une avance maximale de huit minutes, il a raté la victoire d'étape mais n'a pas perdu son temps. Encore un coureur qui nous revient après avoir presque disparu de la circulation. Comme Guido Bontempi, qui avait effectué jusqu'ici une saison en demi-teinte, et comme Didi Thuau, que l'on croyait à tout jamais perdu pour le cyclisme.

#### Plainte contre X...

MM. Jacques Goddet, président de la société du Tour de France, et Philippe Amaury, gérant de la société, ont porté plainte contre X... mardi 7 juillet, auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris pour « abus de biens sociaux et de crédit, complicité et recel ». Cette plainte porte sur des contrats passés aux Éditions L'Équipe, d'un montant de 830 000 dollars, entre MM. Félix Levitan, ancien directeur du Tour de France, et Philippe Riquoix, directeur de la société BRIC (le Monde du 27 mars et du 3 avril).

Depuis qu'il a pris son élan à Berlin, au pied de la cathédrale du souvenir mutilée par les bombardements, le Tour de France fait référence au passé. A Karlsruhe, il a défilé devant la statue du baron de Drais, l'inventeur du vélocipède au dix-huitième siècle, et sous les amours de la petite reine s'accorderont à dire qu'un tel pèlerinage s'imposait.

Dans quelques jours, il plantera sa tente aux Monédières, sur le théâtre des premiers exploits de Pouliodor. A Bayonne, il rendra un hommage posthume à Paul Maye, l'un des meilleurs routiers des années 30-40, qui fut aussi directeur sportif et qui vient de nous quitter. Puis, dans le massif des Cévennes, il empruntera le col du Perjure, où tomba Roger Rivière, le francilien emporté le 25 août 1974, en escaladant la montagne du Vaucluse, les suiveurs auront une pensée émue pour Tom Simpson.

### ARCHÉOLOGIE

#### La « découverte archéologique » de Rhodes

### Une bévée colossale

ATHÈNES  
de notre correspondant

C'est finalement une excavatrice flottante, qui draguait, il y a un ou deux ans, le port de Rhodes, et non pas Kharrès de Lindos, disciple du célèbre sculpteur Lysippe, qui a soulevé avec les dents de sa pelle sur une vulgaire grosse pierre les « doigts » serrés du « poing » que l'on a trop hâtivement attribué au Colosse de Rhodes, enfin retrouvé.

Voilà du moins ce qu'affirment les journalistes du quotidien athénien *Eleftherotypia*, qui sont allés à Rhodes pour examiner l'objet et puis à Salamis où ils ont découvert l'excavatrice en question, qui s'appelle par ailleurs Titan, un nom qui rappelle encore la mythologie grecque. Il semble que les ouvriers qui la manipulent d'habitude se soient « tordus de rire » pendant tout le

temps qu'a duré cette affaire du Colosse.

Les journalistes ont mesuré l'espace entre des dents de la pelle et celle coïncidant avec l'épaisseur des prétendus doigts. Bref, le ministère de la marine marchande a fait un « trou dans l'eau », comme on dit en Grèce, et cela ne gêne pas outre mesure les archéologues grecs, qui ont été tenus à distance de toutes les opérations *manu militari* ou presque. Quant à M<sup>me</sup> Médina Mercouri, ministre de la culture, elle a hier soir déclaré que la trouvaille n'était qu'un simple objet de pierre. La mer Égée gardera les morceaux du Colosse, si jamais ceux-ci lui ont été confiés.

Depuis que le reportage sur l'excavatrice a été publié, hier après-midi, le ministre de la marine marchande, M. Stathis Alexandris, est inaccessibile à tout représentant de la presse.

THÉODORE MARANGOS.

#### Le départ des femmes

Une qui n'a pas de complexe, en tout cas, c'est Jeannie Longo. Elle part dans le Tour féminin qui débute le 8 juillet à Sablé-sur-Sarthe, animée par la volonté de battre enfin l'Italienne Maria Canins. « Si je dois terminer deuxième, comme les deux années précédentes, déclare la championne du monde, je ne regretterai rien, car je me suis préparée avec un maximum de soins pour améliorer mes possibilités de grimpeuse. Et je crois avoir progressé ».

Il faut rappeler que l'épreuve réservée aux dames comportera deux arrivées en altitude, l'une à Luz-Ardiden, l'autre à La Plagne... Une dernière précision : Jeannie Longo avait dominé Maria Canins l'été dernier dans le tour du Colorado. Mais le tour du Colorado, autrement dit la Coors-classic, n'est pas le Tour de France.

JACQUES AUGENDRE.

● Classement de la septième étape, Epinal-Troyes. — 1. Bontempi (It., Carrera), les 211 km en 5 h 8 mn 17 sec ; 2. Dominguez (Esp.) ; 3. Van Poppel (P.-B.) ; 4. Lieckens (Belg.) ; 5. Kelly (Irl.) ; tous même temps.

● Classement général. — 1. Maechler (Suisse, Carrera), en 22 h 19 mn 56 sec ; 2. Lavaine (Fr.), à 38 sec ; 3. Muller (Suisse), à 44 sec ; 4. Perini (It.), à 1 mn 16 sec ; 5. Da Silva (Por.), à 1 mn 36 sec ; 6. Mortet (Fr.), à 1 mn 36 sec.

### SCIENCES

#### La recherche agronomique et les manipulations génétiques

### Des bactéries sont lâchées en plein champ

Des expériences portant sur des manipulations génétiques sont en cours dans plusieurs laboratoires européens en France, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne. Elles consistent à lâcher en plein champ des bactéries aux gènes modifiés afin de savoir si elles se multiplient, si elles disparaissent ou si elles transmettent leur

nouveau patrimoine génétique à d'autres micro-organismes.

Ces expériences ont provoqué l'inquiétude des mouvements écologiques, notamment du mouvement Arc-en-Ciel, qui, le mardi 7 juillet, a protesté auprès des Communautés européennes qui subventionnent en partie les recherches en cours.

Malgré les assurances des scientifiques — on lira leurs arguments pour ce qui concerne l'expérience entreprise par le laboratoire de microbiologie des sols de Dijon sur un champ de luzerne et de blé d'un demi-hectare, — des questions se posent sur l'utilisation du génie génétique en agronomie sans le contrôle, comme c'est le cas en médecine, d'organismes chargés de faire appliquer une réglementation.

### Les Verts dénoncent un grave processus irréversible

« Nous accusons la Commission européenne de complicité dans des expériences dangereuses de libération génétique manipulant... » A l'occasion de l'actuelle session du Parlement européen, les élus du Groupe Arc-en-Ciel (écologistes) viennent de mettre en garde contre « le processus irréversible qui risque d'être ainsi enclenché ». Et les écologistes, en demandant au Parlement européen de voter une « déclaration d'urgence », dénoncent l'arrogance scientifique de la Commission européenne qui trompe les États membres en affirmant être préoccupée par leur sécurité.

Trois expériences sont actuellement en cours en Europe, financées en partie par la Commission européenne : en Angleterre (Rothamsted), en Allemagne (Bayreuth) et en France (Dijon). C'est sur ce dernier site que la première expérience a été engagée en mars dernier : des chercheurs du laboratoire de microbiologie des sols de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) ont répandu des bactéries génétiquement manipulées et résistant à certains antibiotiques dans un champ de luzerne d'environ 100 mètres carrés (lire ci-dessous l'article de Jean-François Augereau) (1).

« C'est un grave précédent, observe Benoît Haertlin, parlementaire écologiste allemand et porte-parole du Groupe Arc-en-Ciel ; les dangers d'une pareille expérience ne sont pas encore connus et sont très difficiles à évaluer ; il n'est pas prouvé aujourd'hui que la bactérie manipulée ne puisse transmettre son gène de résistance à des bactéries pathogènes pour l'homme. Le risque d'enclencher un très grave processus est énorme et cela peut nous conduire à une catastrophe effroyable que personne ne pourra maîtriser. » Et Benoît Haertlin de souligner que les scientifiques avouent eux-mêmes ne pas connaître les conséquences de pareilles expériences qu'ils « pensent sans danger ».

#### Des contrôles volontaires

« En affirmant qu'il s'agit de manipulations in vivo, poursuit Benoît Haertlin, les chercheurs utilisent un artifice de langage : il s'agit en fait bel et bien au départ d'un transfert artificiel d'information d'un organisme à un autre. » Et les écologistes de porter cette accusation contre l'INRA : « L'INRA

ne s'attend pas à ce que ces bactéries se multiplient et se transmettent leur patrimoine génétique à d'autres micro-organismes. »

Actuellement en France deux commissions ont en charge la limitation des risques des manipulations génétiques. La « Commission nationale de classement des manipulations génétiques » doit évaluer les risques de ce type d'expérience ; en 1985, elle a publié des normes de sécurité stipulant que les projets de libération d'organismes manipulés doivent lui être soumis. Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture a créé, le 3 février dernier, une Commission de génie biomoléculaire. Composée de quinze membres, et présidée par M. Pierre Royer, elle doit évaluer les risques pour les produits relevant de sa juridiction (médicaments vétérinaires, semences, produits phytosanitaires...). L'INRA pour sa part vient de créer sa propre structure interne d'évaluation de risques liés à ses propres recherches.

Tout en rappelant que ces contrôles ne sont que « volontaires », c'est-à-dire que rien aujourd'hui n'oblige les scientifiques à faire viser leurs projets par ces différents instances, les écologistes regrettent que le financement de ces expériences par la Commission européenne leur apporte une caution,

alors qu'elles n'ont jamais demandé d'autorisation aux autorités compétentes. Les écologistes estiment ainsi que « la Commission européenne favorise le non-respect de réglementations nationales ».

Le Groupe Arc-en-Ciel avait préparé pour l'actuelle session une proposition de « déclaration d'urgence », mais sa discussion n'a pas été admise à l'ordre du jour. Ce texte demande « l'arrêt immédiat des expériences en cours et la décontamination totale des sites ». Insistant une nouvelle fois sur la responsabilité dans ce dossier de la Commission européenne, il demande que celle-ci établisse un rapport sur ces expériences et qu'elle donne « une définition précise et claire de ce qu'elle considère comme une manipulation génétique ». Enfin, les écologistes, soulignant le caractère « sensible et urgent du sujet », demandent que « la libération dans la nature de bactéries génétiquement manipulées soit interdite dans la communauté jusqu'à ce qu'il y ait des réglementations précises pour tous les pays ».

JEAN-MARIE BOEHM.

(1) Cette expérience avait été révélée par la revue scientifique *La Recherche* (juillet-août 1987).

### L'expérience de Dijon

Que s'est-il passé au laboratoire de microbiologie des sols de Dijon dépendant de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ? Tout simplement l'innoculation, en mars dernier, de petites quantités de bactéries dans le sol d'un champ en plein air d'environ un demi-hectare planté de blé et de luzerne. Ces bactéries d'un genre particulier sont des micro-organismes du type rhizobium, qui vivent naturellement en symbiose avec le système racinaire de certaines légumineuses (1) et favorisent la fixation de l'azote utilisé ensuite par la plante.

Jusqu'à là, rien que de très normal si ce n'est que les chercheurs du laboratoire de microbiologie des sols ont, sous la conduite de M<sup>me</sup> Noëlle Amarger, introduit dans le sol des bactéries dont le patrimoine génétique a été modifié. Ce rhizobium manipulé présente, en effet, une résistance à un antibiotique — la kanamycine — que ne possède pas son homologue naturel.

Avec cette expérience de deux ans financée par les Communautés européennes et conduite conjointement en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, les chercheurs de l'INRA espèrent connaître la manière dont le sol sem colonisé par la bactérie et mieux cerner ainsi les risques associés à la libération de micro-organismes manipulés dans l'environnement.

Le but n'est pas tant de montrer que le rhizobium modifié est présent dans le sol, mais de savoir d'abord s'il se retrouve dans les petits nodules qui se forment naturellement sur les racines de la luzerne et dans quelle proportion par rapport au rhizobium naturel. Ensuite, de se demander si les bactéries manipulées peuvent transférer leur résistance à la kanamycine aux populations de bactéries sauvages. L'essai en cours permettrait de le savoir. Mais de telles expériences sont-elles sans danger ? Peut-être.

Et l'INRA reste sceptique. En témoigne une autre expérience de ce genre que mène une équipe de chercheurs de Versailles avec des plants de tabac manipulés que l'on va laisser aller jusqu'à la floraison. Le but de cette opération étant de voir si le gène particulier introduit dans la plante peut se transmettre via le pollen à d'autres plants de tabac non manipulés ou à des végétaux d'un autre type.

J.-F. AUGEREAU.

(1) La luzerne en est un exemple, le pois en est un autre. Mais ce n'est pas le cas du blé, qui ne peut servir de témoin.

(2) A chaque légumineuse correspond un rhizobium spécifique.

### Faut-il des garde-fous ?

PEUT-ON, sans risques et sans que l'on ait au préalable établi une réglementation très stricte, introduire des micro-organismes manipulés génétiquement dans l'environnement ? La question posée par les députés écologistes européens, même si elle n'est pas dénuée d'arrière-pensées polémiques, est importante.

Depuis plusieurs années déjà, des équipes américaines et européennes ont réussi à intégrer un gène étranger dans le patrimoine héréditaire de quelques végétaux, de manière à les rendre plus résistants à un certain nombre d'antibiotiques, d'herbicides ou d'insecticides.

Le 24 avril dernier, la firme américaine Advanced Genetic Science a décidé de lâcher des bactéries « amigé » sur des plans de fraisières pour évaluer leur effet protecteur contre les dégâts du gel (le Monde du 6 mai). Cette expérimentation faisait suite à quatre années de procès intentés par les défenseurs de l'environnement hostile à ce que soient lâchées dans la nature de telles espèces modifiées.

En réalité, mais on vient seulement de l'apprendre, les premières libérations de bactéries génétiquement manipulées ont eu lieu en Europe, en RFA, au Royaume-Uni et en France, à Dijon, sous l'égide du laboratoire de microbiologie des sols de l'INRA.

Financée par la CEE, cette expérience n'a pas, avant d'être entreprise, reçu l'aval des deux commissions qui, en France, théoriquement, sont chargées de superviser ce type de travaux, la Commission nationale de classement de manipulation génétique et la Commission de génie biomoléculaire (dite Commission Royer, du nom de son président, M. Pierre Royer). Mais, à dire vrai, rien actuellement n'oblige les scientifiques à soumettre leurs projets à ces deux instances.

#### Apprentis sorciers

Consciente du risque qu'il y a à voir se développer des initiatives intempestives, l'INRA a créé auprès de sa direction une commission « génie génétique et environnement » chargée d'évaluer les risques de telles expérimentations.

Dès lors, plusieurs questions se posent : les écologistes ont-ils raison de s'alarmer au point de réclamer un moratoire pour ce type d'expérimentations ? Une attitude qui, soit dit en passant, rappelle celle adoptée par Jacques Testat dans le domaine de la procréation artificielle.

Les structures de contrôle, telles qu'elles existent actuellement en France, ont-elles les compétences et un pouvoir suffisants pour contrôler efficacement des expérimentations

sauvages ? La fait qu'en agronomie les chercheurs n'aient pas à soumettre leurs projets de travaux à une instance indépendante expose-t-il à terme au risque de voir les scientifiques jouer aux apprentis sorciers ? A cet égard, les commissions Royer dépendent entièrement du ministère de l'Agriculture et la commission Deshayes, purement interne à l'INRA, représente-t-elle des garde-fous suffisants ?

Il n'est que temps de se pencher sur de tels problèmes : demain, ce ne sont pas de « petites » expérimentations qui seront faites, mais des manipulations d'une tout autre envergure. Aujourd'hui, s'ouvre une nouvelle ère de l'exploitation des plantes aux retombées scientifiques, économiques et écologiques considérables.

Si l'on veut qu'un jour, comme certains l'espèrent, le génie génétique appliqué aux plantes puisse régler le problème de la faim dans le monde, c'est sans doute dès maintenant qu'il faut mettre en place des garde-fous efficaces. De la même manière qu'il y a quelques années on en a mis dans les domaines de la médecine et de la biologie.

FRANCK NOUÏL.

### MÉDECINE

#### Au tribunal de Paris

### Les Teston contre le « Teston »

« Le « Teston », ce produit récemment diffusé qui aurait pour principale vertu de remédier aux troubles passagers de désir et de l'érection » devra changer d'appellation.

Lassés de voir leur nom assombré dans les journaux et à la radio à des propriétés stimulantes, une famille Teston avait chargé M<sup>re</sup> Frédéric Larnier d'engager des poursuites afin d'obtenir la réparation du préjudice et, dans un premier temps, l'interdiction de l'usage de la marque litigieuse.

Pour rendre son ordonnance, M. Vangeon, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, s'est appuyé sur le fait que cette malencontreuse homonymie « peut entraîner un risque de confusion dans l'esprit du public et avoir pour effet de dévaloriser leur nom au point de le rendre ridicule, leur causant un dommage certain ».

M. P.



# Le Monde EDUCATION

## Universités : le bricolage des statuts

Il y a les « universités Savary », les « universités Edgar Faure » et les universités « gelées ». En voulant calmer le jeu, M. Valade a entériné un incroyable imbroglio juridique.

PARMI les cinq thèmes proposés par M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, au groupe de travail qu'il vient de mettre en place pour réfléchir à l'avenir de l'université (le Monde du 2 juillet), se trouve en bonne place le problème de l'organisation des universités.

La situation juridique et statutaire des établissements d'enseignement supérieur constitue en effet, depuis des années, une pomme de discorde constante dans la communauté universitaire : la composition des conseils, leur mode de désignation et leur champ de compétence représentent autant d'ajouts de pouvoir qui aiguisent les rivalités et divisent les corporations.

Ainsi, l'opposition à la réforme de l'enseignement supérieur élaborée en 1982 et 1983 par M. Alain Savary s'est cristallisée en grande partie sur ce problème. L'élargissement des conseils universitaires, en particulier, a été ressenti par bon nombre de professeurs d'université — notamment ceux qui étaient proches de l'opposition de l'époque — comme une remise en cause inacceptable de

leur prééminence. Et, soit par refus explicite, soit par résistance passive, de nombreuses universités ont évité d'adopter ou d'appliquer des statuts conformes à la loi de janvier 1984.

Plus de trois ans après la promulgation de cette loi — et deux ans après la fin de la période transitoire prévue par les pouvoirs publics — vingt-sept universités sur soixante-quatorze vivent encore sous le régime de la loi Edgar Faure de 1968 : douze n'ont même pas déposé de statuts conformes à la loi de 1984, six ont déposé des statuts, mais ceux-ci n'ont jamais été signés ou publiés par le ministre de l'enseignement supérieur, neuf, enfin, ont adopté des statuts conformes à la loi Savary, mais n'ont pas eu le temps ou n'ont pas souhaité procéder à l'élection des nouveaux conseils.

Il est vrai que, entre-temps, l'approche des élections législatives de mars 1986, puis le changement de majorité avaient bouleversé le paysage. La quasi-certitude de voir remis en cause l'édifice complexe de la loi de 1984 ne pouvait que renforcer les réfractaires dans leur opposition et inciter les autres



universités à geler sa mise en place. Dès avril 1986 en effet, le ministre de l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet, mettait en chantier une nouvelle réforme de l'université. L'un des aspects importants de son projet consistait précisément à rétablir la place prépondérante des enseignants, et en particulier des professeurs, dans les conseils. Cette « restauration » était complétée par le renforcement de l'autonomie des différentes unités d'enseignement qui composent les universités.

On sait ce qu'il advint du projet Devaquet, retiré en catastrophe au mois de décembre 1986. Mais au plus fort de la tourmente étudiante, le gouvernement envisageait encore la position de repli suivante : réécriture, voire retrait des articles qui avaient suscité la colère des étudiants (accès à l'université, droits d'inscription et diplômes nationaux), si cela permettait de conserver intactes les modifications de structure qui apparaissent à beaucoup comme le cœur de la réforme.

### Une « période expérimentale »

Dès son arrivée rue Descartes, M. Jacques Valade se trouvait donc placé dans une situation paradoxale. L'abandon du projet Devaquet levait en principe toute hypothèque sur l'application de la loi de 1984. Le nouveau ministre de l'enseignement supérieur allait-il faire respecter la légalité et contraindre des universitaires proches de la majorité à se conformer à une loi qu'ils avaient combattue ? Ou bien se risquerait-il à élaborer un nouveau projet de loi, afin de mettre un terme au bricolage institutionnel et juridique qui s'est installé depuis trois ans ? Ni l'un ni l'autre, répondit-il d'entrée de jeu, le 22 janvier 1987, devant la Conférence des présidents d'université.

S'appuyant sur une « note » établie pour la circonstance par la direction générale des enseignements supérieurs (le Monde du 23 janvier), le ministre proposa d'ouvrir « une période expérimentale » offrant aux différentes universités les options de fonctionnement compatibles avec la diversité de leurs situations actuelles. Autrement dit, un régime juridique à la carte. Du moins en apparence. Car le système proposé par le ministre — et appliqué depuis — constitue une extraordinaire pirouette. « Les universités ayant refusé d'adopter les statuts conformes à la loi de 1984 ne se verront pas imposer, précise M. Valade. Ces universités resteront pendant cette période expérimentale sous le régime de la loi de 1968 et pourront organiser les élections nécessaires au fonctionnement des établissements » — c'est-à-dire les élections partielles destinées notamment à renouveler les représentants étudiants dans les conseils universitaires.

Deuxième cas de figure : dans les onze universités qui ont été dotées de statuts conformes à la loi de 1984, mais qui, au début de 1987, n'ont pas encore mis en place les trois conseils prévus par cette loi, « le président d'université est juge du moment opportun pour cette mise en place qu'il peut donc différer pendant la période de gel statutaire ». Seulement deux de ces onze universités ont décidé, depuis, de poursuivre la mise en place de ces instances conformément à la loi : Grenoble-II, qui a procédé au mois d'avril aux élections de ses trois conseils, puis au renouvellement de son prési-

dent, et l'Institut national polytechnique de Nancy, qui a fait de même au mois de juin. Quant aux quarante-cinq universités ayant, conformément à la loi de 1984, engagé ou terminé la modification de leurs structures, « elles en expérimentent le fonctionnement », indique sèchement le ministre, sans leur laisser la moindre possibilité d'aménagement et de souplesse, comme l'avait demandé la Conférence des présidents d'université, lors de sa réunion du 18 décembre 1986. Autrement dit, on a laissé la bride sur le cou aux présidents d'université qui se sont placés dans l'illégalité depuis trois ans.

### Cinq cas de figure

Les 27 universités sous le régime de la loi de 1968 (Edgar Faure).

- Douze n'ont pas déposé de statuts « 1984 » : Aix-Marseille-II, Aix-Marseille-III, Amiens, Bordeaux-I, Lille-II, Montpellier-I, Nancy-I, Nantes, Paris-IV, Paris-V, Paris-IX, Rennes-I.
- Six dont les statuts « 1984 » n'ont pas été publiés par le ministre : Bordeaux-III, Grenoble-II, Lyon-III, Montpellier-II, Nice, Paris-II.
- Neuf bénéficiant du « gel statutaire » (statuts 1984 adoptés, mais pas d'élections) : Antilles, Bordeaux-I, Chambéry, Clermont-Ferrand-I, Metz, Paris-I, Pau, Strasbourg-III, Toulouse-I.

Les 47 universités sous le régime de la loi de 1984 (Savary).

- Treize et une en cours d'application : Aix-Marseille-I, Angers, Avignon, Besançon, Brest, Caen, Corse, Dijon, Grenoble-II, Le Mans, Limoges, Lyon-I, Nancy-II, Paris-III, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes-II, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg-I, Toulon, Toulouse-II, Toulouse-III, Tours, INP-Toulouse, INP-Nancy.
- Seize ayant totalement appliqué la loi : la Réunion, Clermont-Ferrand-II, Grenoble-I, INP-Grenoble, Le Havre, Lille-I, Lille-III, Lyon-II, Montpellier-III, Mulhouse, Orléans, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XIII, Strasbourg-II, Valenciennes.

Et l'on a serré la vis à ceux qui ont respecté la loi. Avec cette conséquence pittoresque : tandis que les présidents légalistes qui arrivent au terme de leur mandat doivent passer la main puisqu'ils ne sont pas rééligibles selon la loi de 1984, ceux qui ont refusé d'appliquer la loi peuvent, eux, se maintenir à leur poste.

Telle est donc la situation, qui devrait rester en l'état jusqu'à l'automne 1988, puisque M. Valade a opportunément fixé à dix-huit mois la durée de cette « période expérimentale », soit quelques mois après les élections présidentielles. Une situation qui soulève des questions de fond.

### Querelles de clocher

Tout d'abord, les querelles intestines qui divisent la communauté universitaire — et, bien souvent, les composantes internes de chaque université — expliquent pour une bonne part le découragement de nombre d'universitaires. Même si, comme le dit, fataliste, un président, « cela ne nous empêche pas de fonctionner », cette confusion ne va pas contribuer à mobiliser les universités.

En outre, quelle que soit l'imagination dont fera preuve la commission mise en place par M. Valade, on peut se demander quelle sera la valeur de ses propositions, fussent-elles ultérieurement traduites sous forme de loi. Le gouvernement, le ministre responsable et une douzaine d'universités à dominante juridique ne viennent-ils pas de faire la preuve que l'on peut refuser ou contourner la loi sans autre forme de procès ? La liberté que s'est accordée le gouvernement, c'est-à-dire le pouvoir réglementaire de suspendre l'application d'une loi, est un précédent dangereux.

Enfin, ce bricolage permanent des statuts et des pouvoirs pour le compte d'intérêts étroitement corporatifs est doublement dommageable. Vis-à-vis de leurs partenaires extérieurs, il entretient le doute sur la crédibilité et le dynamisme des universités. A plus long terme, il détourne les énergies de réflexions plus décisives : comment assurer le recrutement d'universitaires assez nombreux pour assurer la relève à la fin des années 90 ? Comment financer un enseignement supérieur capable d'accueillir un nombre croissant d'étudiants ? Comment améliorer la qualité d'un système qui repose trop souvent sur la sélection par l'échec ? Enfin, comment préparer l'ouverture des frontières universitaires européennes ? Mais cela nous éloigne des rassurantes querelles de clocher.

GÉRARD COURTOIS.

**Tous les élèves, même les meilleurs, ont besoin que l'on s'occupe d'eux**

6<sup>e</sup> à Bacs A, B, C, D, G  
Préparation Vété

- Corps professionnel de très haut niveau
- Prêts d'étude

**COURS DUQUESNE**  
Enseignement privé

Opéra 1, rue Talibout PARIS 8<sup>e</sup> Nation 242, rue Fb-St-Antoine PARIS 12<sup>e</sup>

Tél. 47 70 28 43 +

**Inscriptions en Juillet**

**COMMUNICATION PUBLICITE MARKETING**

Création publicitaire, marketing, stratégie...  
Les nouveaux médias appellent de nouveaux responsables de la communication moderne de demain.

**EN DEUX ANS PREPARATION AU DIPLOME D'ETAT BTS**  
communication et action publicitaire

**IECP**  
INSTITUT EUROPEEN DE COMMUNICATION ET PUBLICITE

71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS (1) 42 66 66 82

**IECP** INSTITUTEUR EUROPEEN DE COMMUNICATION ET PUBLICITE

Documentaire gratuite

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITE \_\_\_\_\_

TELEPHONE \_\_\_\_\_ DATE \_\_\_\_\_

NIVEAU D'ETUDES \_\_\_\_\_

**ECOLE DU DROIT DE L'ENTREPRISE**

**Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise**

**voie longue :** MAGISTÈRE-DJCE (entrée sur DEUG — 3 ans d'études)

**voie courte :** DESS-DJCE (entrée sur Maîtrise — 1 an d'études)

Dossier déposé au 20 juillet

**Faculté de Droit**

39, rue de l'Université 34000 Montpellier. Tél. : 67-66-25-81.

هكذا من الاجل



# Education

Les inscriptions dans les universités parisiennes

## Ouverture en douceur

Contrairement à ce que beaucoup craignaient, la première journée d'inscription s'est déroulée dans de bonnes conditions dans les universités de la région parisienne, qui avaient fixé le début des opérations le mardi 7 juillet. Si les files d'attente étaient parfois importantes dans la matinée, les

candidats et leurs parents s'étaient présentés de très bonne heure pour être sûrs d'obtenir une place, elles se sont rapidement résorbées à l'ouverture des guichets.

Des difficultés ont eu lieu en revanche, mercredi matin, à l'université Paris-I

(Panthéon-Sorbonne) où les inscriptions en droit ont été closes, alors que deux cents candidats attendaient encore sur le trottoir. A Paris-II (Assas) seuls les candidats retenus parmi ceux qui s'étaient fait connaître par le système télématique Ravel, avaient été convoqués.

### ● CENSIER : Ravel conspué

« Une femme de ménage m'a dit : montez au bureau 107, ils distribuent des papiers orange. J'y ai couru, mais c'était faux. Alors, j'ai exigé d'être reçu par le président. » Pour cette mère d'un futur étudiant, l'épopée des inscriptions avait commencé, mardi matin, comme il se doit : dans l'énervement. Situé comme le résultat du bac, elle était accourue de la banlieue nord avec son mari, et leur fils, jusqu'au centre Censier (université Paris-III), où une petite foule de candidats faisaient déjà le pied de grue sur le trottoir derrière des barrières métalliques.

Mais il ne suffisait pas d'avoir obtenu 17 de moyenne pour s'inscrire en première année de « langues et cultures étrangères ». Un tableau planté devant l'entrée de l'université annonçait l'ouverture imminente des inscriptions pour les seuls convoqués « Ravel » auxquels une convocation de couleur orange avait été envoyée par Paris-III. Stupeur parmi les

quelques lycéens qui n'avaient pas reçu le précieux laissez-passer, soit que leur établissement n'ait pas participé au recensement télématique, soit que leur nom se soit perdu dans les dédales de l'administration. Ravel a donc été conspué devant Censier. « L'opération ministérielle nous a été présentée comme une simple enquête statistique, expliquait une jeune fille indignée. L'université s'en sert pour sélectionner les candidats de la manière la plus absurde : ceux qui n'ont pu se raccorder n'ont pas été convoqués. » « C'est une escroquerie », renchérrissait un père.

La température serait montée parmi les « non ravalisés » si le président de l'université Paris-III n'était venu leur jurer qu'ils pourraient eux aussi s'inscrire.

Mais le premier contact avec l'enseignement supérieur était gâché. Ferventes qu'il n'y aurait pas de places pour tout le monde, des parents anxieux avaient commencé

le siège de Censier dès 3 heures du matin... pour, finalement, n'en retirer leur dossier qu'en milieu d'après-midi, en même temps que les tenants de la tendance « cool » débarqués sur les lieux juste après le déjeuner.

Une fois nanti du précieux dossier et d'un bon préavis, le jour où il devra le déposer une fois rempli, le futur étudiant se retrouve dans un grand amphithéâtre de quatre cents places où le directeur de l'UER d'anglais explique qu'aucun choix n'est irréversible à l'université. « Il est toujours permis de se tromper. Vous n'entrez pas à l'université comme au Goulag », croit-il bon de préciser. « A l'université, il ne faut pas attendre que l'information vienne à vous, vous devez toujours être sur le qui-vive », complète un autre enseignant.

« On avait compris », murmure une étudiante exténuée.

Ph. B.

### ● JUSSIEU : où sont passés les bacheliers ?

« Mais où sont passés les bacheliers ? » Sur le parvis de Jussieu, plus désert qu'un jour ordinaire, c'est la stupeur. L'administration de Paris-VII avait pourtant tout prévu : démultiplication des points d'inscription par discipline, barrières pour canaliser le flot des nouveaux bacheliers, grand amphithéâtre pour les accueillir. Quant au président de Paris-VI, il avait ouvert une salle équipée en minitels pour faciliter l'inscription de tous ceux qui n'auraient pas déjà été enregistrés sur l'ordinateur chargé de gérer les inscriptions.

A l'entrée, au pied de la tour administrative, les syndicats d'étudiants avaient installé leur table, leurs grands panneaux et leurs brochures. Mais ils n'ont guère eu à intervenir. Les candidats étudiants se sont écoulés en une demi-heure tout au plus. En début d'après-midi, il ne faisait guère plus de quelques minutes pour s'inscrire à Paris-VII dans un DEUG scientifique, quel que soit son bac. Et, sur le coup de 15 heures, les personnels chargés des inscriptions plaisaient dans les amphithéâtres : « Si ça continue comme ça, on va fermer plus tôt que prévu. »

Et chacun dressait le compte de la journée : en SSM (sciences et structures de la matière), 150 demandes pour 300 places ; en SNV (sciences de la nature et de la vie), 60 demandes seulement, alors que les capacités d'accueil étaient saturées en deux heures l'an dernier. Pas de problèmes non plus, contre toute attente, en LSA (langues étrangères appliquées) pour anglais-allemand. Seul point noir prévisible : la filière administration économique et sociale (150 demandes pour 70 places).

A.C.

G.C.

### ● VILLETANEUSE : l'ambiance ou la réputation

Pas de files d'attente bruyantes et déconcertées à l'université de Villetaneuse (Paris XIII), pas de secrétaires débordées. Les syndicats étudiants ont bien monté leurs stands, mais les couleurs bémolées restent désertes. Quelques jeunes bacheliers filent sur les pelouses, en consultant distraitement les consignes reçues par courrier. D'autres impriment des « pique-niques biscuits » sur les marches du bâtiment. « Je suis allé faire un tour dans les bureaux », explique Daniel. « Il n'y a pas grand monde. Je n'ai pas vu une seule queue ! » Rien d'étonnant à cela : consultés par l'opération Ravel, les élèves de terminale ne semblaient pas montrer beaucoup d'enthousiasme pour l'université de Villetaneuse : mille candidats l'avaient indiquée en premier choix, alors qu'elle peut accueillir deux mille six cents étudiants.

Au département « lettres », quelques impatients rôdent, leur collante de baccalauréat à la main. « Je m'attendais au pire, avoue Dominique. Quand je suis arrivée, il y avait si peu de monde que j'ai cru m'être trompée. En fait, j'étais devant le bon bureau. Seule ! » Même soula-

gement étonné chez les futurs étudiants en droit qui patientent sagement en attendant la distribution des dossiers. « Nous ne sommes pas nombreux, explique Hélène, mais je l'aurais parié. Villetaneuse n'a pas la réputation des facs parisiennes. On s'y précipite moins. » « Pourquoi l'avoir choisie ? » « Parce qu'elle est près de chez moi - l'habite Epinay - et parce que l'ambiance y est bonne. »

Un seul département échappe à cette sérénité : l'UER des « sciences de l'expression et de la communication », où une cohue bon enfant se presse devant le bureau. A 15 h 15, une heure et demi après l'ouverture des inscriptions, il ne reste plus que dix-sept places. Une vingtaine de bacheliers se bousculent encore à la porte, prêts à effectuer une retraite en bon ordre du côté du droit, de l'histoire, ou des langues.

« J'attends jusqu'au bout en « communication », car je sais que, dans les autres matières, je n'aurai aucun problème, confie Sophie. Je me suis renseignée. Je n'aurais aucun mal à m'inscrire. »

**BTS**  
 ACTION COMMERCIALE  
 COMMERCE INTERNATIONAL  
 Deux diplômes d'Etat pour affirmer votre réalisme et vos compétences

**HEC**  
 PREPARATION  
 Une "prépa" pour bacheliers motivés

**EFFICOM** 72, avenue Parmentier 75011 PARIS  
**(1) 47 00 54 07** ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE

(Publicité)

Trois nouvelles formations scientifiques de haut niveau en Alsace : trois **MAGISTÈRES**

- CHIMIE BIOLOGIE
- MATÉRIAUX A PROPRIÉTÉS PARTICULIÈRES
- MATHÉMATIQUES

Des formations par la recherche  
 Des formations à finalités professionnelles  
 Des cycles complets  
 Un recrutement sélectif

Trois **FORMATIONS** accréditées en Alsace

à Strasbourg I (Université Louis-Pasteur) :

- Magistère de chimie biologie
- Magistère matériaux à propriétés électroniques et mécaniques particulières
- Magistère de mathématiques

Renseignements : Cellule d'information et d'orientation (CIOULP), Institut Le Bel, 4, rue Blaise-Pascal, 67070 Strasbourg Cedex, tél. : 88-41-61-32.

et à Mulhouse (Université de Haute-Alsace) :

- Magistère matériaux à propriétés électroniques et mécaniques particulières

Renseignements : Faculté des sciences et techniques, 2 rue des Frères-Lumière, 68093 Mulhouse Cedex, tél. : 89-42-52-22 et 83-32-19-09.

Attention : les places sont limitées...

**INSTITUT GUILLAUME APOLLINAIRE**

**Découvrir le plaisir d'apprendre et de réussir**

- PREPA - SCIENCES-PO
- Terminal SUP (Bac + Prépa. Sciences-Po)
- De la seconde au Bac A.B.C.D.

Etablissement Privé - Inscriptions sur dossier et entretien  
 Institut Guillaume Apollinaire - 45, rue du Fg Montmartre - 75008 Paris.

Tél. 47.70.63.12      Tél. 47.70.02.49

inscriptions en Juillet

**MANAGEMENT COMMERCE INTERNATIONAL**

■ **BAC OU NIVEAU BAC**

Formation franco-américaine aux techniques du commerce international  
**DIPLOME D'ETAT EN 2 ANS**  
 BTS DE COMMERCE INTERNATIONAL  
 BTS D'ACTION COMMERCIALE

**3<sup>e</sup> ANNEE AU CHOIX**

**CYCLE EUROPEEN**  
 en association avec le CENTRE DE MANAGEMENT AUX AFFAIRES GENEVE

Stages en Europe dans nos centres associés: Bruxelles, Lausanne, Londres, Madrid, Stuttgart et aux Etats-Unis. Pratique intensive des langues.

**CYCLE INTERNATIONAL**  
 en association avec L'USL University of Southwestern LOUISIANA USA

Formation franco-américaine. Diplômes américains BBA - 1 an aux USA MBA - 2 ans aux USA.

FINANCEMENT A 100% DU MONTANT DES ETUDES

INSTITUT EUROPEEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET A LA CONDUITE DES ENTREPRISES

**IAC**

42 66 66 82

IAC : 71, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

LE JEUDI 9 JUILLET DE 10 H A 20 H

**Journée PORTES OUVERTES**

ENTRETIEN INDIVIDUEL D'ORIENTATION

**ESDE**

Ecole Supérieure des Dirigeants D'Entreprises

Formation Supérieure Privée

11 rue Van Loc 75016 PARIS Tél. 42.89.21.67 Sans 14

**DES FORMATIONS 3<sup>e</sup> CYCLE POUR DES JURISTES DE HAUT NIVEAU**

**1<sup>er</sup> D.E.A.**

- DROIT DE L'ECONOMIE Droit international, droit privé, droit public.
- DROIT ET SCIENCE POLITIQUE Droit privé, droit public, Histoire, Science Politique.

**2<sup>e</sup> D.E.S.S.**

- COMMERCE EXTERIEUR
- DROIT FISCAL
- DROIT DES AFFAIRES
- GESTION DU PERSONNEL
- GESTION DU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE

**FACULTE DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE DE DIJON**

Pour tout renseignement écrire à :

Faculté de Droit Service de Scolarité 4, boulevard Gabriel 21000 DIJON

**BACHELIERS**

**SAINT-XAVIER COLLEGE**

(CHICAGO) s'installe à PARIS

4 ANS DE FORMATION SUPERIEURE AU MANAGEMENT - MARKETING - FINANCE

COURS BILINGUES

1 <sup>er</sup> CYCLE	2 <sup>e</sup> CYCLE	3 <sup>e</sup> CYCLE
1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> années à Paris	<b>BBA</b> Bachelor of Business Administration Paris-Chicago	<b>MBA</b> Master of Business Administration Paris-Chicago

Renseignements : Saint-Xavier College, 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42.66.40.70

1<sup>er</sup> cycle ☐ 2<sup>e</sup> cycle ☐ 3<sup>e</sup> cycle ☐

NOM : \_\_\_\_\_ PRENOMS : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITE : \_\_\_\_\_

TELEPHONE : \_\_\_\_\_ DATE : \_\_\_\_\_

NIVEAU D'ETUDES : \_\_\_\_\_

**ADMISSION**

1<sup>er</sup> cycle : Baccalauréat.  
 2<sup>e</sup> cycle : Diplômé du 1<sup>er</sup> cycle.  
 3<sup>e</sup> cycle : Licence - Maîtrise, expérience professionnelle de 2 à 3 ans avec position cadre.



# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de dimanche-jour. Signification des symboles : \* Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à l'écran □ On peut voir □ Ne pas manquer □ M Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 8 juillet

### TF 1

20.40 Feuilleton : Dallas. Rien n'est jamais parfait. 21.30 Feuilleton : Le parfum. De Marion Sarraute, d'après le roman de Juliette Benzoni. Avec Laurent Le Doyen, Marianne Anka, Dora Doll (1<sup>er</sup> épisode). 22.45 Journal. 23.05 Série : Les chevaliers. Les sangsues. 23.55 Court métrage. Le roi blanc, de Dominique Ladoie. Le bien protégé, de Gérard Frit Conz.

### A 2

20.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. Finale de la Coupe des clubs à Antibes. 21.55 Feuilleton : Fiancé de la Coupe des Alpes. A.J. Auxerro-Grasshoppers de Zurich. 23.25 Journal. 23.45 Journal de l'Est.

### FR 3

20.35 Variétés : Embarquement immédiat. Émission de Martine et Gilbert Carpentier. Avec Chantal Goya, Catherine Lara, Jean-Claude Brilly, Cécile Charly, Carlos, Philippe Lavil, Viktor Lazlo, Caroline Luch, Cecilia Nothmann, David et Jonathan, Richard Cocciante, l'Affaire Louis Trio, Pijon. 21.55 Magazine : Thalassa. L'étrange idée de Blondie Haster (rediff.). 22.45 Journal. 23.10 Chanson : Une femme en Afrique. Film français de Raymond Depardon (1985). Avec François Perren. Un homme a rencontré une jeune femme dans un hôtel de Djibouti. Elle partage sa chambre. Amoureuse d'elle, il la regarde vivre, le film en essayant d'analyser ses propres sentiments. Un journal intime, une certaine façon de filmer une obsession.

### CANAL PLUS

23.55 Chanson : Les Pirates de l'île sauvage. Film anglais de Ferdinand Fairfax (1983). Avec Michael O'Keefe, Tommy Lee Jones, Jenny Seagrove, Max Phipps. Au milieu du dix-neuvième siècle, un jeune homme, accompagné d'un officier de marine, part à la recherche de sa fiancée dans les îles du

Paraguay. Film d'aventures à grand spectacle fait pour le divertissement. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Feuilleton : Les hommes du CAT. 0.25 Chanson : Le Sacrifice. De Franco-Albino d'André Tarkowski (1986). Avec Erland Josephson, Susan Fleetwood, Valérie Malraux, Allan Edwall (v.o.).

### LA 5

20.30 Feuilleton : Transport en commun. 22.10 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Les cinq dernières minutes. 0.15 Série : Les évasions célèbres. 1.10 Série : Hôtel. 2.00 Série : Riposte. 2.45 Série : Les chevaliers du ciel.

### M 6

20.30 Série : Les routes du paradis. Béné des dieux. 21.30 Série : Falcon crest. Pour l'amour de l'argent. 22.10 Journal. 22.35 Feuilleton : Le bandier de l'opéra. De Robert Markowitz. Avec Maximilian Schell, Jane Seymour, Michael York. Vengeance et tyrannie. Budapest au début du siècle. 0.00 Série : Les espions. Ni repris ni échangé. 0.50 Musique : Boulevard des clips.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Antiquités. Écrire à la Réunion, avec Axel Gavria. 21.30 Musique : Perspectives du XX<sup>e</sup> siècle. Portrait de Michel Deconost (1<sup>re</sup> partie). 22.30 Nuits magiques. Les gens... tout de même : La télévision (2). 7.62 d'hier. 0.10 d'aujourd'hui, de demain. 0.10 De jour en lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

Les soirées de France-Musique. Concert (donné le 12 juin au Palais de la Musique) : Les préludes, poème symphonique n° 3 de Camille Saint-Saëns pour piano et orchestre n° 1 en mi bémol majeur, de Liszt. Symphonie n° 5 en mi bémol majeur, op. 100, de Prokofiev, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Necem Jarvi ; sol. Andrea Lucchesini, piano ; 22.00, Cycle acoustique ; à 23.10, Jazz-club.

## Jeudi 9 juillet

### TF 1

13.50 Série : La croisière d'été. L'amour, toujours l'amour. 14.45 Croque-vacances. Calimero ; Rincage ; Tintin : Le crabe aux pinces d'or ; Bien marins ; Vidéo-Surprise ; Variétés : Rachid. 15.15 Quarté à English. 15.30 Croque-vacances (suite). 16.25 Variétés : La chance aux chaussons. Émission de Pascal Sevran. Avec Corinne Ruffard, Yves Dastill, J.-P. Riquelme (rediff.). 16.35 Feuilleton : Le temps des ans. 2<sup>e</sup> épisode : L'aviation est sans pitié. 17.55 Mini-journal, pour les jeunes. De Patrice Drevet. 18.05 Série : Maman. Les portes du rêve. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton : Le Souffle de la guerre. De Dan Curtis, d'après le roman de Herman Work. Avec Robert Mitchum, Ali Mac Graw, Jan Michael Vincent, John Houseman. 22.00 Variétés : Une nuit à l'Opéra. Étienne Daho interprète : Satori Thibaut, Signé Kiko, Le grand sommeil. Quatre mille ans d'histoire, Swinging London, Arnold Layne, Paris la fleur, Duol au soleil. Et si je n'étais pas là. Tombé pour la France. Pop culture. Week-end à Rome. Épisode Théo (spectacle enregistré à l'Opéra en octobre 1986). 23.00 Journal. 23.30 Série : Les chevaliers. La Goulue.

### A 2

13.45 Série : Rush. Au feu. 14.40 Feuilleton : Rue Courbet. 15.05 Sports d'été. Tour de France : rétrospective ; en Évolution de Renézi. 9<sup>e</sup> étape : Orléans-Rézi. A chacun son tour, par Jacques Chancel. Jeux européens handisports à Paris. 15.40 Feuilleton : Alice et Cécile. 15.50 Série : A 2 666. Devinettes d'Épinal. 16.30 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Le Journal de l'Est. 20.00 Journal. 20.30 Chanson : Merveilleuse Angélique. Film français de Bernard Borderie (1964). Avec Michèle Mercier, Robert Hossein, Claude Giraud, Jean Rochefort, Jean-Louis Trintignant. Riposte à la cour des Miracles, emprisonnée au Châtelet, puis enlevée, en butte aux intrigues de Monsieur, frère du roi, Angélique s'avance peu à peu, sur le chemin de Versailles. Mais... la merveilleuse n'est que la reine des sorcières. 22.15 La dernière d'Alain Decaux. Champollion et le mystère hiéroglyphes. 23.30 Documentaire : Le corps vivant. La dot de la vie : tension artérielle et circulation du sang. 0.00 Journal. 0.20 Journal de l'Est.

### FR 3

12.25 Feuilleton : Thierry la Fronde. 14.00 Agenda des vacances. 14.25 Les livres de l'été. 14.45 Look. 14.50 Top melody. 14.55 Carte postale. 15.10 Les papas, les mamans de la 3. 15.20 Pense-bête. 15.30 Documentaire : Splendeur sauvage. 16.00 Gastronomie. 16.05 Jeu : Douce France. 16.15 Le tube de l'été. 16.25 Séquence. 16.30 Feuilleton : Vite la vie. 17.30 Le magazine. 17.35 Série : La loi 66. 18.20 Série : Les Robinsons solides. 18.30 Série : Les aventures du capitaine Jack. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Dessin animé : Ulysse 31. 20.04 Jeux : La chance. 20.35 Chanson : l'Album à l'été. Film anglais de Richard Marquand (1980). Avec Donald Sutherland, Kate Nelligan, Christopher Cazenove, Ian Bannen. En 1944, un espion nazi infiltré en Angleterre depuis le début de la guerre a découvert le secret du décodage. Pourrait-il par le chef du contre-espionnage. Il se réfugie dans une île où vit une femme avec son mari infirme. Film à suspense tiré d'un roman truffé de Ken Follet et dominé par l'interprétation de Donald Sutherland. 22.25 Journal. 23.00 Magazine : Décibels. Avec Joe Jackson, The Blow Monkeys, Dred Prety, Mac and the Boys, Anches Doo Too Cool, Bollocks Brothers. 23.45 Feuilleton : La nuit. La moto, par l'orchestre de contrabasses.

### CANAL PLUS

13.30 Série : Mafios. 14.00 Chanson : Terreur dans le Shanghai Express. Film anglo-espagnol de Gene Martin (1972). Avec Christopher Lee, Peter Cushing. 15.30 Série : Bambi. 16.15 Chanson : Le Débutant. Film français de Daniel Jannou (1986). Avec Francis Perrin, Julien Guéhen, Dominique Lavanant. 17.45 Cabot cadis. 18.10 Série : Flash Gordon. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Top 50. 19.00 Série : Une vraie vie de rêve. 19.25 Jeu d'été. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Série : Sailing. 20.30 Chanson : la Nuit du risque. Film français de Sergio Gobbi (1986). Avec Stéphane Ferrara, Christiane Jean. Un homme, garde du corps d'un parti politique de droite, est, au moment des élections de mai 1986, accusé d'un crime qu'il n'a pas commis. L'enquête policière vient alors tard dans un mauvais film dit « d'actualité », qui montre des personnages du RPR. 21.50 Flash d'informations. 22.00 Chanson : Next sensation et double M. Film américain d'Adrian Lyne (1985). Avec Mickey Rourke, Kim Basinger, Margareta Whitman, David Margulies (v.o.). 23.55 Chanson : Les Magiciens. Film franco-italo-allemand, de Claude Chabrol (1975). Avec Jean Rochefort, Franco Nero, Gert Frobe, Stefania Sandrelli. 1.20 Bess : Ex direct de New-York. 1.15 Série : Captain Nick.

### LA 5

13.45 Série : Hôtel. 14.30 Série : Les évasions célèbres. 15.30 Série : Les cinq dernières minutes. 16.40 Série : Les chevaliers du ciel. 17.05 Série : L'île mystérieuse. 17.55 Feuilleton : Le temps des copains. 18.20 Série : Happy Days. 18.50 Série : Arnold et Willy. 19.15 Série : Riposte. 20.05 Dessin animé : Robotek. 20.30 Chanson : la Taïpe noire. Film français de Christian-Jaque (1964). Avec Alain Delon, Véra Lisi, Don Adams. En juin 1979, un jeune aristocrate joue, par intérêt personnel, au justicier masqué. Mais il est obligé de se faire remplacer par son frère jumeau, qui prend la Révolution au sérieux. Film d'aventures historiques marqué d'humour, inspiré d'un roman d'Alexandre Dumas. Souvent diffusé. 22.20 Série : Mission impossible. 23.15 Série : Les cinq dernières minutes. 0.25 Série : Les évasions célèbres. 1.20 Série : Hôtel. 2.10 Série : Mission impossible.

### M 6

13.30 Série : L'incroyable Hulk (rediff.). 14.20 Musique : Clip fréquence FM. Les animateurs de la FM à visage découvert. 15.20 Hifi Hit House (suite). 15.30 Jeu : Mégaparc. 16.15 Jeu : Clip combat. Dessin vidéo du sport, du cinéma, de la chanson s'affrontent en un combat musical. 17.05 Série : Les espions (rediff.). 18.00 Journal. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. L'odyssée de Mr. Edward. 19.05 Série : Chacun chez soi. L'initiation. 19.30 Série : L'incroyable Hulk. L'initiation du crime. 20.25 Jeu : Six appel. 20.30 Série : Marcus Welby M.D. Thoron chirurgien. 21.20 Série : Falcon Crest. Réunion de famille. 22.10 Journal. 22.25 Chanson : Macbeth en enfer. Film italien de Riccardo Freda (1962). Avec Kirk Morris, Hélène Chazel, Angelo Zeno, Andrea Bocca. En enfer, au milieu du dix-septième siècle, Macbeth descend aux enfers pour briser la malédiction lancée par une sorcière juive brève vive. Un scénario très intéressant, une utilisation étonnante du décor naturel et de la couleur. 0.00 Série : Marcus Welby (rediff.). 0.50 Musique : Boulevard des clips.

### FRANCE-CULTURE

20.30 L'éclaircie de Vivaldi. D'Ernesto Macario (dernière partie). 21.30 Musiques. Perspectives du XX<sup>e</sup> siècle : Portrait de Michel Deconost (2<sup>e</sup> partie). 22.30 Nuits magiques. Les gens... tout de même : La télévision (3). La tête des spectateurs. 0.10 De jour en lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Les soirées de France-Musique. Concert (en direct de la Stiftskirche d'Asbach) : Quatuor à cordes en sol mineur, op. 74, n° 3, de Haydn ; Quatuor à cordes n° 4, de Bartók ; Quatuor à cordes n° 1 en sol mineur, op. 59, n° 3, de Beethoven, par le Quatuor Bartók.

## Audience TV du 7 juillet 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	25,9	7,6	9,7	3,2	1,1	2,7	1,6
19 h 45	30,8	12,4	9,7	4,3	0,5	2,7	1,8
20 h 10	47,6	22,2	16,2	4,3	2,2	1,1	1,6
20 h 55	55,7	18,5	16,2	4,3	2,2	1,1	1,6
22 h 08	53,0	18,5	14,6	5,4	3,2	2,2	2,2
22 h 44	31,4	4,8	11,5	3,8	2,2	7,0	1,6

Échantillon : plus de 200 foyers en Île-de-France, dont 133 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

# Communication

Pour une relance de « la Tribune de l'économie »

## Le « Wall Street Journal » prend une participation dans le groupe Expansion

M. Jean-Louis Servan-Schreiber, PDG du groupe Expansion, devait annoncer le mercredi 8 juillet deux événements : l'entrée dans le capital de son groupe, à hauteur de 14%, de la société américaine Dow Jones — qui a donné son nom au fameux indice boursier et qui édite le Wall Street Journal — et l'entrée de nouveaux partenaires au sein du quotidien la Tribune de l'économie. Ce dernier sera relancé, dès cet automne, sous la houlette de M. Jean-Benoist, directeur et éditorialiste, qui assume aussi les fonctions de directeur de l'ensemble des rédactions du groupe Expansion.

L'auteur de l'Art du temps a gagné son pari : M. Jean-Louis Servan-Schreiber, après la prise de contrôle mineurs des journaux l'Agefi, la Vie française et le Tribune de l'économie par le groupe Expansion dont il est le PDG, avait indiqué qu'il fournirait à ces trois titres des moyens de relance avant l'été. C'est chose faite. Mercredi 8 juillet, M. Servan-Schreiber a rendu public l'accord signé entre le groupe Expansion et l'éditeur américain Dow Jones, qui publie notamment le quotidien financier et économique le Wall Street Journal (WSJ). Dow Jones détient désormais 14 % du groupe Expansion, au terme d'une augmentation de capital dans lequel M. Jean-Louis Servan-Schreiber et les dirigeants du groupe ont conservé la majorité.

Les négociations avec l'éditeur américain du WSJ étaient engagées depuis de longs mois. « Dow Jones nous avait fait part de son intérêt, confie M. Jean-Louis Servan-Schreiber ; nous étions nous-mêmes attirés par un partenariat de ce type sur le marché — nouveau pour nous — des quotidiens économiques et financiers. Plusieurs autres entreprises étaient possibles, mais Dow Jones, par sa puissance, était prioritaire ».

Dow Jones, c'est en effet le Wall Street Journal, premier quotidien américain par sa diffusion (2 040 000 exemplaires en 1986), dont la puissance de feu est alimentée par une rédaction de cinq cents personnes dont cent correspondants à l'étranger, qui enrichissent aussi ses éditions asiatique et européenne (68 000 exemplaires). C'est aussi le principal hebdomadaire financier et boursier américain, Bar-

ron's (deux cent cinquante mille exemplaires), des services d'informations économiques et financiers diffusés par télex dont le fil Associated Press - Dow Jones) ou par ordinateur (Telegraf), très prisés par les banques et les analystes financiers. Bref, une entreprise performante qui bénéficie d'une réputation internationale. Figurait entre le centième et le deux centième rang des sociétés américaines, Dow Jones a réalisé un chiffre d'affaires de 6,5 milliards de francs en 1986 et un bénéfice net de 1,3 milliard de francs.

« Nous partageons avec le groupe Expansion les mêmes valeurs, explique M. Peter R. Kam, vice-président exécutif de Dow Jones qui représentera sa compagnie au conseil d'administration du groupe Expansion. Les deux sociétés ont une même approche de la nécessaire qualité de l'information économique et financière et une vision identique de l'importance de ces informations sur le plan mondial ».

L'ensemble des rédactions du groupe Expansion bénéficiera du réseau d'informations américaines et internationales de Dow Jones. Mais les trois quotidiens l'AGEFI, la Lettre de l'Expansion et la Tribune de l'économie seront particulièrement renforcés par cet appui sur les plans commercial et technique.

Le quotidien la Tribune de l'économie en avait bien besoin. Son déficit — 2 millions de francs par mois — posait un réel problème aux dirigeants du groupe Expansion, la relance du titre nécessitant un accord de cet ordre. Mais M. Jean-Louis Servan-Schreiber annonce également l'entrée de nouveaux partenaires dans le capital du

quotidien : Moët-Hennessy, la Compagnie générale des eaux, y entrent à hauteur de 10 % chacun, la Société lyonnaise de banque à hauteur de 13 %. Le reste du capital est détenu par le groupe Expansion. Des embauches de journalistes, une refonte de la maquette, le renforcement de la case financière devraient, dès cet automne, donner une nouvelle dynamique à la Tribune.

« L'objectif est de doubler les ventes, actuellement de l'ordre de 35 000 exemplaires avec la Tribune de la Bourse diffusé l'après-midi », indique M. Jean-Louis Servan-Schreiber. Le PDG du groupe Expansion estime en effet que la France « demeure sous-équipée en matière d'informations économiques et financières ». La comparaison avec les autres pays industriels, il est vrai, parle d'elle-même : au Japon, le Nihon Keizai Shimbun diffuse 2,4 millions d'exemplaires par jour (sans compter son édition de l'après-midi) ; en Grande-Bretagne, le Financial Times diffuse 264 000 exemplaires en moyenne ; en Italie, Italia Oggi tire à plus de 200 000 exemplaires, etc.

Premier groupe de presse économique et financière en France, le groupe Expansion met donc les bouchées doubles. Outre l'accord conclu avec Dow Jones et l'entrée de nouveaux partenaires au sein de la Tribune de l'économie, il va réviser dès la rentrée les formules du bimensuel l'Expansion et de l'hebdomadaire la Vie française. Il ouvrira en fin d'année un service télématique et négocie entre-temps avec TF1 un magazine économique et financier qui pourrait être diffusé tôt chaque matin dès le mois d'octobre.

YVES-MARIE LABÉ

## La vente des actions de TF 1

## Plusieurs associations tentent de fédérer les petits porteurs

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, et M. Gérard Longuet, ministre des P et T, ont apporté le 7 juillet leur contribution personnelle à la privatisation de TF 1 en achetant, à la grande poste du Louvre à Paris, respectivement dix et cinq actions de la chaîne. Geste de « confiance et d'espoir » pour M. Léotard qui se dit « tout à fait serein » sur les résultats de l'offre publique de vente qui doit se clore à la fin de la semaine.

Cette sérénité semble partagée par les agents de change qui constatent une demande « normale pour une OPA relativement difficile ». Les investisseurs paraissent pourtant très sensibles aux rumeurs. Les uns s'inquiètent de l'entrée de la 5 et de M 6, concurrents de la Une, dans le club de l'Union européenne de radiodiffusion, malgré l'opposition de M. Francis Bouygues. Les autres spéculent sur de futures OPA que pourraient tenter Hachette ou M. Rupert Murdoch sur le capital de la chaîne. « Folklore habituel des privatisations », dit-on dans les milieux boursiers.

On ne sait rien, en revanche, sur la vente des actions au large public des téléopérateurs, le silence étant de rigueur dans les établissements bancaires. Mais quelques associations tentent déjà de fédérer les nouveaux actionnaires de TF1 pour leur donner un plus grand contrôle sur la chaîne. C'est le cas de l'Union fédérale des consommateurs qui a acheté trente actions de TF1 au nom des 300 000 lecteurs du magazine Que choisir ? L'information, l'éducation et le loisir, déclarent les animateurs de l'UFC, restent des missions d'intérêt général et ne doivent pas être soumis aux seules lois du marché et du rendement boursier.

Le collectif Média-Liberté-Solidarité (142, rue de Flandre, 75019 Paris) qui s'était prononcé contre la privatisation, invite maintenant ses adhérents à acheter des actions et à déléguer leurs pouvoirs de représentation en assemblée générale au collectif.

Pour l'association « Les amis de TF1 » (5, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris), « 40 % du capital, cela doit signifier 40 % des pouvoirs, y compris au sein du conseil d'administration ». M. Jacques Lhomel, président de cette association, militant du PS et ancien candidat à la reprise du Matin de Paris, ne s'attend pas à ce que M. Bouygues, le ministre de la culture et de la communication et le ministre des finances. Motif : la vente des actions de TF1 se déroulerait d'une manière irrégulière, les notices d'information de la Commission des opérations de Bourse n'étant pas disponibles chez tous les intermédiaires financiers. De plus M. Lhomel reproche à M. Bouygues d'avoir incité les Français à acheter des actions TF1 lors de l'émission « 7 sur 7 » du 26 juin, alors qu'il n'est nullement propriétaire des titres à vendre.

J.-F. L.

## le temps des ARTISANS et des PAYSANS exposition

à la Salle Polyvalente de PRECY-SOUS-THIL (Côte d'Or-21390) du 24 juin au 26 juillet 1987  
reconstitution, avec l'aide des habitants et artisans du canton, des métiers traditionnels du dix-neuvième siècle (outils, machines, costumes, etc.), librairie-bibliothèque, exposition de tableaux, visite d'ateliers dans les villages du Canton, animation de soirées à thèmes, etc.  
RENSEIGNEMENTS MAIRIE : 80-64-57-18

## L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES  
**SIX CLONES PC A MOINS DE 10000F**  
Juillet-Août 87  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الاجل









Avec la collaboration des organisations du système de l'ONU et d'associations françaises pour le développement

## Le SOS du Pérou

**D**E tous les pays d'Amérique latine écrasés par un endettement astronomique de plus de 368 milliards de dollars, le Pérou est l'un de ceux dont la situation est la plus précaire. Alan García, son jeune chef d'Etat chrétien, s'efforce désespérément d'y consolider le retour de la démocratie et de s'occuper de sa misère séculaire une population croissante. Une population qui par dizaines de milliers fuit quotidiennement la région des Andes vers Lima, la capitale (plus de huit millions d'habitants aujourd'hui) et vers la côte pacifique désertique, en cours d'industrialisation.

Les efforts du président García se déploient dans des conditions économiques, sociales et politiques particulièrement difficiles (dette, violence...), dont les journalistes du supplément « Un seul monde » ont voulu se rendre compte sur place. C'est ainsi qu'ils se sont retrouvés à Lima en avril dernier pour écouter les experts des affaires étrangères et de la planification du Pérou et les représentants de nombreuses organisations non gouvernementales péruviennes de développement.

Au-delà des divergences et des médiances réciproques, ces interlocuteurs ont tous dénoncé avec la même vivacité la loi privée du créancier qu'installe l'endettement dans les pays débiteurs, loi qui compromet leur indépendance et déshumanise les relations Nord-Sud. Tous aussi ont souligné l'absurdité et l'iniquité d'un endettement qui se nourrit de lui-même et qui fait de l'Amérique latine une exportatrice nette de capitaux vers le Nord - 85 milliards de dollars depuis 1981... Autant dire que les plus pauvres, privés de se servir toujours davantage la ceinture au risque de créer des situations explosives, subviennent aujourd'hui le haut niveau de vie des pays riches, leurs écoles de consommation et leurs passagères. Dans le même temps les pays créanciers, si défectueux soient-ils, ne s'imposent aucune rigueur.

La situation des pays du tiers-monde est « inacceptable et dangereuse », a déclaré en avril dernier à Washington le chef du gouvernement français, qui a ajouté qu'il ne pleurerait pas sur les banques... Celles-ci, d'ailleurs, multiplient les accords de rééchelonnement, de troc et de participation pour éviter le pire. Mais ce ne sont là que des palliatifs dérisoires au regard du problème que pose un endettement qui dépasse désormais 1 000 milliards de dollars et face aux besoins immenses en argent frais de ces pays à la dérive pour investir, moderniser leurs économies et relever des niveaux de vie aux confins de la misère.

C'est pourquoi le secrétaire général de l'ONU avait adressé aux chefs des sept pays les plus riches du monde qui se sont réunis le mois dernier à Venise un nouvel appel en faveur des pays du Sud. Les Sept se sont surtout rappelés à ce sujet leur engagement d'il y a plus de vingt ans de consacrer au développement 0,7 % de leur produit national brut. Mais cet engagement a été très mal suivi lors des années

d'exceptionnelle croissance. Pourquoi en serait-il autrement à l'heure de la récession, sauf peut-être pour les Japonais, qui ont fait des promesses pour 1990 ?

Comment les pays en développement trouveront-ils l'argent abondant et bon marché dont ils ont besoin aussi longtemps que les États-Unis par exemple ponctionneront l'épargne mondiale pour couvrir leurs gigantesques déficits et maintiendront ainsi des taux d'intérêt élevés ?

L'histoire s'étonne un jour que des chefs d'Etat disposant des plus grands moyens soient restés si obstinément aveugles et sourds aux appels au secours qui fusent de toutes parts dans le monde. Le SOS du Pérou est particulièrement aigri et poignant. Sait-on que 52 % des Péruviens espèrent à quitter leur pays pour fuir la misère et la violence, et que, parmi eux, nombreux sont les jeunes qui affirment n'avoir d'autre « solution » pour l'avenir que de devenir brigand, trafiquant de drogue ou terroriste du Sentier lumineux ? Tandis que s'accroît sans cesse le nombre de paysans péruviens qui, pour survivre, cultivent la coca sous la protection de terroristes et de trafiquants de drogue.

En vérité, la démocratie péruvienne est menacée, comme bien d'autres d'ailleurs, notamment en Amérique latine. Aucune police, aucune armée, ne saurait arrêter le processus d'une telle déstabilisation. En revanche, les dirigeants politiques, économiques et médiatiques des pays industrialisés les plus puissants le pourraient, s'ils avaient la vision globale et la double volonté politique nécessaire pour lutter contre la vague d'avidité et de brutalité qui déferle à l'Ouest et pour instaurer avec les pays du tiers-monde des rapports authentiques de solidarité et de corresponsabilité.

Les dirigeants du Sud eux-mêmes le pourraient si, tirant la leçon des épreuves interminables que traversent leurs peuples, ils se décidaient enfin à coopérer étroitement entre eux, et plus encore à associer très concrètement leurs populations aux projets de développement du pays.

On se prend à rêver et même à espérer que, dès maintenant, les hommes ayant les plus grandes responsabilités spirituelles sur la planète et ceux qui dirigent les plus grandes organisations internationales - ONU, FMI, Communauté européenne - s'enhardissent et bousculent ceux qui les ont élus pour les inviter avec force à dépasser leurs égoïsmes nationaux et sociaux.

Il faudrait toutefois qu'ils reçoivent alors l'appui des médias. De ceux du moins qui, sachant résister à la fascination de la puissance que leur apporte désormais l'explosion des moyens de communication, n'oublient pas que leur première mission est d'éclairer les hommes et de défendre leurs droits vitaux.

JEAN SCHWOBEL  
(Coordonnateur).



## Paysans oubliés des Andes

**A** 3 500 mètres d'altitude, là où l'air raréfié essouffle le nouvel arrivant au moindre effort, la Sierra andine, toute verte en cette saison des pluies, « demeure des dieux » dont l'immensité des paysages et la puissance des formes arguent la misère des hommes. Le pays des Indiens.

Après des kilomètres de virages et de routes caillouteuses creusées dans la terre rouge, le hameau de Chacapay (au nord de Cusco) apparaît enfin. Un groupe de maisons de terre sèche aux toits roses, encerclé de verdure. En contrebas, la pampa, à perte de vue. Un lac offre ici, à portée de main, une chance aux hommes de ce bout du monde. Devant le « dispensaire », modeste maison de terre semblable aux autres maisons du village, à côté des champs de maïs, une rangée d'hommes, assis tranquillement sur le banc traditionnel.

Tous portent le chapeau - le soleil est sans pitié. Tous ont les pieds craquelés au contact de leur terre. Ils nous voient arriver sans surprise. Aujourd'hui est le jour de passage du « centre ». Le centre, c'est CADEP (1), l'ONG qui suit ce hameau depuis qu'une grave sécheresse l'avait menacé de faim, il y a deux ans. Ils reçoivent les félicitations de la « promotrice » pour avoir commencé la réunion malgré notre retard. Tout le monde serre la main de chacun. Et la promotrice se met au travail. Il s'agit d'organiser le calendrier de travail de la terre, collectivement.

c'est de quoi travailler pour vivre mieux. Ils aimeraient manger du pain. Mais ils ne produisent pas de farine à cette altitude, et n'ont pas de quoi en acheter. Ils ne mangent jamais de viande non plus. Ils mangent des pommes de terre, des fèves, du maïs...

Les femmes ont peu de lait avec un tel régime (800 calories par jour sur les 3 000 jugés nécessaires par la FAO). Alors les enfants viennent peu. Un sur deux meurt avant trois ans (un sur cinq disent les plus optimistes). Les camions ne peuvent pas venir jusqu'ici pour acheter les pommes de terre en surplus. Ou bien ils le font à des prix dissuasifs. Les paysans voudraient bien que le gouvernement les aide à prolonger la route, à amener l'eau courante, l'électricité. Mais jamais les aides de l'Etat ne permettent de tels investissements. Ils voudraient bien aussi qu'un médecin passe dans le dispensaire de temps en temps... Ils ont déposé une requête auprès des autorités locales, par la Fédération des paysans. Mais ils ne se font guère d'illusions. Elle permettra au mieux de faire reconnaître la région zone d'urgence.

Mais ce genre de décision se prend à Lima. A Cusco, personne ne se hasarderait à déclarer de telles mesures qui impliqueraient des aides que l'Etat n'est pas forcément prêt à donner. Ils voudraient bien un tracteur aussi. Mais c'est un rêve. Ici, les hommes poussent encore le soc. Ils aimeraient bien compter dans les décisions, les politiques. Mais ils savent qu'ils ne comptent pas. Pas plus maintenant qu'avant. Les « avant » et les « après », c'est un distinguo que les gens des villes utilisent pour désigner les élections démocratiques (présidentielles, en 1985). Mais eux, dans leur bout du monde, ils n'ont pas vu de différence. Tout au plus ont-ils vu un représentant du gouvernement quelques jours avant les dernières élections municipales, venu leur apporter un chèque. Un chèque de 75 000 intis (environ 2 500 dollars). Une fortune (le revenu moyen de ces paysans est de l'ordre de 70 dollars par an). Mais ils ne pourraient l'encaisser qu'en cas de victoire de l'APRA, le parti au pouvoir.

### Des prix décapés

Debout, devant le groupe, articulés ses propos comme devant une assemblée de sages, elle lance quelques questions-clés. Combien récolteront-ils de pomme de terre cette année (cette communauté vit presque exclusivement de cette culture), combien en consommeront-ils, combien en vendront-ils... Elle parle de la sécheresse, du président qui a dit à la radio que les prix allaient augmenter du fait de la très mauvaise récolte à attendre (40 % à 70 % de perte selon les zones). Elle dit que le prix des semis va décapler. Elle demande ce que l'on doit faire dans ces cas-là. Le « président » du groupe répond, calmement. Les questions de la promotrice fusent, en forme de leçons, ponctuées par le bras qui indique celles dont elle attend la réponse, pour un public rompu à la formule. Elle dit que même si l'ingénieur du centre ne vient pas, il faudra gérer le fonds de roulement (capital apporté par CADEP pour aider la communauté à l'achat des matières premières nécessaires et pour répondre aux coups durs)... Qu'il faudra remplir le cahier, en double, pour ne pas le perdre comme l'année dernière. Elle dit qu'il faut tirer les leçons des erreurs passées. « Oui compaña », casent les plus attentifs devant le blanc qu'elle ménage de temps en temps pour laisser libre cours aux réactions. Elle dit encore « si vous travaillez mal, CADEP s'en ira ». Elle demande si c'est ça qu'ils veulent. « Non compaña ». Les Indiens pensent, le regard perdu dans la pampa. Quelques rares femmes passent avec leur enfant sur le dos, calé dans une couverture de toutes les couleurs.

La promotrice poursuit... Les justificatifs de la banque, qui va les réclamer ? Ne savent-ils pas comment la banque traite les paysans ? « Si compaña... » Sur le même ton pédagogique, une autre femme du centre poursuit le dialogue, en quechua. Mais le temps presse et l'attention finit par se relâcher. Le groupe se dissout.

Certains paysans, pleins d'espoir, insistent pour que je parle pour eux au président. Ce qu'ils veulent surtout,

### Les chèques électoraux

Les témoins s'accordent pour reconnaître que le gouvernement fait néanmoins des efforts de développement, mais essentiellement en direction des villes, des régions côtières, industrielles, plus rentables. Le « SMIC » péruvien a, par exemple, augmenté récemment de 30 %. Mais qui dans la Sierra touche le SMIC ? Quand les paysans de Chacapay vendent un sac de 12 kilos de pommes de terre en ville, ils n'ont aujourd'hui pas de quoi acheter un paquet de 2 kilos de pâtes alimentaires... L'activation commerciale lancée de Lima par le gouvernement n'a pas encore atteint les hautes plateaux andins. En revanche, l'écho étouffé d'une vie moins dure en ville est venu jusqu'ici. D'août à septembre, lorsque la sécheresse se fera sentir, lorsque les femmes auront épuisé les stocks de maïs, les hommes partiront vers la grande ville, plusieurs mois, gonflant jusqu'à l'éclatement ces bidonvilles où affluent sans cesse des milliers de paysans en quête de survie (2), entretenant malgré eux la légende selon laquelle dans la « demeure des dieux », les hommes ne sont que des « oiseaux sans nid », à la recherche d'un coin de terre pour vivre.

CÉCILE GUICHON  
(Coordination).

## LA PRESSE DE TUNISIE (Tunis)

### Main basse sur la manne pétrolière

**L**a question demeure posée depuis le début de l'actuelle décennie : quelle est la responsabilité directe ou indirecte des pays pétroliers dans l'aggravation de la crise d'endettement ? Il était, en effet, entendu que les banques internationales avaient décidé de « brader » l'argent aux pays du tiers-monde à partir de 1973, dans le but de recycler massivement les excédents commerciaux des pays exportateurs de pétrole.

La réalité est cependant beaucoup plus nuancée. Certes le flux massif des pétrodollars vers les banques occidentales, après le « choc pétrolier » de 1973, a été à l'origine de la question du surendettement des pays en développement, mais il n'est pas moins réel que les pays pétroliers n'ont pas été ceux qui tiraient les ficelles de cette grosse affaire ni ceux qui en profitaient le plus.

Il est vrai que les treize pays de l'OPEP ont vu leur revenu pétrolier passer de 15 milliards de dollars par an en 1972 à 90 milliards par an en 1973. Au début de l'actuelle décennie, ce revenu a atteint la moyenne de 200 milliards par an. Ce chiffre colossal, qui dépasse largement les besoins propres des pays concernés, a incité les banques internationales à se bousculer pour réserver les pétrodollars et parvenir, de la sorte, à contrôler financièrement les deux tiers des revenus pétro-

liers. Les chiffres le montrent bien. En 1962, les dépôts saoudiens dans les banques occidentales se montaient, d'après The Economist, à 180 milliards de dollars, ceux du Koweït à plus de 36 milliards et ceux des Emirats arabes unis à 40 milliards... Soit un total de 500 milliards de dollars de l'ensemble des revenus pétroliers au cours des dix dernières années.

Un tel gaspillage financier, ajouté à l'inflation, a fini par engendrer à peu près le tiers des revenus accumulés par l'OPEP depuis 1973. Plus significatif encore : l'internationalisation des structures bancaires gérant les pétrodollars a privé le tiers-monde d'un soutien matériel qui aurait pu être très efficace, et a « consolidé l'orientation des revenus pétroliers au service des pays industrialisés », comme l'a souligné Georges Corm, dans une étude exhaustive sur les capitaux pétroliers. D'après ce même auteur, il est certain que, sur le plan monétaire et financier, si l'ensemble des capitaux pétroliers disponibles étaient utilisés massivement au service de l'accroissement des échanges entre pays du tiers-monde, la hausse des prix pétroliers aurait joué son rôle historique véritable.

Il apparaît clairement de ce constat que la responsabilité des pays pétroliers dans l'accumulation de la dette du tiers-monde

ne vient qu'au second plan. Elle résulte de leur mauvaise gestion financière et du fait d'avoir permis, avec une certaine irresponsabilité, aux banques internationales de faire main basse sur la manne pétrolière et de l'exploiter à leur propre profit.

Aujourd'hui, on assiste chez les pays pétroliers à une véritable prise de conscience de l'erreur de leur politique monétaire. Leurs dirigeants veulent maintenant investir et s'associer à la prospérité des firmes occidentales. Ils cherchent ainsi à exercer un pouvoir économique et financier, et se montrent plus ambitieux et plus entreprenants.

Les chiffres sont éloquentes : les pays pétroliers ont déjà acquis 4,9 % du capital de dix-huit principales banques américaines. Même sort pour une bonne partie des actions de Eastern Airlines, Texaco, Mobil, Esso, Volkswagen-Brazil... sans oublier d'importantes participations dans des entreprises japonaises.

L'économiste français Roger Priouret a eu à ce propos un pronostic très pertinent : les pays pétroliers guettent l'échéance qui ne manquera pas d'arriver dans les années 90 : la mutation technologique va exiger d'énormes investissements dans les pays occidentaux, et ils sont les seuls à avoir des ressources à la dimension de ces besoins.

SLAH MAAOUI.

هكذا من الاجل



## LE FLÉAU MONDIAL

FMI : UN ENTRETIEN AVEC M. CAMDESSUS, DIRECTEUR GÉNÉRAL

## « Une nouvelle stratégie pour la croissance des pays pauvres »

(Suite de la première page.)

Le FMI dispose-t-il de moyens de rétorsion à l'encontre des « mauvais élèves » qui refuseraient d'améliorer leur gestion si le besoin international s'en faisait sentir ?

Un grand progrès vient d'être fait à Venise. Il est remarquable que des gouvernements d'Etats souverains, finalement responsables de leurs décisions devant leur Parlement et leur opinion publique, acceptent de se soumettre à un tel système de surveillance multilatérale et de coordination de leurs politiques économiques.

Quel est donc le rôle du FMI en tout cela ? Certainement pas celui du maître d'école qui donne de bonnes ou de mauvaises notes à ses élèves. Soit dit en passant, ce sont parfois les excellents élèves qui, par l'importance de leurs excédents, posent des problèmes au système ? A fortiori, le FMI n'a ni les moyens ni le goût des représailles. Il ne détient pas non plus une vérité économique révélée qu'il faudrait coûte que coûte faire partager à des Etats, trop prompts à revenir à leurs idées nationales. Je conçois plutôt le rôle du Fonds comme consistant à analyser, à informer et à faciliter la coopération internationale. De fait, le Fonds peut seulement faire œuvre de persuasion. Son rôle est cependant important à un triple égard. D'abord parce que chaque pays, quelles que soient sa taille ou sa force, peut tirer grand profit d'un jugement extérieur, objectif, compétent, amical et serein, riche d'une expérience unique des évolutions économiques des quarante dernières années. Ensuite il est important que quelqu'un soit là pour rappeler les exigences du bon fonctionnement du système, par-delà les convenances de chacun de ses membres. Enfin il est essentiel que, lorsque les responsables des sept principales puissances industrielles se réunissent, ils entendent quelqu'un leur rappeler les intérêts et les aspirations du reste du monde.

Pensez-vous qu'il est normal que les pays en développement remboursent davantage à leurs créanciers qu'ils ne reçoivent de nouveaux capitaux ?

Ce n'est pas normal. Loin de là. Il n'était pas normal non plus qu'un tel volume de prêts bancaires soit consenti au début des années 70, à des pays à solvabilité limitée. Et nous voici donc dans une situation elle aussi « normale », où certains pays doivent faire face à des échéances de remboursement en capital, et même parfois simplement en intérêts, qui dépassent leur capacité d'épargne et où les banques, échaudées, ne sont guère enclines à accroître leurs risques. C'est à cette situation qu'il faut faire face. Ce qu'il importe d'assurer, c'est le rétablissement de relations entre débiteurs et créanciers telles que les investissements productifs ne soient pas compromis par une insuffisance de fonds. Ce sera long, mais c'est possible : il n'y a pas de solution plus raisonnable que de s'acharner à y parvenir.

## Une critique injustifiée

L'évolution des taux d'intérêt ne constitue-t-elle pas une menace supplémentaire pour les pays endettés ?

Ma réponse est oui, assurément. Nous devons tenir le plus grand compte de ce nouvel élément négatif dans nos négociations avec les pays en difficulté. Simultanément, nous appelons l'attention des grands pays sur le signal d'alarme que cette hausse des taux représente. Elle signifie clairement qu'eux aussi doivent mettre de l'ordre dans leurs affaires. La stratégie d'ajustement pour la croissance ne s'impose pas seulement aux pays qui appellent le FMI au secours, mais à tous.

La mise en œuvre de politiques d'ajustement parfois rudes au détriment de la croissance a donné au FMI une réputation de fauteur de récession dans les pays débiteurs au début de la crise de la dette en 1982. L'ajustement dans la croissance, dont vous êtes ouvertement l'avocat, a fait certains progrès depuis l'automne de 1985, mais les résultats concrets sont lents à apparaître. Avez-vous une nouvelle stratégie à proposer dans ce domaine ?

Le Fonds monétaire n'est pas, et n'a jamais été, un « fauteur de récession ». De fait, le Fonds a joué un rôle crucial, en ce sens que son action a permis de maintenir des niveaux de croissance plus élevés que cela n'aurait été le cas s'il n'était pas intervenu. C'est la réduction brutale des financements extérieurs enregistrée depuis 1982 qui a rendu l'ajustement insupportable. Le Fonds monétaire a aidé les pays à mettre au point des programmes qu'il a appuyés au moyen de ses propres ressources pour un montant de plus de 40 milliards de dollars au cours de la période 1982-1986. Par son effet de catalyseur financier, il a permis de mobiliser des nouveaux prêts pour environ 37,5 milliards de dollars auprès des banques sans parler de son action en matière de recherche officielle et bancaire. Dès lors, l'ajustement a pu être rendu bien moins

penible qu'il ne l'aurait été si ces financements n'avaient pu être mobilisés. Il reste que, comme vous le notez, la croissance n'a pas été satisfaisante. Pour faire mieux, nous avons besoin tout à la fois d'une amélioration générale de la situation économique mondiale et d'une plus grande détermination à supprimer les obstacles à la croissance dans les pays en développement eux-mêmes. Dans le même temps, des flux de prêts bancaires nets, fidèles à un rythme modéré, sont plus que jamais nécessaires pour appuyer le processus d'ajustement et de réforme structurelle dans les pays à revenu intermédiaire. J'ai la conviction que l'octroi de tels prêts correspond vraiment à l'intérêt bien compris des banques, car c'est la meilleure façon, en renforçant l'économie de leurs clients, de renforcer leurs propres créances.

Reconnaissons aussi qu'il faut un grand courage aux gouvernements des pays endettés pour mettre en place de vraies politiques de croissance et de restructuration. Cela dit, je ne vois pas de bonne alternative à cette politique d'ajustement pour la croissance.

Comment répondre aux problèmes très différents des pays les plus pauvres, fondamentalement tributaires de l'aide publique au développement, et des pays surendettés qui, un jour, devront retrouver accès aux marchés internationaux de capitaux ?

Les problèmes de ces deux groupes de pays sont, en effet, très différents. Dans le cas des pays les plus pauvres, un accroissement de l'aide concessionnelle est nécessaire. Tout le monde en convient. Nous avons mis au point une nouvelle facilité pour répondre à leurs besoins, la facilité d'ajustement structurel (FAS), et la Banque mondiale mène des opérations de prêts parallèles.

J'ai pris l'initiative de demander aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à

la disposition de la facilité d'ajustement structurel du FMI : 9 milliards de DTS au lieu d'environ 3 milliards actuellement. Cette facilité permet d'assurer une partie des financements indispensables à des conditions très douces de taux d'intérêt (0,5 %) et pour des durées assez longues (dix ans, dont cinq de grâce) ; ses remboursements n'interviennent donc qu'après les délais nécessaires pour qu'ils commencent à porter leurs fruits.

Dans un tel contexte de coopération internationale, il est légitime d'espérer que les banques commerciales qui ne sont, dans l'ensemble, que faiblement engagées sur ces pays (environ 15 à 20 % de la dette totale) acceptent d'alléger les conditions normales de financement de leurs clients.

## Aux gouvernements de choisir

Et les pays « intermédiaires » autrement dit relativement développés ?

Je suis encouragé aussi par le réalisme qui se fait jour en ce qui concerne la dette extérieure des pays à revenu intermédiaire. La solution des problèmes d'endettement de ces pays demandera certainement du temps, et elle exigera un engagement durable de tous les partenaires intéressés.

Comme vous le voyez, une bonne part de notre travail consiste à convaincre chacun qu'il est de son intérêt de coopérer avec les autres.

Comment éviter que les orientations du FMI ne conduisent pas à une aggravation du sort des groupes les plus défavorisés des pays endettés et ne contribuent pas à une déstabilisation sociale et politique ?

Permettez-moi d'être très clair, car il s'agit là d'un problème très grave. Il ne faut pas confondre les maux et leurs remèdes. Les maux, ce sont des développements externes ou internes tels que de mauvaises politiques économiques qui peuvent conduire des pays à des situations quasi désespérées, spécialement lorsque le concours du Fonds n'est demandé qu'en extrême. A ce moment-là, les mesures d'assainissement ne peuvent être que sévères. Mais deux points méritent d'être soulignés : le plus grand mal pour un pays pauvre, c'est qu'une mauvaise politique économique s'ajoute à sa pauvreté. Il faut donc corriger ce mal, quoi qu'il en coûte. Même, et surtout, lorsqu'il s'agit de corriger une politique économique mal orientée, il y a toujours plusieurs options possibles, et suivant l'option choisie, les catégories les plus pauvres de la population seront plus ou moins épargnées.

Les choix difficiles entre les dépenses à couvrir doivent être faits par le gouvernement du pays, et non par le Fonds. Malheureusement, dans beaucoup de pays, les populations pauvres des régions rurales ont déjà beaucoup souffert de politiques d'abaissement artificiel des prix agricoles, les groupes bénéficiant d'intérêts acquis s'opposent aux changements susceptibles de les affecter et certains pays sont très peu efficaces dans leur assistance aux plus pauvres. De meilleurs moyens de protéger les populations pauvres au cours du processus d'ajustement doivent donc être trouvés, et nous encourageons les efforts de tous ceux qui s'y emploient.

Mais c'est aux autorités des pays membres, elles-mêmes, qu'il incombe, en définitive, de faire ces choix, et ce sont elles qui doivent juger leurs implications pour la justice et pour la stabilité politique et sociale de leur société.

Propos recueillis par  
FRANÇOISE CROUGNEAU.

ZYCIE WARSZAWY (Varsovie)

## Rechercher scientifiquement les solutions

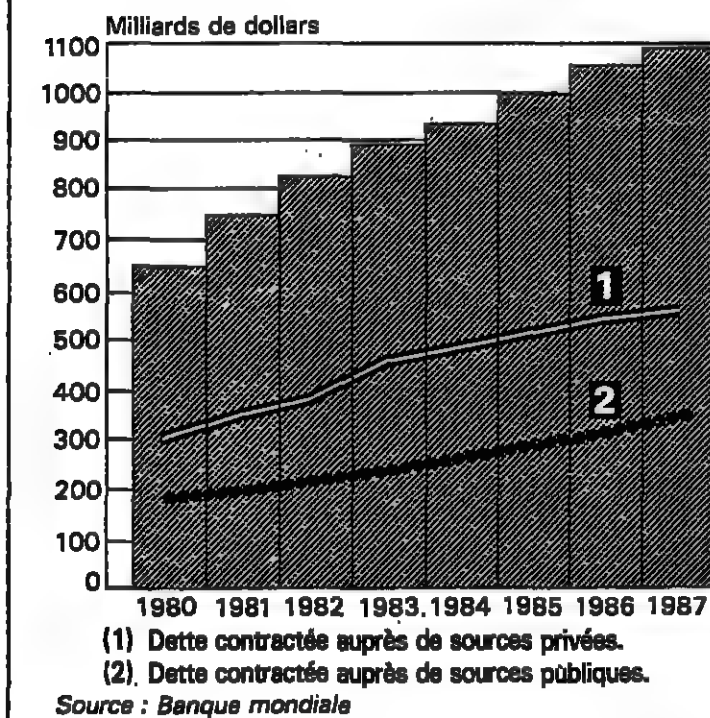
DANS les années 70, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait le « nouvel ordre économique international », dont l'objectif principal était de créer des conditions plus équitables sur le marché international des biens et des capitaux, et d'apporter une aide effective au développement industriel des pays du tiers-monde. Ce programme n'a jusqu'à ce jour pratiquement pas été appliqué.

Aujourd'hui, le mot d'ordre à la mode est la « politique d'ajustement ». Mais sa définition est très vague et elle est comprise différemment par les pays créanciers et par les pays débiteurs. La contradiction fondamentale porte sur la question de savoir qui, des pays débiteurs ou des pays créanciers, doit supporter les frais de cette « politique d'ajustement ». Ou bien devraient les assumer conjointement ? La réponse n'est pas simple puisqu'il est impossible de mener simultanément une politique d'ajustement orientée sur le remboursement des dettes et de maintenir une croissance économique adéquate. La deuxième hypothèse (les deux parties supportent conjointement les frais) se heurte à une forte résistance des banques privées. La seule solution raisonnable serait pourtant l'établissement d'une coopération large et durable entre les protagonistes.

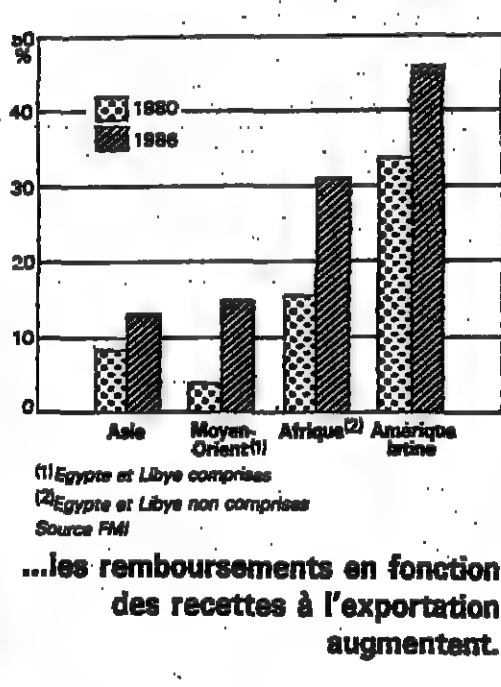
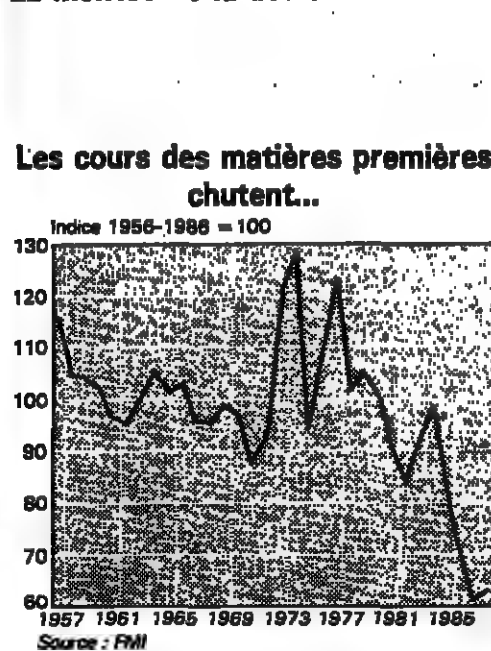
L'université Jagellon à Cracovie, l'une des meilleures écoles supérieures en Europe, entendait justement s'intéresser aux facteurs de croissance économique des pays endettés, au-delà du seul aspect financier. C'est ainsi que le Centre de recherche sur l'endettement et le développement fut créé, le 1<sup>er</sup> janvier 1987. Il souhaite procéder sans entraves à de larges échanges de vues et élaborer des propositions avec les partenaires polonais et étrangers qui l'auront rejoint : centres scientifiques, et économiques, organisations du système de l'ONU... Nous espérons que cette offre de coopération ne restera pas sans écho.

HAB. BOGUSLAW JASINSKI,  
directeur du Centre sur l'endettement  
et le développement,  
université Jagellon (Cracovie).

## Le piège de l'endettement



## La montée de la dette



CHOSUN ILBO (Séoul)

## Future donatrice ?

QUE faut-il faire des importants excédents commerciaux que connaît la République de Corée depuis son récent boom économique ? La question suscite de nombreux débats. Pour certains, ces fonds devraient servir à rembourser les dettes non encore amorties. Pour d'autres, il conviendrait de les affecter à des investissements nationaux et à des prêts publics dans d'autres régions du tiers-monde.

De tels débats peuvent surprendre, quand on sait que la Corée du Sud détient la place peu enviable de quatrième pays le plus endetté du monde (47 milliards de dollars en 1985).

Ceux qui insistent pour que l'on affecte en priorité les excédents au remboursement de la dette soulignent que le seul paiement des intérêts coûte à peu près aussi cher au pays que son budget de défense.

Leurs adversaires privilégient la santé à long terme de l'économie sud-coréenne. De nombreux chefs d'entreprise partagent ce point de vue : certains affirment même que la Corée du Sud doit se montrer plus solidaire avec les autres pays débiteurs d'Asie du Sud-Est, d'Amérique centrale et d'Afrique. Ils suggèrent d'accorder des prêts publics à ces pays et déplorent que la Corée ne se soit pas encore davantage intéressée au sort des autres pays débiteurs. En s'y employant aujourd'hui, elle améliorerait du même coup ses relations avec les pays créanciers.

Maintenant qu'elle a amorcé avec succès la réduction de sa dette, la Corée du Sud stimule son peuple à l'idée de devenir une nation donatrice.

YONK SUK SHIN.

JINGJI RIBAO (Pékin)

## Réfléchir avant d'emprunter

DEPUIS que la Chine applique une politique d'ouverture pour construire son économie, elle doit faire appel à des prêts étrangers. Mais avant d'emprunter, les responsables de l'économie réfléchissent aux conditions qui leur permettront de rembourser cette dette. Si les conditions ne leur semblent pas satisfaisantes, ils décident de ne pas emprunter. Depuis la libération chinoise (1949) et surtout ces huit dernières années, la Chine a connu de cette façon un développement stable et continu, qui lui permet de réaliser les quatre modernisations (industries, agriculture, science, armée). L'équilibre de la balance financière des crédits a été un élément important de cette politique. La Chine a adopté par exemple cette année une série de mesures, correspondant à l'état du pays, pour éviter la persistance du déficit apparu l'année dernière ; elles visent surtout à accroître la production agricole, augmenter les revenus et réduire les dépenses. Cette politique est le trésor de la construction de notre économie. Les masses sont invitées à se mobiliser largement dans ce sens, dans un esprit de modération économique, contre le gaspillage. De cette façon, notre tradition pourra s'épanouir. Le travail consciencieux est la force motrice qui guide notre pays vers le développement et la productivité sociale.

La Chine s'intéresse beaucoup à la situation économique difficile des pays du tiers-monde. Elle est persuadée que s'ils mettent en place des politiques adaptées à leurs propres conditions, leur lutte acharnée sera efficace, et le problème, bien que très complexe, sera peu à peu résolu.

LI NINGLAI.

POLITIKA (Belgrade)

## A propos des prêts, des maisons et des bœufs

D'APRÈS un vieux dicton, un exploitant agricole contracte un prêt pour acheter des terres ou un bœuf, mais jamais pour construire sa maison. Un économiste moderne en conclurait que toute somme empruntée devrait être investie dans une opération productive, de façon à pouvoir rapporter un revenu qui couvre le service de la dette et si possible qui permette une certaine accumulation de capital.

Ce principe n'est d'une sagesse ancestrale a-t-il jamais retenu l'attention des pays surendettés ? Les créanciers y ont-ils réfléchi avant d'exporter des capitaux vers ces pays ? Les deux questions amènent malheureusement une réponse négative. Si non, comment expliquer le fait que les pays en développement aient atteint le niveau critique d'endettement qu'ils connaissent aujourd'hui, les deux cinquièmes de leur produit national brut cumulé ?

La politique des pays en développement qui consiste à réduire leurs importations et à protéger leurs économies apparaît aujourd'hui périlleuse. Au contraire, ils doivent s'attaquer au problème, d'abord en augmentant leurs exportations et en développant leur taux de croissance ; ensuite en réduisant l'inflation ; ainsi, ils pourront rembourser les prêts à long terme. Procéder dans un ordre inverse serait absolument inacceptable, tant pour les débiteurs que pour les créanciers.

D' SRBOLJUB JOVIC.

La surdité occ



Dans le monde, la situation de nombreux pays du tiers-monde est de plus en plus désastreuse. Les prêts qui leur étaient accordés étaient souvent liés à l'achat d'équipement, voire d'usines clés en main. Aujourd'hui, que ces entreprises fonctionnent ou non, soient ou non rentables, il s'agit de rembourser. Pris à la gorge, les pays emprunteurs, qui consacrent au remboursement une part croissante de leurs exportations, ont résolu de... revendre le capital lui-même. C'est-à-dire les usines en question. Mais revendre à qui ? Aux organismes financiers occidentaux, évidemment. Autrement dit : retour à l'expéditeur.

Certains pays, Chili, Argentine, Philippines, Mexique, ont pris la tête du mouvement. Ils proposent une conversion de leurs prêts bancaires en fonds propres d'entreprises nationales. Chacun s'y retrouve : le débiteur voit diminuer le montant total de sa dette et donc les intérêts à payer, et le prêteur peut, s'il le souhaite, soit vendre des créances à une société qui envisage un investissement dans le pays en question, soit obtenir des actions susceptibles de produire des gains en capital.

Séduisantes en apparence, de telles opérations se heurtent cependant à des obstacles politiques. Au Mexique, si cette pratique se développait, 45 % du PNB pourraient à la limite passer entre les mains d'établissements financiers étrangers. Au Chili, le projet de « privatisation » et de renouveau de la compagnie nationale des téléphones (CTC) s'est heurté à l'opposition violente des syndicats : les travailleurs ont refusé de racheter eux-mêmes des actions de leur entreprise, sachant bien que cela ne leur donnerait pas le pouvoir pour autant.

MAGYAR NEMZET (Budapest)

S'adapter à tout prix

La procédure de faillite en Hongrie n'est pas, comme dans beaucoup de pays capitalistes, chose courante. Il arrive cependant que des entreprises travaillant à perte soient mises en liquidation. Entre 1980 et 1985 par exemple, sept entreprises d'Etat ont fermé leurs portes.

Il ne faudrait pas en conclure que les entreprises hongroises mal gérées sont de plus en plus nombreuses. Simplement, une économie orientée vers le profit met davantage en évidence les secteurs travaillant à perte et élabore progressivement un ensemble de mesures juridiques pour les liquider ou les réorganiser.

Mais l'économie hongroise doit faire face à des dettes importantes, alors que les équilibres sont rompus : un déficit budgétaire en hausse, une balance commerciale détériorée, sans qu'une réelle amélioration soit en vue. Or la moitié du revenu hongrois vient de son commerce extérieur, avec l'Union soviétique d'abord puis avec la RFA, un tiers des échanges ne faisant avec les pays capitalistes.

Cette implication de la Hongrie dans l'économie mondiale se traduit également par une coopération très active avec les établissements bancaires internationaux. Depuis 1982, il n'est en effet, renforcé la structure de l'économie du pays et soutenu des secteurs compétitifs sur le marché mondial. Mais les faiblesses structurelles du pays n'ont pas permis à ces plans de donner les meilleurs résultats : si bien que ces crédits, joints aux emprunts antérieurs, portaient à 7,9 milliards de dollars la dette hongroise à la fin de 1986.

Le gouvernement s'efforce de maintenir sa solvabilité à court et à long terme, de rester à jour dans le paiement de ses échéances et d'éviter de demander le rééchelonnement de la dette. Mais la seule solution durable consiste à transformer les structures elles-mêmes de l'économie en privilégiant les secteurs de pointe faciles à commercialiser. Même si, jusqu'à maintenant, les efforts de la Hongrie pour s'adapter au marché mondial n'ont pas été très concluants.

Ce choix conduit à un autre dilemme : que faire des travailleurs dont on aura fermé l'usine pour manque de rentabilité ? Il serait illusoire d'imaginer que la modernisation puisse se faire sans conflits sociaux. Aujourd'hui, les divergences d'intérêt sont plus grandes que par le passé.

Une nouvelle vague de réformes pourrait affecter des milliers de salariés, mais l'expérience récente montre bien, que même au prix de tensions temporaires, il n'y a pas d'autres solutions pour moderniser le pays.

D'ailleurs, des exemples dans l'économie mondiale - du Japon à la Grande-Bretagne, de Singapour à l'Argentine, c'est-à-dire aussi bien au « centre » qu'à la « périphérie » - montrent que des sacrifices amers produisent avec le temps de bons résultats.

JOSEF MARTIN

DAWN (Karachi)

La surdité occidentale

PRESTIGE tous les dirigeants des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine arrivent à Bruxelles porteurs d'un message essentiel : « Ouvrez vos marchés à nos importations industrielles et agricoles, pour que nous puissions commencer à rembourser notre dette extérieure et que nos économies affaiblies par la crise redémarrent ».

Mais, inévitablement, les dirigeants du tiers-monde quittent Bruxelles les mains vides. Ils s'entendent dire que les douze pays de la CEE tirent vers le haut la corde économique qu'ils aient connue, que les taux de chômage sont élevés...

« Le protectionnisme » : un mot que les responsables de la CEE prétendent bannir. La Communauté est le groupe le plus important de nations commerçantes, beaucoup moins protectionniste, dit-elle que les Etats-Unis ou le Japon. Elle adhère entièrement aux efforts de libéralisation du commerce tenus par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) lors des dernières négociations d'Uruguay.

Mais en fait, il devient de plus en plus difficile de vendre en Europe, protégée par son arsenal redoutable et toujours croissant de mécanismes « anti-invasion », de quotas, de réglementations anti-dumping et autres clauses de surveillance.

En mars dernier, la CEE a décidé d'interdire unilatéralement l'importation de linges de literie en provenance du Pakistan, après qu'elle eut observé que les fonctionnaires de la Communauté décrivaient comme « une croissance spectaculaire » des exportations pakistanaises vers la CEE.

Cette décision, conforme selon eux aux accords bilatéraux conclus entre les protagonistes en 1986, a provoqué des ravages dans l'industrie textile au Pakistan. Des milliers d'emplois risquent d'être sup-

primés dans un secteur relativement nouveau et en expansion. La CEE est restée sourde au plaidoyer d'Islamabad. Le Pakistan s'est même vu recommander par Claude Cheysson, commissaire des Communautés pour les négociations Nord-Sud, de « diversifier son économie », dans laquelle le textile tiendrait une trop grande place.

Le Pakistan menace donc à son tour de freiner ses importations de matériel agricole en provenance de la CEE à laquelle il se livre pas l'interdiction. Il n'est sûrément pas le seul pays en développement à connaître de telles difficultés avec la CEE. En effet, malgré les relations commerciales préférentielles qu'ils entretiennent avec elle, les 66 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont du mal à vendre leurs produits, surtout agricoles, sur les marchés européens.

L'année 1986 a été, selon les estimations du GATT, particulièrement difficiles pour les exportations des pays endettés. L'excédent global des échanges pour les 16 pays les plus endettés est tombé en un an de 20 à 13 milliards de dollars. La cause en est la brusque diminution des recettes d'exportation et un volume à peu près inchangé des importations.

Pourtant, de plus en plus d'entreprises qui ont des marchés en Asie, en Afrique et en Amérique latine demandent aux économistes de la CEE de considérer les questions d'importation à plus long terme. Des recettes d'exportations moindres, expliquent-ils, risquent d'encourager le tiers-monde à mettre en place à son tour des barrières contre les produits européens.

Ces mises en garde pourraient bien aboutir à d'autres tactiques ont échoué...

SHADAH ISLAM

DE L'ENDETTEMENT

LE SOIR (Bruxelles)

La grande braderie

Au-delà du rachat payé et simple, il existe encore un autre schéma, appelé Debt Equity Conversion. Par ce biais, les créanciers étrangers peuvent présenter leurs créances libellées en devises et obtenir leurs transformations en monnaie locale. Celle-ci devra être investie localement, éventuellement dans des entreprises nationales, qui seront ainsi privatisées.

Si les créanciers étrangers acceptent de jouer le jeu, (ce qui est loin d'être évident lorsque ces entreprises ne sont pas performantes), un tel processus pourrait ramener un minimum d'accumulation de capital dans les pays endettés. Et comme l'écrit *Conjoncture*, le bulletin mensuel de la Paribas (avec un humour peut-être involontaire) : « pour avoir oublié qu'il faut du capital pour faire fonctionner une entreprise capitaliste, le monde s'est engagé dans une grave crise financière. Dans ce contexte, tous les moyens pour y porter remède, même les plus modestes, sont dignes d'attention ».

Le troc

Parmi les moyens dits modestes, il en est un autre qui prend une importance croissante : le troc, aussi appelé « opérations de compensation commerciale ». Cette pratique est familière aux pays de l'Est et aux pays du tiers-monde à économie planifiée. Selon le FMI, elle ne couvrirait que 1 % des échanges internationaux, mais d'autres sources estiment qu'en réalité elle représenterait de 20 % à 40 % des échanges. Si l'acheteur manque de liquidités, un paiement en nature vaut mieux qu'une interruption totale ou partielle des paiements. On a vu ainsi, par exemple, des moutons

néo-zélandais être échangés contre du pétrole iranien, par un exportateur européen.

Pendant, une telle solution n'est pas un panacée, pour aucune des parties. Ces opérations bien souvent consistent à tenter d'écouler à l'étranger des produits difficiles à vendre. Pour le producteur de produits de base dont le marché est saturé, le troc peut être un moyen de réduire les prix de manière occulte en tournant des accords internationaux réguliers. Il peut s'agir aussi de véritables opérations de dumping de la part de pays nouvellement industrialisés, qui cherchent avant tout à s'assurer des parts du marché.

Enfin, le développement de ces ventes de « produits de compensation », avantageux dans un premier temps pour les pays en développement, ne peut, à moyen et à long terme, que mener à la perturbation des marchés, des mécanismes de fixation des prix et donc à de nouvelles hausses du prix des matières premières. Sans oublier le fait que les produits de base obtenus, grâce au troc, par des entreprises occidentales, et commercialisés par elles, risquent de se retrouver en concurrence avec des matières premières provenant du même pays, mais ayant, eux, suivi la voie normale de commercialisation.

Etranglés par leur dette extérieure, les pays du tiers-monde tentent ainsi de trouver des solutions à court terme, au risque de briser leurs propres entreprises nationales, et de faire baisser plus encore les prix de leurs produits d'exportation. Chacun, vendeur et acheteur, risque ainsi de faire les frais de ces opérations précipitées. Comme lors des braderies, ce qui est bon marché revient finalement trop cher.

COLETTE BRAECKMAN



LE SOLEIL (Dakar)

Pas d'alternative pour l'Afrique

PARCE qu'ils s'étaient collectivisés et engagés à l'occasion de la session spéciale de l'ONU sur la crise africaine (en 1986), à réformer profondément leurs politiques nationales dans le sens d'une grande libéralisation, bien nombreux ont été les gouvernements africains qui se sont lancés sur cette piste dans l'espoir de recevoir l'aide promise. Douze mois après, alors qu'ils guettent les réactions des partenaires étrangers se confinant dans l'attente, les Africains les plus confiants et les plus patients cachent difficilement l'angoisse que les étreintes et agites les couches sociales.

Devant la banqueroute des Etats incapables d'honorer leurs engagements extérieurs et leurs obligations nationales, les conseillers internationaux ont invariablement prescrit la même thérapeutique aux dirigeants désespérés, qu'ils gouvernent des pays saboteurs partageant le dénuement naturel du Sénégal, des pays pétroliers comme le Nigeria, ou miniers comme la Zaire.

JOSEF MARTIN

LE DEVOIR (Montréal)

Le Canada, un exemple non suivi

LE Canada a été l'un des premiers Etats, en 1977, à éliminer les dettes contractées par les pays africains dans le cadre de l'aide au développement, à l'inspiration des Nations unies.

En mars 1986, la même mesure s'étendait aux autres pays les plus défavorisés du globe, tels le Bangladesh, Haïti, le Népal... Le Canada ne consent donc plus aucun prêt au développement, mais les sommes correspondantes sont désormais disponibles sous forme d'aide « non liée ».

Par ces dispositions, le Canada espérait bien déclencher un mouvement analogue dans les pays industrialisés. Mais le ministre Monique Vézina s'est en fait retrouvée isolée, aucun autre pays n'acceptant de suivre cette voie.

Or, le problème restera entier tant que des mesures globales ne seront pas adoptées partout, comme le reconnaissent certains grands argentiers préoccupés. Le président de la Banque impériale de commerce, M. Donald Fullerton, a ainsi déclaré en avril dernier devant le Canadian Club de Montréal que les banques devront faire preuve de bonne volonté, tout comme les autres parties impliquées. Et peut-être accepter que certaines créances soient effacées.

Le gouvernement canadien aimerait bien conserver le leadership qu'il a exercé sur la scène internationale dans la « question africaine ». Ainsi, une récente étude de l'Institut Nord-Sud d'Ottawa propose quelques changements aux règles comptables pour encourager les ventes de créances escomptées. L'inspecteur général des banques a d'ailleurs adopté une mesure

EL PAIS (Madrid)

De nouvelles formules, de nouveaux espoirs

La seule réponse globale qui pourrait déboucher sur une véritable solution à l'endettement du tiers monde n'a toujours pas été retenue. Une telle réponse ne pourrait résulter que d'une action résolue, de la part des Etats-Unis, en faveur du développement des pays endettés, comme l'a souligné le sénateur démocrate du New-Jersey, Bill Bradley : « Si nous ne recommandons pas à promouvoir la croissance économique en Amérique latine et dans le tiers monde, le problème de l'endettement restera sans issue ». Pour l'heure, les solutions partielles visent à atténuer les effets de l'effroyable marasme qui frappe ces nations.

D'un côté, il y a les nouvelles sources de fonds. Maintenant que les grandes banques commerciales d'Amérique du Nord (et d'ailleurs), sévèrement touchées par les impayés et les moratoires, ont « fermé le robinet », on s'intéresse, en Amérique latine, à l'apparition ou au maintien d'autres bailleurs de fonds dont la présence commence déjà à avoir des effets. C'est ainsi que de l'argent frais arrive de Hollande et de Scandinavie : le dernier prêt important reçu par le Pérou - et le premier depuis plusieurs années - qui s'élève à 70 millions de dollars et est destiné à financer de nouvelles installations industrielles, a été consenti par la Banque interaméricaine de développement (BID) et diverses banques suédoises.

Plus significative est l'ouverture d'une nouvelle ligne de crédit de 5 milliards de dollars en faveur de l'Amérique latine par le Japon. C'est en effet la première fois que ce pays consent un crédit qui ne devra pas

nécessairement être consacré à l'achat de produits fournis par lui, mais pourra être utilisé librement par ceux qui en sont les bénéficiaires. De la même manière, le vice-président du gouvernement espagnol, Alfonso Guerra, arrivant en mai à Buenos Aires, a souligné que le gouvernement argentin pouvait disposer comme il l'entendait des 130 millions que l'Espagne accordait à l'Argentine. La flexibilité concernant l'emploi des fonds a été réclamée à maintes reprises par les gouvernements des pays endettés.

Au mois de mai, les Péruviens ont fait un pas important : alors qu'ils n'avaient réalisé jusqu'à d'opérations de troc qu'avec des pays de l'orbite soviétique, ils ont alors réussi à conclure avec l'entreprise nord-américaine Textron (avions et hélicoptères) un accord qui leur a permis d'éponger une dette de 35 millions de dollars en fournissant en argent des produits manufacturés.

Cela dit, le plus difficile pour le Pérou sera de parvenir à faire de même en ce qui concerne une partie de la dette contractée auprès des banques étrangères, laquelle s'élève à près de 15 milliards de dollars. Les banques sont occupées quant aux possibilités de troc : d'une part, elles ont déjà déclaré « irrecevables » nombre des créances en suspens ; d'autre part, elles n'envisagent pas avec enthousiasme l'idée de devoir commercialiser des produits représentant des milliards de dollars afin de récupérer leur argent. Il est clair, en effet, que ces solutions ne sont que partielles. La véritable issue devra être cherchée ailleurs.

VICTOR DE LA SERNA

EL DIA (Mexico)

Des sacrifices qui appellent la violence

LES pays latino-américains ne pourront pas payer leur dette : le seul remboursement des intérêts correspondants représente un coût social qui grève déjà lourdement l'avenir de leurs peuples. Les mesures imposées par le Fonds monétaire international (FMI) pour garantir le paiement des intérêts ont imposé des sacrifices aux catégories les plus pauvres des pays endettés atteignant des extrêmes terriblement dérangeants. Sous le gouvernement militaire de Morales Bermudez au Pérou par exemple, les plus déshérités ont dû consommer des aliments prévus pour les volailles. Il n'est pas rare, dans les pays soumis au régime du FMI, qu'une partie de la population en vienne à se nourrir de déchets ramassés dans les décharges publiques des grandes villes.

Au cours des années 70, les pays d'Amérique latine s'inquiétaient de la pénétration des sociétés transnationales dans leur économie et des atteintes qu'elles pourraient porter à leur souveraineté. Aucun signe ne permettait alors de déceler les risques graves que représentaient les mouvements de capitaux vers ces pays en développement, sous forme d'endettement.

Il est clair aujourd'hui que ces flux de capitaux vers les pays pauvres ont la nouvelle image de la domination coloniale : la dette qui écrase les peuples et les gouvernements les assujettit aux diktats extérieurs et venge toute perspective de développement aux pays débiteurs.

Les pays créanciers doivent comprendre que le problème de la dette en Amérique latine ne peut plus se poser en termes purement financiers. Ils doivent comprendre qu'on ne peut pas sacrifier la vie de millions d'hommes pour entretenir un système économique déséquilibré qui a fait la preuve de son inefficacité.

JOSE LUIS CAMACHO LOPEZ

ASAHI SHIMBUN (Tokyo)

Le dilemme japonais

EN tant que créancier majeur, le Japon connaît un terrible dilemme. S'il veut que ses banques gardent des finances saines, il ne peut se permettre de rester magnanime envers des pays en développement. Mais, en même temps, du fait de sa position de prêteur mondial, il ne peut pas non plus rester indifférent aux difficultés de ces pays. Voilà ce qui explique l'ambivalence du gouvernement japonais. Pourtant, le comité spécial de restructuration économique, au conseil économique, a récemment présenté un rapport sur les orientations à suivre. Il apparaît que « le rôle du Japon dans les efforts visant à faciliter la circulation de capitaux dans le monde ne fera qu'augmenter. Il est nécessaire de répondre de manière appropriée aux demandes de fonds de pays en développement et d'alléger le fardeau du paiement des intérêts... ».

Le gouvernement japonais s'efforce d'atteindre avec deux ans d'avance l'objectif qui consistait à doubler le montant de l'aide publique au développement en sept ans, à compter de 1986. Il essaie également d'accroître les apports de capitaux aux pays en développement. Dans un même esprit il a décidé récemment d'élargir le système d'assurance des investissements à l'étranger. Quant au secteur public, il devrait renforcer son rôle d'intermédiaire pour faciliter l'investissement privé dans les pays en développement par toute une gamme de solutions ingénieuses.

NOBUHIKO MAKINO

Coopérer au développement

Qu'en-tu fait de ton frère ? Inspirée par cette interpellation biblique, la commission française Justice et paix entend bien réveiller la communauté chrétienne, c'est-à-dire un quart de l'humanité (dont la moitié vit dans le tiers-monde), sur « l'impératif de solidarité » avec les pays en développement.

Dans un petit ouvrage (1), elle démonte sans complaisance les responsabilités respectives des gouvernements du Nord et du Sud dans la dégradation actuelle du tiers-monde. Elle dénonce le « désengagement de l'Etat français » dans l'aide au développement, regrette que celui-ci « se délite sur la généralité privée ».

(1) *Coopérer au développement aujourd'hui*, commission Justice et paix, édité au Centurion.

هكذا من الاصل



## LA PAGE DES ONG

### Un autre financement pour un autre développement

#### La « première » de Lima

LES ONG accompagnent par vocation la créativité multiforme des sociétés civiles du tiers-monde. Mais quel sens garde leur action si tous ces efforts sont constamment limités par des contraintes nationales et internationales qui ne leur permettent aucun débouché ? Il faut inlassablement continuer à travailler sur le terrain, bien sûr. Mais les ONG ont aussi d'impérieux devoirs tout aussi cruciaux : témoigner et proposer. C'est-à-dire, donner la parole aux sans-voix qui sont à la fois les premières victimes et les premiers payeurs. Montrer que, avec de l'épargne et de la solidarité, on peut financer du développement, du vrai développement, parce qu'il profite à tous et se fonde sur les potentialités et la culture de ceux qui la mettent en œuvre, et non pas sur des modèles étrangers inadaptés. Il s'agit de proposer des pistes de solutions concrètes aux problèmes actuels du remboursement de la dette antérieure accumulée — notamment publique — basée sur la corresponsabilité des parties, le partage des sacrifices, la négociation égalitaire, la dévotion des remboursements vers des investissements en fin productifs ; financer des projets de groupes de base organisés — dans les campagnes et dans les zones urbaines.

C'est ce qui s'est passé à Lima du 6 au 10 avril 1987. Soixante ONG européennes et andines se sont exprimées devant des autorités gouvernementales et internationales et les représentants des

quinze grands journaux mondiaux qui participent au supplément « Un seul monde ». Elles se sont aussi retrouvées entre elles pour préparer une rencontre mondiale d'ONG sur la dette et le développement qui se tiendra en janvier 1988 à Lima (Pérou).

Actuellement, il existe au sein des ONG européennes un large consensus sur quelques positions fondamentales : l'acceptation du concept de corresponsabilité Nord-Sud dans la situation actuelle des pays endettés ; la nécessité de diminuer les contraintes macro-économiques qui pèsent sur les pays endettés ; la nécessité de renverser le flux financier dans un sens positif Nord-Sud.

Ne pourrait-on pas imaginer, dans les pays du tiers-monde qui bénéficient du rééchelonnement de leur dette, la création d'un fonds alimenté grâce aux sommes épargnées par le rééchelonnement — qui financerait des projets de développement productifs intéressant les populations dites marginales des campagnes et des bidonvilles ?

Il n'est en effet ni moralement ni politiquement envisageable que l'incapacité de la communauté internationale à sortir de la situation actuelle conduise à la constitution d'une dette perpétuelle des pauvres envers les riches.

CLAUDE DALBÉRA,  
représentant des ONG  
françaises auprès de la CEE.

Le problème de la dette n'intéresserait-il que les puissances financières et les Etats concernés ? Proches des populations les plus vulnérables du tiers-monde, les principales associations françaises de développement qui ont réalisé cette page sont particulièrement bien placées pour exposer les conséquences économiques et sociales de l'endettement dans certains pays. Mais elles sont également capables, à leur échelle, de formuler des propositions — ce que fait aussi André Postel-Vinay, après avoir dénoncé les

pratiques des milieux d'affaires. Certains projets mis en œuvre par des organisations non gouvernementales avec des partenaires du tiers-monde offrent des alternatives crédibles aux politiques conduisant à l'accroissement de la dette nationale et à de pénibles — en raison notamment de leur coût social — mesures d'ajustement. Somme toute, peut-on financer autrement un développement et introduire une dimension humaine et morale dans un domaine où l'importance générale de la technique économique et financière ?

#### La banque ou la vie



Dessin paru dans « le Soleil ».

Certes, le FMI ne peut être chargé de tous les maux de notre Terre. Sa volonté de voir mieux payées les productions locales peut favoriser une amélioration des conditions de vie des petits paysans. Il reste que la sensibilité à la misère n'est pas son point fort. Le

blocage des salaires, la diminution des budgets sociaux, la suppression des subventions publiques à certains produits de première nécessité, la levée de toutes les entraves au libre-échange, à la libre entreprise et à la libre concurrence peuvent théoriquement rétablir une forme de croissance et surtout dégager les devises nécessaires au remboursement de la dette.

Il reste que le prix à payer par les secteurs les moins favorisés de la population est devenu insupportable. Et que certains dirigeants de Sud ont de gré ou de force, adopté la maxime de M. Friedman selon laquelle un gouvernement n'a rien de mieux à faire pour les pauvres que de les laisser tranquilles.

Devons-nous laisser nos enfants mourir de faim pour payer nos dettes ? demande pourtant J. Nye-ve. La vocation d'un gouvernement, répond Alain Garcia, président du Pérou, n'est pas de se plier à des conditions mutilantes pour notre développement. Notre devoir d'hommes et de chrétiens est de faire triompher la justice et de combattre la faim. On peut tout sacrifier. Tout, sauf le droit fondamental à la vie. La banque ou la vie, il faut donc choisir. Les raisons humanitaires ne sont pas les seules à pouvoir dicter le choix de la sagesse. Les dépenses sociales sont aussi des investissements pour le développement économique. Ne pas effectuer aujourd'hui ces dépenses serait, selon certains calculs, s'exposer à devoir payer demain une somme quinze fois supérieure pour les traitements de ces maladies.

Et l'homme vit aussi de liberté. Jamais en Amérique latine, par exemple, les gouvernements issus d'élections relativement démocratiques n'ont été aussi nombreux. Le risque est grand que le manque de pain ne vienne ensevelir les fragiles pousses de liberté qui parsèment aujourd'hui le continent de Bolivie.

#### Le pain et la liberté

Certes, les ressources pourraient et devraient être mieux utilisées.

Dans les pays en développement à faible revenu, de 1972 à 1982, les dépenses militaires ont plus que doublé. Et lors de la réunion de la Banque mondiale à Séoul, le ministre péruvien des finances pouvait à bon droit interdire : « Lorsque nos enfants pleurent au milieu de la nuit, devons-nous leur donner des armes ou bien du lait ? C'est sans oublier que, très souvent encore, les dirigeants du Nord et du Sud continuent de préférer les mines de charbon aux mines de fer, les grands hôpitaux aux dispensaires de brousse et les cargos de blé aux charrettes chargées de mil ou de niébé.

Il reste que, sans un accroissement immédiat des ressources financières disponibles sur place, ni le présent ni l'avenir ne seront viables, au sens littéral du mot. A l'UNICEF, au BIT, à l'OMS et même à la Banque mondiale, l'idée d'un « ajustement à visage humain » est en train, semble-t-il, de prendre corps. Il est grand temps. A la fin des années 70, les pays débiteurs déboursaient 2 % de leur production nationale pour payer leurs dettes aux banques étrangères. En 1988, ce pourcentage aura doublé !

CHARLES CONDOMINES,  
Frères des hommes.

#### UNE INITIATIVE DU CRID

### Un code international de conduite entre créanciers et débiteurs

LES organisations non gouvernementales (ONG) estiment que le règlement de la dette appelle un cadre, un certain nombre de règles fondamentales, un code international de conduite entre créanciers et débiteurs auquel devraient satisfaire les différentes mesures techniques envisagées. Ce code étant une sorte de grille de lecture permettant de juger des mesures proposées.

Un tel code ne peut être que le produit d'un consensus qui s'établirait autour de quelques principes fondamentaux :

1. Le problème principal n'est pas de savoir quand et comment la dette sera remboursée, mais comment les pays débiteurs pourront continuer à vivre et maintenir un niveau normal d'activité économique leur permettant de couvrir les besoins de leur population et de se procurer, à travers un courant d'échange correspondant, les frais et services qu'ils ne produisent pas eux-mêmes ;
2. Quelles que soient les mesures proposées, elles devront permettre de maintenir un flux net positif de transferts financiers des pays riches vers les pays du tiers-monde et un taux de croissance positif dans ces pays ;
3. L'établissement d'une proportionnalité, définie dans un accord contractuel, entre le service de la dette et l'évolution des recettes extérieures est nécessaire pour atteindre cet objectif ;
4. Il ne faut considérer comme légitime que la dette contractée pour des investissements réellement productifs.

D'un autre côté, une part importante de la dette du tiers-monde ne correspond à aucune opération de développement, même amorcée, mais provient d'une collusion frauduleuse entre des affaires des pays industrialisés et des responsables corrompus dans les pays pauvres. (Voir l'interview d'André Postel-Vinay). Il n'y a aucune raison pour que les peuples de ces pays en fassent les frais. Cette partie de la dette doit être considérée comme illégitime :

5. Il importe d'obtenir au plus vite le poids de la dette pour les pays du Sud les plus vulnérables et d'accorder une attention toute particulière, dans les mesures proposées, à l'amélioration des conditions d'existence des couches les plus défavorisées des populations des pays concernés ;
  6. Les mesures à prendre ne se limitent pas au problème de la dette : elles doivent porter simultanément sur l'établissement et le financement de programmes de développement économique à long terme, sur la base des besoins fondamentaux (nourriture, santé, logement, éducation) et des priorités définies dans chaque pays.
- La réflexion sur la dette ne peut pas être dissociée d'une discussion générale sur les mécanismes internationaux du financement, des échanges et de la monnaie qui, en conditionnant le déroulement, ces problèmes ne peuvent pas être résolus dans le cadre restreint des négociations bilatérales imposées par les institutions monétaires internationales et les pays créanciers. L'élaboration d'un code de bonne conduite favorisant cette confrontation.

Ces principes et les mesures qui en découlent sont conformes aux intérêts des populations du tiers-monde comme des pays économiquement développés, mais ils sont contraires à des intérêts particuliers très puissants de part et d'autre. Tout progrès dans ce domaine, même partiel, suppose donc une conscience et une pression accrues de l'opinion publique sur les couches dirigeantes, aussi bien dans les pays débiteurs que dans les pays industrialisés.

Conscientes de ces enjeux et de la nécessité d'amener les décideurs, les élus et l'opinion publique à la reconnaissance de cette corresponsabilité sur le problème de l'endettement international, trois organisations ont décidé d'unir leurs efforts pour promouvoir l'idée d'un tel code dans le cadre d'un colloque (1).

- Ce sont :
- Le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), qui regroupe une trentaine d'organisations de solidarité internationale et de développement (CINADE, Collège coopératif, CCFD, Centre Labret, Frères des hommes, RAM, IRFED, Médicus Mundi, Terre des hommes, Vie nouvelle, etc.) ;
  - Justice et paix ;
  - La CSEI (Commission sociale, économique et internationale) de la Fédération protestante de France.

(1) Ce colloque aura lieu à Paris, le 13 novembre 1987.

### Le cri d'alarme d'André Postel-Vinay

André Postel-Vinay est inspecteur général des finances honoraire, ancien directeur général de la Caisse centrale de coopération économique.

« D'où vient, selon vous, le surendettement d'un grand nombre de pays du tiers-monde ?

— Il s'explique en grande partie par la puissance de l'affairisme. Il existe, dans les pays occidentaux, des systèmes de garanties qui mettent à la charge de la collectivité l'essentiel des risques de non-paiement des exportations vers le tiers-monde. Or l'affairisme est si fort, dans ces pays, que ces garanties à l'exportation peuvent y être distribuées, même pour des ventes à des pays gouvernés d'une façon désastreuse ou virtuellement en faillite. La plupart des grandes banques occidentales ont abondamment prêté pour ce genre d'affaires ; et elles n'en sont pas rendues là. Pour soutenir ce mauvais commerce, elles ont dû faciliter les paiements extérieurs de nombreux pays sous-développés en leur prêtant sans garanties sérieuses.

— Ces crédits bancaires se sont considérablement développés pendant les années 70 et les premières années de l'actuelle

décennie. Leur rythme d'attribution n'a commencé à se réduire que lorsque l'importance du surendettement est devenue tout à fait évidente. Ce sont ces crédits qui ont le plus contribué — et de loin — à la formation et aux charges de la dette abusive du tiers-monde. Leur distribution a été déterminée en forte proportion par un affairisme aveugle.

— Quelles solutions préconisez-vous pour réduire les dettes des pays en voie de développement ?

— Il faudrait procéder, le plus rapidement possible, à un réaménagement d'ensemble de ces dettes, en tenant compte, bien plus que cela n'a été fait jusqu'ici, de la misère des populations et des dangers sociaux et politiques de cette misère, qui risquent de grandir très vite. Sauf de rares exceptions, les banques occidentales pourraient supporter les pertes correspondantes.

— Si les pays occidentaux n'ont pas assez rapidement cette révision générale, peut-être les pays sous-développés se décideront-ils à réduire eux-mêmes les engagements excessifs qu'ils ont eu l'inconscience de prendre. Ce ne serait pas la pire solution.

— Vous estimez donc qu'une partie de la dette du tiers-monde est illégitime ?

— Certainement. Cette dette n'a d'ailleurs pas été seulement viciée par l'affairisme, mais par des complaisances politiques en faveur de gouvernements détestables ou pires. Même les prêts des organisations d'aide — même ceux des institutions internationales — sont plus ou moins déviés par ces mauvaises influences.

— Le « code de conduite » proposé par le CRID vous paraît-il constituer une approche intéressante pour résoudre le problème de la dette ?

— Oui. Je me permettrai pourtant une critique. C'est que ce « code » ne fait pas assez ressortir l'extrême gravité des facteurs de déséquilibre ou de désagrégation dont souffrent de très vastes secteurs du tiers-monde : croissance démographique beaucoup trop rapide ; misère du plus grand nombre ; inégalités sociales criantes ; inconscience et corruption largement répandues ; problèmes écologiques souvent dramatiques ; exode rural continu ; progression presque fatale du chô-

mage ; développement d'agglomérations géantes, ingérables, inhumaines. Si les drames déterminés par ces facteurs et par les fautes commises se prolongent et s'aggravent — comme c'est à craindre — les peuples pauvres n'en seront pas les seules victimes, les pays riches en subiront durablement le contrecoup. Leur stabilité sociale serait dangereusement ébranlée par la progression des conflits de tiers-monde, les prolongements des fanatismes et des terrorismes et le développement massif de l'immigration clandestine. De tels périls sembleraient justifier un grand cri d'alarme plutôt qu'un « code de conduite ».

— Peut-on espérer parvenir à une meilleure prise de conscience de ces problèmes ?

— Il faut essayer désespérément de faire voir les périls qui nous menacent ; il faut s'efforcer, désespérément d'obtenir que les relations Nord-Sud soient dominées par le souci de combattre la misère et la faim.

Propos recueillis par  
ANNE JEHL (CFCE)  
et GABRIEL VERGNE (CRID).

#### Rien n'est dérisoire

NOUS parlons de milliards de dollars, ils parlent de centaines de roupies ou de cruzados.

Ils, ce sont ces femmes d'Ahmedabad en Inde qui ont constitué en 1971 la SEWA, la Self Employed Women's Association. La plupart des 23 000 femmes qui en font partie aujourd'hui sont illettrées, elles habitent les bidonvilles et travaillent « au noir ». En 1974, elles créent une banque autonome, la Mahila SEWA Cooperative Bank : 4 000 femmes versent alors 20 roupies (7 F) pour constituer le premier capital. Aujourd'hui, plus de 20 000 femmes y ont un compte et peuvent obtenir un crédit à 12 % au lieu des 18 % de la Bank of India, et en tout cas échapper aux usuriers. Comme d'autres coopératives de crédit en Thaïlande, en Colombie, en République dominicaine et dans quarante autres pays, la Mahila est soutenue par la Women's World Banking (1).

Ils, ce sont ces paysans zambiens de Mulungu qui depuis plus de quinze ans ont créé un réseau de caisses de crédit mutuel qui compte maintenant 5 800 adhérents. Les projets individuels ou collectifs peuvent aussi trouver un appui : ainsi une coopérative de jeunes agriculteurs a pu lancer une banque de semences, un groupe de jeunes filles créer une unité artisanale de savon, un village se procurer un moulin à maïs (2).

Ils, ce sont ces paysans bengalis qui ont pu depuis cinq ans acheter 20 000 pompes à ramier (ainsi dénommées à cause du mouvement des bras qu'elles demandent). Grâce à la récolte ou aux deux récoltes annuelles supplémentaires, les agriculteurs peuvent rembourser en deux ans le crédit initial qui couvre 75 % du prix d'achat de la pompe. C'est tout un artisanat de production et de maintenance qui se met en place (3).

Ils, ce sont ces agriculteurs rwandais qui ont tissé un large réseau de caisses populaires regroupées aujourd'hui dans une fédération nationale.

Ces expériences, et mille autres, sont autant de preuves de la capacité d'initiatives et d'organisation des groupes marginalisés (mais non marginaux car ils sont la majorité). Bien sûr, ces processus de collecte d'épargne et de distribution de crédit d'échappent pas aux rapports de pouvoir. Bien sûr, l'épargne rurale sert souvent la construction ou le commerce avant la production agricole... N'empêche, cet argent est celui des démunis, ils en connaissent la valeur-travail ; ces prêts seront remboursés.

HENRI ROUILLE D'ORFÈUIL (\*).

(1) Cf. Femina, B.P. 418, 75527 Paris Cedex 11.

(2) Cf. Frères des hommes, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles.

(3) Cf. CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.

(\*) Président du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), auteur de Coopérer autrement, l'engagement des organisations non gouvernementales aujourd'hui, Ed. L'Harmattan, 1984, et de Le Tiers-Monde, Ed. La Découverte, 1987.

maison





# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### Pagaille et poussière au Louvre

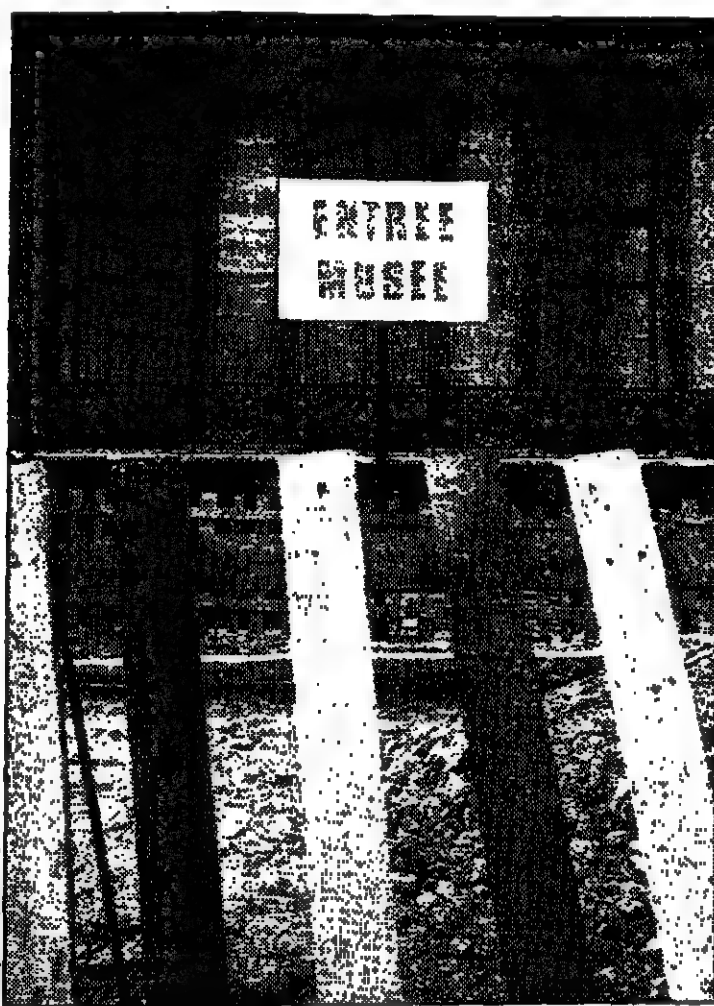
Trois jours au Louvre, trois jours d'enfer. « Le plus beau musée du monde » a de grandes ambitions pour l'avenir, mais n'a manifestement pas les moyens de faire face aux impératifs les plus élémentaires du présent. Les visiteurs, les pieds dans la poussière, cherchent vainement, qui l'entrée, qui la sortie...

« C'est que j'ai fait, aucune bête au monde ne l'aurait fait », laisse dire Saint-Exupéry à Guillaumet dans *Terre des hommes*. Depuis notre visite au Louvre, que nous avons parcouru du vendredi 4 au dimanche 6 juillet, contrefaisant l'innocence du touriste qui visite pour la première fois l'illustre institution, nous savons en effet que seul un touriste ou un aviateur sont capables d'autant de volonté, d'intelligence et de persévérance. Encore que la situation du personnel de cette machine à broyer les consciences ne soit guère plus enviable et qu'il y réponde, comme on le verra, avec un égal courage. Pour ne rien perdre des inquiétudes ou des étourissements formulés par les visiteurs étrangers, très largement majoritaires en pareille saison, nous nous sommes fait accompagner durant notre visite par deux traducteurs qui, en simultané, nous ont rap-

commençons à découvrir ce que seront les deux constantes de notre calvaire : d'une part, un extraordinaire désordre, une prodigieuse confusion qui rendrait le musée totalement invisible si, d'autre part, le personnel d'accueil, tel que nous l'avons testé à dix-huit reprises, ne se montrait d'une constante courtoisie et d'une parfaite disponibilité, au point qu'il semble impossible d'atteindre les limites de sa patience.

#### Finies les amabilités

On est loin, en tout cas, de la caricature du gardien grincheux, du fonctionnaire hargneux qui faisaient jadis la triste réputation des musées français. Ah ! quel doux émoi devant l'infime patience, vérifiée et réaffirmée à chaque « point d'information » rencontré ! Ici, sous la colonnade, deux Australiens sont à la recherche du musée d'Orsay... Rodé à ce type de demande, le jeune homme de service, ne parvenant manifestement pas à se faire comprendre par mots, se saisit d'une pancarte de carton surchargée d'indications griffonnées, mais proprement soulignées, et recouverte d'un plastique protecteur et ramolli. Au dos, un joli dessin du musée d'Orsay avec toutes les indications nécessaires pour s'y rendre. Apparemment, nos Australiens ne



nous recommanderons à qui ne souhaite pas s'épuiser définitivement dans les aller-retour à l'intérieur du musée que les escaliers condamnés, les passages provisoirement ou durablement fermés ont transformé en véritable labyrinthe. Car il est totalement impossible de visiter la totalité du musée — ou ce qui en est ouvert — sans repasser deux, trois, quatre fois sur ses pas. Cette entrée, si du moins vous n'avez rien à laisser au vestiaire, vous éviterez quelques dizaines de mètres de marche supplémentaire. C'est là, aussi, que vous trouverez les Esclaves de Michel-Ange, remontés des souterrains désormais inaccessibles, et qui sont, avec le Scribe accroupi, la Vénus de Milo, la galerie d'Apollon, le code d'Hammourabi et devinez-qui, les six merveilles plus ou moins balisées du musée.

Balisées ? Comme il se doit pour un musée de cette classe, toutes les indications à l'extérieur comme à l'intérieur du musée sont en français pur et dur. La perplexité des Japonais devant la floraison énigmatique des flèches accompagnées de caractères à l'évidence barbares (« Entrée », « Toilettes », « Mona Lisa », « Cafétéria », « Point d'orientation »...) n'a d'égale que la surprise de ces Scandinaves anglophones, devant les deux panneaux d'explication qui, de part et d'autre de la Vénus de Milo, viennent en étayer l'histoire et la répu-

entrées. Il est vrai qu'en matière de provisoire, leurs propres musées savent travailler dans le définitif ! Les Anglais s'étonnent de trouver de la langoustine à la cafétéria, qui a, notons-le, fait de considérables progrès dans la présentation et la qualité de ses victuailles (nous ne nous y sommes pas risqués, nous contentant d'en interroger les clients), même si elle reste, notamment par sa taille, à la limite du ridicule. Les Américains constatent avec flegme qu'ils se sont encore une fois perdus. Une groupe d'Allemands, habitués à l'ample confort des brasseries, se lamentent, piétinant, de devoir faire la queue devant les toilettes sordides de la porte dite Barbet-de-Jouy.

Sordide, l'ensemble de l'actuel musée du Louvre l'est. Même s'il est certain que le « maximum » est fait pour son entretien, il est tout aussi certain qu'une impressionnante couche de poussière apportée par des fenêtres stupides, toutes les indications à l'extérieur comme à l'intérieur du musée sont en français pur et dur. La perplexité des Japonais devant la floraison énigmatique des flèches accompagnées de caractères à l'évidence barbares (« Entrée », « Toilettes », « Mona Lisa », « Cafétéria », « Point d'orientation »...) n'a d'égale que la surprise de ces Scandinaves anglophones, devant les deux panneaux d'explication qui, de part et d'autre de la Vénus de Milo, viennent en étayer l'histoire et la répu-

## La maison reste ouverte pendant les travaux

porté le sens de chaque grimace et connotation, qu'elles soient exprimées en caractères latins, cyrilliques ou chinois (1).

Pour accéder au musée du Louvre, dont tout le cœur, cette cour Napoléon devenue fameuse depuis l'intervention de Ieoh Ming Pei, est un formidable chantier, mille chemins, mais deux ou trois stations de métro seulement (Louvre, Palais-Royal, Tuileries), sont théoriquement empruntables. Heureux celui qui viendra par la station Louvre ! Celui-là seul, si

ont pas les seuls à préférer les musées finis aux charmes des travaux.

Mais finies aussi les amabilités. Car le même jeune homme — ni aucun de ses confrères — ne se dessaisira pas du précieux sésame qui chaque matin est distribué aux points d'information sous forme d'une déplorable photocopie hauchée de style bille. C'est la grille des salles ouvertes ou fermées, au demeurant incompréhensible au commun des mortels, les salles y étant représentées par

allaient changer du tout au tout avec l'ouverture du mégamuse. Au fait, a-t-on vraiment l'intention de donner à ce mégamuse de véritables moyens humains ? On sait qu'à juste titre l'établissement public dirigé par M. Bissini a longuement travaillé sur les moyens d'automatiser la surveillance. Cela peut expliquer une volonté de ne pas augmenter le nombre des gardiens. Mais créer aujourd'hui des postes pour le Louvre n'exclut pas qu'ultérieurement ces postes soient attribués à

nagent en fait dans la pagaille, rien ne peut légitimer cette pagaille, sinon l'incompétence des gestionnaires actuels ou, ce qui est au moins aussi probable, le désintérêt du ministère de tutelle.

Car le désordre n'affecte pas seulement l'ouverture des salles. Et c'est là qu'il faut rejoindre et suivre les malheureux qui se rendent au musée par d'autres voies que ce bon métro Louvre. Les panneaux alentour ? Que ce soit dans les jardins des Tuileries, place du Palais-Royal, sur les quais de la Seine, ils sont tous périmés, indiquant des entrées disparues ou changeantes depuis le commencement des travaux. Par exemple, venant du Palais-Royal et vous fiant à un beau plan tout design et tout frais d'apparence, mais peu au fait de l'évolution des travaux, vous vous dirigez allègrement vers la porte Denon, celle qui fut si longtemps la porte principale, dans la cour Napoléon.

#### A la recherche de Mona Lisa

Gentiment, des flèches « Entrée » vous font faire le tour des infectes barricades qui masquent le chantier. Un excès de naïveté vous fera grimper sur le beffroi d'où l'on peut contempler la construction en cours. Comme ce fut, samedi, le cas d'une famille éplorée d'Italiens à la recherche de Mona Lisa. Qui que vous soyez, la logique vous conduira vers les constructions provisoires qui vous indiquent dès à présent et de manière très claire l'« entrée » du Louvre. Mais ce Louvre-là n'expose que les projets du Grand Louvre, et il est d'ailleurs fermé (avec à propos, les étudiants en médecine ont barbouillé le tout de « Non au projet » qui paraissent s'adresser tout autant à Ieoh Ming Pei qu'à M<sup>me</sup> Barzach).

Surtout, surtout, ne regardez pas alors les panneaux durablement implantés pour éviter aux visiteurs de se perdre. Vous risqueriez de chercher vainement l'entrée du pavillon de Flore, et peut-être, comme nous l'avons fait en jouant les imbéciles, de vous engouffrer dans l'énorme souterrain qui sera un jour le parking des autocars. Il est vrai que ce trou béant est le seul qui ait l'allure de conduire quelque part.

L'entrée de Flore, à dire vrai, n'est pas loin : il faut juste aller la chercher de l'autre côté du bâtiment, côté Seine, et c'est celle que

tation. Les deux panneaux portent un texte identique et sont l'un et l'autre en français.

#### Langoustine à la cafétéria

Atrocement servis, et nous vous en passons le détail, les étrangers, pourtant, ne rouspètent pas : ils sont gênés, un peu étonnés, mais subissent patiemment le plus insupportable des désordres. Les Italiens, tout de même, sont souvent consternés par les installations provisoires, le design des panneaux, l'inséquence des

pou de goût pour l'haléine de leurs admirateurs ? Peut-être aucun, comme semblent le penser les conservateurs. Mais, à défaut de la mesure radicale qui consisterait à fermer l'ensemble du palais pour la durée des travaux, quelques précautions aux entrées, « principales » ou « secondaires », de musée, ne seraient-elles tout de même pas dignes de notre futur Grand Louvre ?

FREDERIC EDELMANN.

(1) Nous remercions l'Institut de communication appliquée (INCA), pour l'aide précieuse et benvoüe qu'il nous a apportée en ces circonstances.



du moins il ne fait pas attention aux panneaux et se laisse guider par les signaux naturels de l'architecture, parviendra aisément à l'entrée principale du palais, celle que surmonte la colonnade de Perrault et qu'encadrent les deux fossés de Malraux. Elle est dite porte Saint-Germain-l'Auxerrois. A l'intérieur, dans un obscur volume tapissé de planches fatiguées, un peu comme ces installations provisoires qui servent chaque année lors des festivals, il apprendra cependant, s'il se fie à d'autres plans, que l'entrée principale, la « vraie », est quelque part à l'autre bout du palais. Et s'il a suivi avec attention les développements de l'affaire du Grand Louvre, il doit déjà savoir que cette entrée manifestement principale sera dans l'avenir remplacée par une pyramide dont les échafaudages sont déjà en place dans la cour Napoléon permettant une bonne réflexion sur la physiognomie future de l'endroit.

En attendant, dans notre humble et secondaire entrée, nous

des chiffres, mais qui porte une indication de valeur : « Taux normal de fermeture : 20 %. Taux de fermeture du jour : 37 % ». Ce chiffre est celui du vendredi 3 juillet. Nous ne pourrions savoir ce qu'il en est du lendemain qu'en téléphonant le matin même, théoriquement à partir de 9 h 45 au 42-86-99-00. Lundi 6, à 10 h 30, on ne connaissait encore avec certitude que la fermeture des cabinets nord et sud. Il faudra (cela dit toujours avec la même politesse) rappeler un peu plus tard.

La fermeture tournante et imprévisible d'un tiers du Louvre, et souvent plus, est un des trois aspects les plus inadmissibles du désordre qui règne là. Cela signifie qu'une fois de plus le gouvernement attendra le dernier moment pour créer les postes nécessaires au bon (?) fonctionnement du Grand Louvre. Cela signifie donc, curieusement, que le « Petit Louvre » actuel et ses visiteurs sont considérés comme de moindre valeur, comme si les œuvres et le regard qu'on y porte

d'autres établissements culturels : le Louvre n'est pas le seul à souffrir d'une pénurie du personnel de surveillance.

Autre possibilité : casser les barrières qui séparent les gardiens des personnels d'accueil ou d'accompagnement. Le nombre de ces derniers devra nécessairement être accru pour le futur musée car on voit mal comment il pourrait être informatisé. Or, s'il n'est dès aujourd'hui formé, sera-t-il prêt pour l'ouverture du Grand Louvre ? Et ne pourrait-il, dès à présent, contribuer à une ouverture plus régulière des salles ?

Acceptons, à titre provisoire, la fermeture actuelle des salles. Il reste inacceptable qu'il faille attendre le matin pour savoir à quelle sauce on sera mangé le jour même. Si le Louvre de demain doit bénéficier d'une gestion sans aucun doute admirable, on ne voit pas ce qui empêche la direction actuelle du « Petit Louvre » de demander conseil à son grand frère. Mais, si l'un et l'autre

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA DANSE

Du 2 au 11 juillet 87

LA BAULE

renseignements et réservations

Tél. 40.24.34.44

Le Monde RTL ouest france

هكذا من الاجل



PHOTO

18<sup>es</sup> Rencontres d'Arles

Mademoiselle Ouka Lélé



« Si tu vas à la boucherie, demande au boucher si la viande est moins chère en noir et blanc », 1984, Ouka Lélé.

**P**HOTOGRAPHE depuis 1978, Ouka Lélé, trente-deux ans, invente des scènes en noir et blanc qu'elle développe en grand format (50 x 60) et qu'elle peint en des couleurs primaires, irrationnelles et orientées avant de les rephotographier.

Inspirée aussi bien par la pub, les séries B ou le photo-roman que par la grande peinture, son esthétique, portée par des titres aussi décapants qu'acrochueurs, est parfaitement représentative de l'esprit post-moderniste et néosurréaliste de la « Movida » madrilène d'où sont issus les nouveaux images espagnols.

Entre gag et provocation, elle imagine avec une ironie grinçante des personnages énigmatiques, étranges ou inquiétants, aux prises avec leurs angoisses et leurs fantasmes, mais aussi

avec des objets insolites qui créent des situations absurdes et souvent drôles.

Née d'associations inconscientes, provoquant le malaise ou bien l'hilarité, ces tableaux composés — dont l'original est le tirage peint — ont moins pour objet de dire une vérité que de suggérer une ambiance. Sous ses airs rangés de jeune fille de bonne famille, qui donc l'imagine tirant de sa boîte à malices une entrecôte saignante, telle une Alice adulte pervertie par la géniale causticité de Bunuel ?

P. R.

★ Ouka Lélé, petite rétrospective, 35 photographies dont 5 originaux. Maison de la Roquette, jusqu'au 15 août. Parution à la rentrée d'un album aux Ed. Crapule, intitulé *Mademoiselle Ouka Lélé*.

Élégant, maniaque et raffiné. La première rétrospective en Europe du photographe le plus cher du monde, virtuose de la couleur, spécialiste des natures mortes et du nu fétichiste.

**R**ÉDÉCOUVERT lors d'une exposition posthume en 1976, Paul Outerbridge fait partie de ces artistes méconnus dont l'œuvre porte en germe toute l'histoire de l'art de leur temps tout en étant pourtant résolument personnelle.

Né en 1896 à New-York, c'est en 1921 qu'il débute en photographie après avoir étudié la peinture et la mise en scène de théâtre. Son premier essai est un coup de maître. Il s'agit du célèbre *Col empesé* (1922), posé sur un échequier, qui, par le contraste de la circularité du col amidonné et du damier incliné, contient d'emblée les caractéristiques essentielles de son univers. Prenant le statisme comme base de la composition, son but, en magnifiant la magie des données élémentaires, est moins de décrire que de transcender la fonction des objets dont il étudie maniaquement le caractère. Publié dans *Vanity*, ce « ready made » enchanta Duchamp qui en puisait l'image au mur de son atelier.

Il est adepte de la forme pure, et c'est l'abstraction des sujets austères (cruche, lampes électriques, lys dans un vase) qui motive son regard. Traitant des préoccupations analogues à celles de Ziehl et de Kertész — pour qui la réflexion sur la beauté des choses était abordée sans signification objective, — ce sens spartiate de l'épuration inspire aussi ses vues de villes qui le fascinent par leur linéarité.

Sensualité et indolence

Mais s'il bâtissait son monde à partir d'éléments symboliques élémentaires, ce ténor de l'abstraction cubiste avait une personnalité au moins aussi antagoniste que les structures géométriques qu'il se plaisait à opposer. Vers 1924, il réalise ses premiers nus, encore influencés par Steichen dont il caricature à l'occasion les œuvres (*The Triumph of the Egg*). Palpables, pulpeuses et perruquées, des femmes sensuelles et fausement indolentes, sorties de Rops ou de Rubens, posent sans prêter attention ni désir de séduire. Tirées au charbon sur de ravissants petits formats d'une suavité étrange, il serait aisé de déceler derrière leurs courbes moelleuses l'affranchissement d'une mère dictatorial et protectrice qui

obligeait son fils à jouer du piano et ne l'autorisait à se rendre à l'école qu'à l'âge de dix ans.

Venu en Europe en 1925, Outerbridge débarque à Paris en 1927. Il s'imprègne de l'effervescence avant-gardiste des années 30 et devient l'intime de Man Ray, Brancusi, Duchamp, Picasso. Silhouette bizarre et dérangeante, un autoportrait de l'époque le représente papillonné, chapeauté, ganté, masqué et affublé d'un faux nez. Laissant percer l'être occulte derrière l'intellectualité de surface, ce clergymen perfectionniste était en vérité un redoutable bon vivant. Moustachu et gominé, l'œil charbonneux, sosie de Walt Disney et de Raymond Loewy, cet esthète élégant, amateur de gin fizz et de foie gras, qui parlait sans passion, d'une voix éteinte, visitait l'Europe en Bugatti, et dilapidait ses deniers dans les casinos espagnols.

En 1929, contre toute attente, il rentre en Amérique. Et entame en pleine crise une lucrative carrière de photographe commercial pour *Vogue* et *Harper's Bazaar*. Appliquant à la publicité le langage visuel des avant-gardes, il consacre ses principes de méticuleuse exactitude à vanter la beauté des parures féminines. Maniaque, chic et subversif, c'est avec la même précision de laboratoire, en des images-choix et attractives, qu'il utilise avec art le médium photographique pour montrer ce qui ne pourrait l'être par aucun



Paul Outerbridge : « Café sur un socle », 1923.

autre support. Et surtout, à force d'expérimentation, il devient un maître de la couleur dans ses extraordinaires épreuves au platine, si chères et difficiles à réaliser qu'il les tire au compte-gouttes, d'où leur extrême valeur sur le marché.

Stupéfiants de relief, sublimés par des éclairages hollywo-

diens, les « meilleures couleurs jamais faites par quiconque au monde » sont moins utilisées comme une adjonction de la forme que comme un langage visuel novateur : « La forme peut être trouvée dans l'obscurité, disait-il. Tandis que la couleur dépend de la lumière pour exister. »

Grâce à elles, jamais la femme ne fut plus splendidement photographiée. Nourri par ses études d'anatomie et d'esthétique, le regard expressionniste et car-

visent plus uniquement à créer une image idéale de la perfection. Mêlant beauté, sexe et séduction, elles reposent pourtant sur la même troublante harmonie des contraires comme le prouve *Woman with Claws*, aux gants munis de phalanges d'acier, confectionnés spécialement, qui menacent de lacérer le corps de leurs griffes.

Déchantant l'identité des objets avec les mêmes pincettes de plasticien distant, Outerbridge réalise encore en couleur d'énigmatiques



Paul Outerbridge : « Nu à sa table », 1936.

sant d'Outerbridge se fait palpable, la photographie s'érige en art tactile. Il exhibe la nudité comme seul Newton y parvient aujourd'hui. Mais nous sommes en 1936.

Natures mortes énigmatiques

Par provocation contre l'hypocrite prudence de la société de son temps, Outerbridge libère son mauvais goût, porte sur le devant de la scène fantasmes et interdits, affublant ses modèles, avec un délice macabre et sarcastique, d'attributs fétichistes (loupes, haut-de-forme, gants, bas résille). Comment ne pas être séduit, emporté par ces compositions hardies, la luminosité provocante de la chair, ces bustes bleutés au teint ivoire ou marbré que le maître détourne de leur pose classique par l'ajout d'ingrédients suggestifs ou inconvenants ?

Proches de Belloq et de Belmer par l'esprit, ces visions d'enfer, conçues dans le studio perché sur le toit de sa maison à partir d'esquisses au crayon, ne

natures mortes comme *Images de Descente*, où s'épanouit formellement l'opposition symbolique des matières (cône, sphère chromée, coquillage, dé à jouer).

Installé en 1945 à Hollywood, il y fonde son vieux rêve de faire du cinéma, s'approche à Berlin des 1928. Il abandonne la photo commerciale, tombe dans l'oubli et meurt en Californie, sans un sou, d'un cancer du poumon, à soixante-trois ans. Splendide et présenté dans un écrin noir, un éclairage ponctuel isolant les cinquante-deux *images* (tirages d'époque réalisés par l'auteur), même si le Metropolitan Museum thésaurise quelques pièces de première importance (*Le Col empesé*, les clichés fétichistes), il était temps que Beaubourg, en lui tirant son haut-de-forme, rende hommage à l'étrange génie pervers de Paul Outerbridge.

PATRICK ROEGIERS.

★ Paul Outerbridge, galerie du Forum, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 6 septembre.

27 juin - 30 juillet

Miró

Les dernières estampes



Galerie Maeght Lelong  
14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>

LE SACRE

à propos d'un millénaire 987-1987

MUSÉE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

Archives nationales  
60, rue des Francs-Bourgeois  
75003 PARIS

T.L.J. (et mardi et jours fériés) 14-17 h

GALERIE JEAN PEYROLÉ

14, r. Sévigné, 4 - 42-77-74-59

BEGHIN, BOLLO, COUCHAT

peintures

« Un certain réalisme »

Jusqu'au 30 juillet

DIEUX et DÉESSES

AU MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle

métro Montparnasse

Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 17 h 45

5 juin-27 septembre

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Varenne

MARBRES DE RODIN

Collection du Musée

Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h 45

DU 8 AVRIL AU 31 AOÛT

GALERIE DINA VIERNY

36, rue Jacob, 75006 Paris. - Tél. : 42-60-23-18

LES TROIS DUCHAMP

18 juin-29 juillet

EXPOSITIONS

Durant l'été, le Musée national d'art moderne présente une sélection de ses acquisitions récentes. L'éclectisme contemporain règne en maître.

**A**L'AIDE d'achats, de dons, de donations ou de legs, le Musée national d'art moderne augmente en permanence ses collections. Régulièrement, ses *Cahiers* publient la liste des dernières acquisitions, et l'on apprend alors que telle commission a décidé d'enrichir les collections d'un Hédon ou de quelques dessins de Giacometti. Mais ce travail, quoique essentiel, passerait inaperçu si, de temps à autre,

le Musée n'exposait un échantillon qu'il estime exemplaire.

Celui que l'on voit aujourd'hui privilégie délibérément le contemporain, aux dépens des modernes dits « historiques », sans doute trop connus pour mériter d'être exposés une fois de plus.

Et ce contemporain est celui, éclectique, contradictoire même, de ces tendances qui se combattent sans s'annuler, se succèdent sans se remplacer et font, d'apothéoses en renaissances, l'actualité immédiate.

Des minimalistes comme André ou Judd y ont leur place, mais également des experts en collages et citations à la Erró ou à

la Salle, des géométriques ascétiques et des dessinateurs fausement enfamés.

Nul ne peut s'étonner de trouver rassemblés ici bon nombre des artistes dits « importants » des quinze dernières années. Jugée à l'aune de la faveur générale, la politique du Musée semble même irréprochable, tant elle met de zèle à enregistrer les variations de la mode.

Mode internationale

Exception faite de rares Français retenus bien qu'ils ne jouissent pas d'une réputation aussi solide à New-York qu'à Paris, tels l'excellent Gasiorowski ou Martin

Barré le puriste, le choix du Musée s'inspire étroitement des inflexions d'une mode internationale qu'il s'interdit de démentir. Peut-être le doit-il.

Mais il reste à se convaincre qu'agir de la sorte ne revient pas à reproduire l'erreur trop souvent dénoncée des conservateurs du siècle dernier qui, par souci de prudence et respect de leurs « responsabilités », achetaient la peinture au goût du jour et s'attachaient à le vrai moderne ou le vrai éternel.

PHILIPPE DAGEN.

★ « Vales diverses » : Galeries contemporaines, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 30 août.

Aux Galeries contemporaines

Quelques modernes



## MUSIQUE

Un théâtre indépendant et son festival, face au Beaubourg londonien

## Almeida :

A Londres, la musique contemporaine trouve asile, chaque été, au Théâtre Almeida : salle « alternative », faiblement subventionnée, lieu de création, d'ouverture, de liberté. Mais à la tête du South Bank Centre, de sa galerie d'art et de ses trois salles de concert officielles désormais l'ex-bras droit de Pierre Boulez. Aussitôt soupçonné de visées impérialistes sur la musique vivante. L'épisode, dix ans après l'ouverture de l'IRCAM, rappellera quelque chose aux Français...

C'EST de loin le moins connu des grands festivals de musique contemporaine du monde entier. Le moins attendu dans son contenu. Sa particularité : être né il y a sept ans dans un théâtre, dans la chaude et tolérante curiosité des gens de scène pour les nouvelles sonorités. Sa supériorité : vivre sur une terre où la musique est correctement enseignée, où les chanteurs savent jouer et chanter plusieurs répertoires, où le contemporain n'est pas une vocation rare. « Un tel festival ne peut exister qu'en Grande-Bretagne », dit Pierre Audi, son directeur. Les musiciens ont non seulement la volonté, mais le niveau nécessaire. Et ils coûtent dix fois moins cher !

Vous connaissez le Théâtre Almeida. C'est dans ses murs qu'ont été co-produits les *Positifs*, mis en scène par Lionel Lincoln, dont bénéficient il y a deux ans l'Odéon et le Piccolo. C'est d'ici que partira vers le prochain Festival d'automne le *Hamlet machine*, de Heiner Müller, qu'aura travaillé à Londres Bob Wilson et ses quinze étudiants new-yorkais. C'est sur une commande de Pierre Audi que Bernard-Marie Koltès a écrit, dans la solitude des champs de coton, finalement créé en hiver aux Américains, Formé à Oxford, un libanais, mi-Français, Pierre Audi a mis en scène Wenzel, accueilli Jourdain et Deschamps. Il compare volontiers son établissement à un « Nanterre sans les subventions ».

« De l'argent, nous n'en n'avons jamais eu. Et nous avons

toujours répugné à faire notre publicité. C'est la presse londonienne qui nous a découverts : elle n'a plus jamais cessé de nous soutenir à l'insistance ».

« Je suis considéré ici comme Français, dans un pays qui a toujours ressenti pour la culture française une méfiance instinctive. Je tente donc d'infiltrer l'art français pour rendre un partenariat possible. Je me méfie des échanges culturels, de leurs lourds structures, de leurs arrière-pensées politiques. Si nous sommes aidés par la France, c'est toujours sur une de nos initiatives, pour une de nos idées ».

Il est aidé. Par Robert Abirached d'abord. Puis par Maurice Fleuret et son successeur. Dans un climat de « maturité des rapports » qui n'a pas toujours été, selon Pierre Audi, le style de l'Action française d'action artistique, mais qui, grâce à l'intermédiaire de Daniel Durney, ambassadeur de la rue Saint-Dominique pour la musique contemporaine, a permis une grande souplesse dans l'élaboration du programme musical de cette année. « Nous avions proposé, dit celui-ci, le Faust balais d'Aperghis, avant Avignon, et Anahata, de Jean-Claude Eloy. L'Action française d'action artistique n'a pas suivi lorsque Almeida n'a programmé qu'une soirée Radulescu, la Légende d'Est, de Xenakis, et deux quatuors français, joués par les Arditti. Le financement du ministère a, lui, triplé cette année : l'important n'est pas que des interprètes français jouent de la musique française à l'étranger, mais qu'un festival important ne se fasse pas sans la France ».

Mais Daniel Durney ajoute, dans un sourire : « Notre aide aurait quintuplé si les projets initiaux avaient été réalisés ».

Important, l'endroit où loge Almeida. Quartier d'Islington, à dix bonnes minutes en taxi de Soho. Facades lépreuses et antiquaires, clochers et skinheads : faubourg prolo peu à peu colonisé par les intellectuels. Une enseigne au néon sur une façade de presbytère. Sous le porche, on boit du vin français. Le programme du jour est écrit à la craie sur un tableau noir posé sur le trottoir. On ferme boutique après le concert, dans un grand bruit de rideau métallique : si le sobriété existe ici, il est bien caché.

Comme est discret le charme de cet ancien « collège littéraire



Pierre Audi.

et scientifique » pour à tour reconstruit en studio-hall et en centre de l'Armée de Salut. Dix marches et l'on aperçoit un mur à l'antique, flanqué de tribunes élitaires : drôle de mélange de Bouffes du Nord et de temple baptiste. On ne se sent pas au spectacle, même lorsque la salle est pleine (elle l'est presque tous les soirs pour la musique contemporaine). Les musiciens plaisantent et s'ébrouent, plutôt qu'ils ne saluent.

« Nous ne sommes pas des promoteurs, dit Pierre Audi. Nous ne spéculons pas sur les créations comme sur des valeurs. La musique est faite, à nos yeux, pour être achetée chez l'éditeur et pour être jouée. » Vérifier en un seul concert et trois grandes œuvres qu'Horatiu Radulescu méritait sa réputation de génial agitateur : aucun festival français ne s'y était jusqu'alors risqué. Almeida y ajoute la participation des Arditti. Et Radulescu, pour une fois, ne peut se plaindre d'avoir été mal joué (lire ci-dessous). Aux mêmes Arditti, pilier du festival et gloire nationale, de défendre Rihm et Ligeti. Carter et Cage, Maché et Aperghis : le ton libéral est donné. Oliver Knussen, successeur de Britten à la tête du Festival d'Aldeburgh, rêve de former un jeune ensemble, sur le modèle du London Sinfonietta. Qu'à cela ne tienne : l'Ensemble Almeida marche déjà sur les traces de son aîné. Et pour que les droits du théâtre ne soient pas oubliés, on mêle dans un même programme l'Américain Nancarrow et l'Anglais Finzi, on confie à des chanteurs-acteurs un mélodrame de poche, qu'on donne dans la foulée des pages instrumentales, et Pierre Audi met en scène, dans un seul acte, un seul après-midi de travail.

Huit articles dans la presse britannique pour le seul spectacle

## Alamo ?

peu près la même lorsqu'il y a dix ans, avec Beaubourg, l'IRCAM est né : tous les cuifs allaient se retrouver dans le même panier ; les plus faibles seraient éliminés.

The Guardian du 3 janvier dernier a consacré toute une page à la soudaine concentration des moyens publics sur le South Bank Centre, le Beaubourg londonien. Ou plutôt, à la nécessité de sauvegarder le pluralisme des initiatives et des interventions culturelles de type plus léger face à cette institution gigantesque, un peu à l'abandon depuis dix ans, et dont le redressement est désormais entamé.

A la charge directe du gouvernement, depuis l'abolition du Grand Londres par Mme Thatcher, en avril 1986, ce complexe construit dans les années 60 au bord de la Tamise, comprend le Théâtre national (Peter Hall en a la responsabilité jusqu'en 1988), la cinémathèque britannique, un musée de l'image en construction, une galerie d'art moderne (elle accueillit la grande exposition Le Corbusier en avril dernier (Le Monde daté 8-9 mars 1987). Enfin, trois salles de concert : Festival Hall, Elizabeth Hall, Purcell Room, dont la jauge alarmante coïncide avec la baisse de niveau des trois orchestres rattachés : Philharmonia, London Philharmonic, Royal Philharmonic.

L'un des deux directeurs généraux préposés au coup de balai est Nicholas Snowman, l'ex-bras droit de Pierre Boulez à l'IRCAM, qui ne cache pas ses ambitions pompidioliennes (lire notre encadré). Saine émulation pour tous, disent les uns. Risques de représailles assurées pour les indépendants qui, comme Almeida, fersent à moindres frais aussi bien ou mieux, rétorquent les plus méfiants. Formule tout simplement plaquée, selon Pierre Audi : « Contrairement à la France, la Grande-Bretagne ne mêle jamais culture et civisme. Tout ce qui est global, volontariste et centralisé n'est pas dans l'esprit anglais. Ça ne peut pas marcher ». On parle même à mots couverts d'une mafia de la musique contemporaine, dont Snowman tirerait les ficelles grâce à ses liens anciens avec le London Sinfonietta et auprès des impresarios anglais spécialisés.

La poïémique, aujourd'hui plus ou moins calmée, s'est déchaînée à propos de ce 7<sup>e</sup> Festival et autour de Ligeti qui en était le principal invité. Pierre Audi avait retenu directement, sans passer par les agents, les frères Bonaventura et le London Sinfonietta pour la création britannique du Concerto pour piano, le 27 juin. Mais les œuvres nouvelles du compositeur austro-hongrois deviennent de plus en plus rares : Snowman comptait sur ce même concerto, et sur les mêmes interprètes, pour couronner ses « Perspectives 89 » (future version londonienne du Festival d'automne), précisément centrées dans deux ans sur Ligeti.

Les intermédiaires intéressés ne manquent pas de faire valoir l'intérêt du compositeur. Le London Sinfonietta, placé entre-temps sous contrat d'exclusivité par Snowman, se retrouve quelque peu coincé. Immobilisé par sa maladie de cœur, Ligeti se fit, en fin de compte, excuser auprès d'Almeida cet été. En 1989, il sera peut-être en meilleure santé...

ANNE REY.

## Les projets pompidioliens de Nicholas Snowman

IMPERIALISTE, lui ? Tout juste prêt à appliquer à Londres des méthodes qu'il a expérimentées à Paris. « Animer une politique à travers trois salles de concert et une galerie d'art, en liaison avec un théâtre national et une cinémathèque, dit Nicholas Snowman. Comme au Centre Pompidou, la synergie s'effectuera périodiquement sur de grands thèmes. Nous encourageons les trois orchestres qui nous sont rattachés, le Philharmonia, le London Philharmonic et le Royal Philharmonic, à se plier à cette thématique : nous leur assurons en échange une priorité sur nos salles et des répétitions plus nombreuses. Nous nous sommes également attachés trois ensembles résidents : le Quatuor Alban Berg, le London Sinfonietta et l'Orchestre Saint-Martin-in-the-Fields, qui participent à nos actions pédagogiques. Nous tenterons d'ouvrir un vrai studio expérimental à partir de l'IRCAM qui existe déjà. Il entendra avec le London Sinfonietta les mêmes rapports que l'IRCAM avec l'EC. Reste à trou-

ver des financements publics et privés ».

L'ère Snowman du South Bank Centre ne s'ouvrira effectivement qu'en avril 1988, avec la représentation groupée des trois derniers Shakespeare juste avant le départ de Peter Hall et, dans la foulée, un grand florilège de late works (ultimes symphonies de Beethoven, Bruckner, Mahler et Chostakovich, « Late films » de Buñuel, Bergman, Chaplin, « Late Picasso Exhibition »...) Suivront, en décembre, le quatre-vingtième anniversaire d'Oliver Messiaen et celui d'Elliott Carter. De janvier à avril 1989, un hommage à l'esprit d'innovation de l'art français, la Révolution revisitée (tournee des orchestres National et de Lille grâce à l'AFAA, grande exposition de photos, hommage à l'IRCAM). Des festivals Haydn, Szymanowski. Et le même année, cette grande rétrospective Ligeti dont Nicholas Snowman a déjà assuré qu'elle ne visait, pas plus qu'aucun de ces projets, à « l'exclusion des indépendants ».

A. R.

## Les prodiges Radulescu

UNIQUE, c'est bien la qualité de sa musique. Musique au-delà du beau et du laid. Aussi homogène et pourtant aussi variée qu'une masse humaine vue de loin ou que le ballet organisé des cellules vivantes. Laisant donc l'auditeur incertain sur l'échelle adoptée, perplexe sur la bonne façon d'accommoder : micro ou macroscopique ?

Des instruments sont là, joués à peu près normalement. Nous les connaissons bien, personne ne les a trafiqués. Pourtant, des sons extraordinaires nous en parviennent. Quand ont-ils été émis, comment exactement ? Par quelle technique de jeu, doigté, traitement inédit mais fructueux, le violon, le saxophone, la clarinette ont-ils ainsi changé de voix, changé de peau ? L'oreille s'égare immédiatement : l'œil a cessé de lui porter secours. Rien qui permette de définir, de situer, d'aimer ce son inouï à la source incertaine. « Regardez un arbre, vous ne sauriez dénombrer ses feuilles », dit Radulescu. L'art divin de la nature ne dit, lui non plus, ni la cause ni l'effet.

« Fais des prodiges d'abord », écrivait Beethoven pour s'encourager à ce qu'il appelait plutôt « action » que « composition ». « C'est ton action que tu donnes ». Et Radulescu : « C'est la beauté de l'idée qui compte ». L'idée, ce prodige dont personne, de cette façon, n'aurait même imaginé l'existence, prodige arraché par Radulescu à la nature des sons. Pacifique Attila, ce Roumain de quarante-cinq ans s'en tient ainsi à une définition stricte de son métier : composer : s'avancer qu'en terrain vierge — qui donne à

l'ensemble de la profession des airs un peu timorés.

« Tortionnaire », a crié un jeune spectateur après l'une des œuvres données lors du concert qui lui était entièrement consacré par le Théâtre Almeida. C'est vrai qu'un tel despotisme sonore donne parfois envie de se rebeller. Vrai aussi qu'il enlève beaucoup d'intérêt à toutes les musiques « installées », d'ailleurs qualifiées par ce tyran de « glouglou post-post-sériels ». Il reconnaît néanmoins que « Grisey et Murail sont doués ». Accorde à Xenakis le titre de pionnier. Ainsi qu'à Stockhausen de Siercklang et de Stimmung, même si celui-ci « se croyait aux limites de la musique alors qu'il n'était qu'à l'entrée ».

Puis il ouvre sa mémoire, et son armoire, sur ses œuvres jamais jouées. L'une pour neuf orchestres : il garde espoir. L'autre irréaliste : une pure idée, l'inscrustation de Stimmung dans Gruppen — ou le contraire peut-être. La dernière, toujours sur le papier : un hommage à Beethoven à exécuter sur des cailloux, des cloches, et par douze pianistes, quatre quatuors, des avions écrivant dans le ciel du Bon...

La commande d'Almeida créée à Londres est son opus 33, au titre intimidant (*Infinite to be cannot be infinite, infinite not to be can be*

*infinite*) et au dispositif imposant : huit quatuors, soit cent vingt-huit cordes accordées chacune différemment. Quel mécanisme rendra possible son exécution acoustique ? Car « l'idée », c'était bien, à l'origine, de réunir autour du public seize instrumentistes vivants pour obtenir de cette armée le son le plus irisé, le plus transparent, le plus métallique, le plus scientifiquement dosé que l'on puisse rêver : autre marque de fabrique de Radulescu que ce contraste entre l'énormité des moyens et la minutie du résultat.

Mais il faut, comme toujours, se plier — un peu — à la réalité et faire enregistrer au préalable sept quatuors sur huit, l'infinité se réduisant ainsi, pour l'œil en tout cas, aux acrobaties sans cesse renouvelées du Quatuor Arditti.

The Inner Time, pour cinq clarinettes (l'une en solo, les autres dans son prolongement ou son reflet), a la particularité d'être perçue le plus souvent dans un aïgu de rayon laser (la torture dénoncée par le spectateur, c'était ça). Mais aussi de se déployer à intervalles réguliers en mobiles virevoltants, grandes ailes folles, ouvertes, refermées, à nouveau suspendues sur leur fil étiéré. Rêve de jubilation totale, d'une énergie extrême. Splendide objet.

A. R.



Horatiu Radulescu.

## MAISON DES CULTURES DU MONDE GUERRIERS ET CHAMANS HANIWA DE SHIBAYAMA JAPON ANTIQUE

40 somptueuses statues de terre pour la première fois en France JUSQU'AU 13 JUILLET GRAND PALAIS

(Publicité) S.D.R.M. — M. Henri SAUGUET, de l'Institut, compositeur M. Jacques ENOCH, éditeur Présidents d'honneur

A la suite de l'Assemblée générale annuelle de la S.D.R.M. (Société pour l'Administration du Droit de Reproduction Mécanique des Auteurs, Compositeurs et Editeurs) 225, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine, qui a eu lieu le 19 juin, ont été élus :

Président : M. Guy LAFARGE, compositeur, Vice-présidents : MM. Georges JOUVIN, compositeur — Jean-Charles TACCHIELLA, auteur — Didier DECOIN, auteur. Trésorier : M. Jacques DEMARNY, auteur. Rapporteur général : M. Roger DESBOIS, auteur. Rapporteur général adjoint : M. Philippe SEILLER, éditeur. Administrateurs : MM. Charles BRABANT, auteur — Claude BRULE, auteur — Henri KUBNICK, auteur — YOUNI, auteur — Jean-Michel DAMASE, compositeur — Marc HEYRAL, compositeur — Patrick MARCLAND, compositeur — M. Reoul BRETON, éditeur — MM. René BOYER, éditeur — André CHEVRIER de CHOU-DENS, éditeur — Claude PASCAL, éditeur — Alain de RICOU, éditeur.

Directeur général honoraire : Jean FERRATON Directeur général : Jean-Loup TOURNIER.

## THEATRE PAR LE BAS LES PREMIERS MOTS

texte : BERNARD NOEL

mise en scène : Jean-Luc Borg

« Un très beau spectacle ! La voix de Michael Lindsay est remarquablement utilisée. La comédienne, Martine Fontanille, se dévoue corps et âme à ce texte. Je conseille vigoureusement de s'y rendre si l'on a envie de découvrir un spectacle pas comme les autres » : Gérard Henry Durand FRANCE CULTURE / « Une expérience des limites on songe à Bataille et à Blanchot... Le lieu où s'énoncent ces mots est à lui seul prenant, étrange comme un poème, la scénographie de Jean Haas, les lumières de Gérard Poli et Dominique Fortin en épousent les recoins et les ombres » : Odile Quirou LE MONDE

12 Représentations exceptionnelles cet automne à Paris. Réservations : 47-78-70-82

## FEST 87 JEAN TROUSSEAU

MUSIQUE / GUY LAFARGE

## BIG EASY

LE FILM DE MON CŒUR

UN FILM DE JESS HENRI

LE FILM DE MON CŒUR

UN FILM DE JESS HENRI

LE FILM DE MON CŒUR

UN FILM DE JESS HENRI

LE FILM DE MON CŒUR

UN FILM DE JESS HENRI

LE FILM DE MON CŒUR

UN FILM DE JESS HENRI

LE FILM DE MON CŒUR

UN FILM DE JESS HENRI

LE FILM DE MON CŒUR

UN FILM DE JESS HENRI



سنة ١٤٠٨

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

**L'ÉPOQUE, LA MODE, LA MORALE, LA PASSION.** Musée, 3<sup>e</sup> étage, Grande Galerie, 5<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 17 août.

**ANTONIN ARTAUD.** Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 11 octobre.

**VOIES DIVERSES.** Acquisitions récentes du Musée national d'art moderne. Galeries contemporaines, r.-de-ch., mezzanines. Jusqu'au 30 août.

**NOUVELLES TENDANCES : Les avant-gardes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle.** La mutation des styles. Galerie du CCI. Jusqu'au 8 septembre.

**ILES.** Galerie de la BPL. Jusqu'au 21 septembre.

**PAUL OUTERBRIDGE.** Galerie du Forum, r.-de-ch. Jusqu'au 6 septembre.

**HUGH FERRISS : METROPOLIS.** Dessins d'architecture. CCI. Jusqu'au 14 septembre.

**IL CORSO DEL COLTELO.** Claes Oldenburg : Coogie Van Bruggen : Frank O. Gehry. Forum. Galeries contemporaines. Jusqu'au 5 octobre.

Musées

**LE TROISIÈME CIEL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.** Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

**TANIS.** L'or des pharaons. Entrée avenue Winston Churchill. Jusqu'au 20 juillet. Horaires nationaux du Grand Palais (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le

**GAUMONT AMBASSADE SAINT-MICHEL GAUMONT ALÉSIA GAUMONT OPÉRA**

**A PARTIR DU 8 JUILLET : "L'OXYGÈNE DE L'ÉTÉ"**



mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. le samedi : 18 F.

**DEUXIÈME SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISTE.** Les plus belles œuvres du monde. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-45-33). Tous les jours de 11 h à 18 h : samedi et dimanche, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 juillet.

**LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'AJACCIO.** Jusqu'au 5 octobre. ORNEMANISTES DU XV<sup>e</sup> AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. Gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire quai des Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

**PICASSO VU PAR BRASSAL.** Musée Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 septembre.

**PARIS 37.** Cinquantenaire de l'exposition internationale des arts et des techniques dans la vie moderne. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

**L'ART INDEPENDANT.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

**KALTEK.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Musée des enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

**LUCIANO FABRO.** Etait : JOHN ARMEDER. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 septembre.

**LA MARINE DE 1937 : Océans des Hommes.** Musée de la marine. Palais de Chaillot (42-53-17-70). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 septembre.

**IMAGES DE JARDINS.** Musée national des monuments français, place du Trocadéro. Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

**L'INVITATION AU VOYAGE.** Autour de la donation Louis-Vuitton. Jusqu'au 30 août ; GILBERT LESSER. Affiches de théâtre. Jusqu'au 31 août. Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de

mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. le samedi : 18 F.

**DEUXIÈME SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISTE.** Les plus belles œuvres du monde. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-45-33). Tous les jours de 11 h à 18 h : samedi et dimanche, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 juillet.

**LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'AJACCIO.** Jusqu'au 5 octobre. ORNEMANISTES DU XV<sup>e</sup> AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. Gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire quai des Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

**PICASSO VU PAR BRASSAL.** Musée Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 septembre.

**PARIS 37.** Cinquantenaire de l'exposition internationale des arts et des techniques dans la vie moderne. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

**L'ART INDEPENDANT.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

**KALTEK.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Musée des enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

**LUCIANO FABRO.** Etait : JOHN ARMEDER. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 septembre.

**LA MARINE DE 1937 : Océans des Hommes.** Musée de la marine. Palais de Chaillot (42-53-17-70). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 septembre.

**IMAGES DE JARDINS.** Musée national des monuments français, place du Trocadéro. Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

**L'INVITATION AU VOYAGE.** Autour de la donation Louis-Vuitton. Jusqu'au 30 août ; GILBERT LESSER. Affiches de théâtre. Jusqu'au 31 août. Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de

mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. le samedi : 18 F.

**DEUXIÈME SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISTE.** Les plus belles œuvres du monde. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-45-33). Tous les jours de 11 h à 18 h : samedi et dimanche, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 juillet.

**LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'AJACCIO.** Jusqu'au 5 octobre. ORNEMANISTES DU XV<sup>e</sup> AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. Gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire quai des Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

**PICASSO VU PAR BRASSAL.** Musée Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 septembre.

**PARIS 37.** Cinquantenaire de l'exposition internationale des arts et des techniques dans la vie moderne. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

**L'ART INDEPENDANT.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

**KALTEK.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Musée des enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

**LUCIANO FABRO.** Etait : JOHN ARMEDER. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 septembre.

**LA MARINE DE 1937 : Océans des Hommes.** Musée de la marine. Palais de Chaillot (42-53-17-70). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 septembre.

**IMAGES DE JARDINS.** Musée national des monuments français, place du Trocadéro. Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

**L'INVITATION AU VOYAGE.** Autour de la donation Louis-Vuitton. Jusqu'au 30 août ; GILBERT LESSER. Affiches de théâtre. Jusqu'au 31 août. Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de

mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. le samedi : 18 F.

**DEUXIÈME SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISTE.** Les plus belles œuvres du monde. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-45-33). Tous les jours de 11 h à 18 h : samedi et dimanche, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 juillet.

**LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'AJACCIO.** Jusqu'au 5 octobre. ORNEMANISTES DU XV<sup>e</sup> AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. Gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire quai des Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

**PICASSO VU PAR BRASSAL.** Musée Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 septembre.

**PARIS 37.** Cinquantenaire de l'exposition internationale des arts et des techniques dans la vie moderne. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

**L'ART INDEPENDANT.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

**KALTEK.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Musée des enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

**LUCIANO FABRO.** Etait : JOHN ARMEDER. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris. (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 septembre.

**LA MARINE DE 1937 : Océans des Hommes.** Musée de la marine. Palais de Chaillot (42-53-17-70). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 septembre.

**IMAGES DE JARDINS.** Musée national des monuments français, place du Trocadéro. Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

**L'INVITATION AU VOYAGE.** Autour de la donation Louis-Vuitton. Jusqu'au 30 août ; GILBERT LESSER. Affiches de théâtre. Jusqu'au 31 août. Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de

mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. le samedi : 18 F.

**DEUXIÈME SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISTE.** Les plus belles œuvres du monde. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-45-33). Tous les jours de 11 h à 18 h : samedi et dimanche, de 11 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 juillet.

**LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'AJACCIO.** Jusqu'au 5 octobre. ORNEMANISTES DU XV<sup>e</sup> AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. Gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild. Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire quai des Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

**PICASSO VU PAR BRASSAL.** Musée Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 septembre.

Rivoli (42-60-32-14). Du mercredi au samedi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche, de 11 h à 17 h. Entrée : 30 F.

**MAKES AFFICHES 1900** des collections du musée. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

**WOU TSO-JEN** on la modernité dans la tradition de l'œuvre : SIAO CHOU-FANG et les fleurs de Chine. Musée Cernuschi, 7, av. Vauvray. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 juillet.

**DEMEURES DES HOMMES. SANC-TUAIRES DES DIEUX.** L'architecture théâtrale. Musée Guimet, 6, place d'Iéna (47-23-61-65). Jusqu'au 13 juillet. Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15.

**TRÉSORS DU TIBET.** région autonome du Tibet-Chine. Musée national d'histoire naturelle. Galerie de botanique, 57, rue Cuvier (43-36-19-09). Sauf mardi, de 11 h à 18 h 30 ; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

**ANCIEN PÉROU : vie, pouvoir et mort.** Musée de l'histoire, palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'en janvier 1988.

**HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR.** 1947-1957. Musée des arts de la mode. 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

**PARIS. COUTURE ANNÉES 30.** Palais Galliera, Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Sorbie (47-20-35-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 20 septembre.

**FABERGE.** orfèvre à la cour des tsars. Musée Jacquemart-André, 198, bd Haussmann (45-62-39-94). Jusqu'au 31 août.

**MARIE DE RODIN.** Collections du musée. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 août.

**MERKADO.** Centre littéraire. Jardin du musée. Jusqu'au 14 septembre.

**LE SACRÉ : A PROPOS D'UN MILLÉNAIRE.** 987-1987. Hôtel de Soubise. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 12 octobre.

**LES CHARTREUX.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**LE FEUILLETON OU LES MYSTÈRES DU REZ-DE-CHAUSSEE.** Bibliothèque nationale. Galerie Mameart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). Jusqu'au 31 juillet.

**FIGURES D'UN TEMPS : LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE.** Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-92). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

**LE MARAIS.** Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**ÉLÉPHANTILLAGE.** Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

**ZOLA PIOTOGRAFIE.** Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

**LES SEXPOSIT :** Les mécanismes de l'insémination. Jusqu'au 30 août. Michel Verjux, moresaux chateaux. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

**MERMOZ.** Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (45-66-13-65). Jusqu'au 5 septembre.

**PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL SOUVERES.** Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 14 septembre.

**PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ.** Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'en 28 septembre.

**DIEUX ET DÉESSES.** Musée Bordelle, 16, rue A. Bordelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

**LES CHARTREUX.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**LE FEUILLETON OU LES MYSTÈRES DU REZ-DE-CHAUSSEE.** Bibliothèque nationale. Galerie Mameart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). Jusqu'au 31 juillet.

**FIGURES D'UN TEMPS : LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE.** Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-92). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

**LE MARAIS.** Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**ÉLÉPHANTILLAGE.** Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

**ZOLA PIOTOGRAFIE.** Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

**LES SEXPOSIT :** Les mécanismes de l'insémination. Jusqu'au 30 août. Michel Verjux, moresaux chateaux. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

**MERMOZ.** Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (45-66-13-65). Jusqu'au 5 septembre.

**PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL SOUVERES.** Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 14 septembre.

**PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ.** Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'en 28 septembre.

**DIEUX ET DÉESSES.** Musée Bordelle, 16, rue A. Bordelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

**LES CHARTREUX.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**LE FEUILLETON OU LES MYSTÈRES DU REZ-DE-CHAUSSEE.** Bibliothèque nationale. Galerie Mameart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). Jusqu'au 31 juillet.

**FIGURES D'UN TEMPS : LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE.** Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-92). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

**LE MARAIS.** Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**ÉLÉPHANTILLAGE.** Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

**ZOLA PIOTOGRAFIE.** Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

**LES SEXPOSIT :** Les mécanismes de l'insémination. Jusqu'au 30 août. Michel Verjux, moresaux chateaux. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

**MERMOZ.** Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (45-66-13-65). Jusqu'au 5 septembre.

**PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL SOUVERES.** Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 14 septembre.

**PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ.** Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'en 28 septembre.

**DIEUX ET DÉESSES.** Musée Bordelle, 16, rue A. Bordelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

**LES CHARTREUX.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**LE FEUILLETON OU LES MYSTÈRES DU REZ-DE-CHAUSSEE.** Bibliothèque nationale. Galerie Mameart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). Jusqu'au 31 juillet.

**FIGURES D'UN TEMPS : LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE.** Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-92). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

**LE MARAIS.** Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**ÉLÉPHANTILLAGE.** Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

**ZOLA PIOTOGRAFIE.** Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

**LES SEXPOSIT :** Les mécanismes de l'insémination. Jusqu'au 30 août. Michel Verjux, moresaux chateaux. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

**MERMOZ.** Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (45-66-13-65). Jusqu'au 5 septembre.

**PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL SOUVERES.** Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 14 septembre.

**PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ.** Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'en 28 septembre.

**DIEUX ET DÉESSES.** Musée Bordelle, 16, rue A. Bordelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

**LES CHARTREUX.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**LE FEUILLETON OU LES MYSTÈRES DU REZ-DE-CHAUSSEE.** Bibliothèque nationale. Galerie Mameart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). Jusqu'au 31 juillet.

**FIGURES D'UN TEMPS : LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE.** Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-92). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

**LE MARAIS.** Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**ÉLÉPHANTILLAGE.** Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

**ZOLA PIOTOGRAFIE.** Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

**LES SEXPOSIT :** Les mécanismes de l'insémination. Jusqu'au 30 août. Michel Verjux, moresaux chateaux. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

**MERMOZ.** Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (45-66-13-65). Jusqu'au 5 septembre.

**PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL SOUVERES.** Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 14 septembre.

**PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ.** Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'en 28 septembre.

**DIEUX ET DÉESSES.** Musée Bordelle, 16, rue A. Bordelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

**LES CHARTREUX.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**LE FEUILLETON OU LES MYSTÈRES DU REZ-DE-CHAUSSEE.** Bibliothèque nationale. Galerie Mameart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). Jusqu'au 31 juillet.

**FIGURES D'UN TEMPS : LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE.** Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-92). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

**LE MARAIS.** Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**ÉLÉPHANTILLAGE.** Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

**ZOLA PIOTOGRAFIE.** Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

**LES SEXPOSIT :** Les mécanismes de l'insémination. Jusqu'au 30 août. Michel Verjux, moresaux chateaux. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

**MERMOZ.** Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (45-66-13-65). Jusqu'au 5 septembre.

**PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL SOUVERES.** Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 14 septembre.

**PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ.** Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'en 28 septembre.

**DIEUX ET DÉESSES.** Musée Bordelle, 16, rue A. Bordelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

**LES CHARTREUX.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**LE FEUILLETON OU LES MYSTÈRES DU REZ-DE-CHAUSSEE.** Bibliothèque nationale. Galerie Mameart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). Jusqu'au 31 juillet.

**FIGURES D'UN TEMPS : LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE.** Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-92). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

**LE MARAIS.** Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**ÉLÉPHANTILLAGE.** Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

**ZOLA PIOTOGRAFIE.** Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

**LES SEXPOSIT :** Les mécanismes de l'insémination. Jusqu'au 30 août. Michel Verjux, moresaux chateaux. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

**MERMOZ.** Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (45-66-13-65). Jusqu'au 5 septembre.

**PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL SOUVERES.** Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 14 septembre.

**PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ.** Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'en 28 septembre.

**DIEUX ET DÉESSES.** Musée Bordelle, 16, rue A. Bordelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

**LES CHARTREUX.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**LE FEUILLETON OU LES MYSTÈRES DU REZ-DE-CHAUSSEE.** Bibliothèque nationale. Galerie Mameart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). Jusqu'au 31 juillet.

**FIGURES D'UN TEMPS : LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE.** Musée Hébert, 85, rue de Cherche-Midi (42-22-23-92). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

**LE MARAIS.** Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**ÉLÉPHANTILLAGE.** Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

**ZOLA PIOTOGRAFIE.** Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Sureau (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 29 août.

**LES SEXPOSIT :** Les mécanismes de l'insémination. Jusqu'au 30 août. Michel Verjux, moresaux chateaux. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

**MERMOZ.** Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (45-66-13-65). Jusqu'au 5 septembre.

**PEINTURES POP**







هكذا من الاعمال

vie: jeu, la Belle au bois dormant: vu.,  
Roméo et Juliette: sm., le Lac des

jeu; jou, la Belle au bois dormants: ven.  
 roméo et Juliette: com, le Lac des  
 cygnes, dan. That's Daring.  
 Souds de minuit: mer, les Chasseurs  
 rouges.  
**PROMOTION DU CINEMA.** (v.o.) Le Su-  
 d 28, 19 (46-06-36-07), mer, jeu.  
 L'Amour est un jeu d'enfant, Dan.  
 Le messe est finie: dan, mer. / Sand by  
 me.  
**ROHMER** (v.o.) (43-21-41-01), en  
 alternance: la Marquise d'O, Paoline à la  
 rivière, le Beau Mirador, la Femme de  
 l'aviateur.  
**TARNOVSKY** (v.o.) République-Cinéma.  
 (43-21-41-02), en alternance: No-  
 galia, Solaria, Andreï Rouviev, le  
 Sacrifice, Staline, l'Esclave d'Inde.  
**TEUFFAUT**, Danfer, 19 (43-21-41-01):  
 l'Argente de poche.  
**WOLFF** (v.o.) M. SIMON, Refran-  
 Médias. 39 (43-54-34-34): mer, l'A-  
 lante; jeu, l'His rouge; ven, com. Vi-  
 vante la tendresse; dan, mer. Pien-  
 Seldi; dan, mer. Circostances  
 attitudines.

**Les séances spéciales**

**L'AUTRE MONTÉE DU CIEL** (Esp.)  
Cinéma Bourgogne, du 42 (71-53-36),  
lun. 11 h 45.

**LE BAISER DE LA FEMME  
ARAIGNÉE** (A. v.o.) Debut  
(45-21-01), jeu. 22 h dim. mar. 18 h 45.

**BLAUVELT (\*)** (A. v.o.) Cinéma  
(46-33-10-82), 22 h 10.

**L'HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE  
PAR UNE HÔTESSE DE BAR** (Jap.  
v.o.) Tempeliers, 3 (42-72-44-56), dim.  
18 h 45.

**L'HOMME AU BRAS D'OR** (A. v.o.)  
Studio Galande, 54 (43-74-72-71),  
17 h 55.

**KAGUMUSHA** (Jap. v.o.) Châtelet  
Victoria, 11 (45-08-94-14), 14 h.

**LYAUNTHEE** (Bril. v.o.) Tempeliers, 3  
(46-33-45-56), mer. sam. dim. lun.  
13 h 45.

**LILI MARLEN** (All. v.o.) Châtelet

**LOLA**, une **FEMME ALLEMANDE** (All. v.a.) : Châtelet-Victoria, 15 (45-08-04-14), 15 h 45.

**MEURTRE DANS UN JARDIN** (Anglais (Brit. v.o.) : Studio Gaumont, 9 (45-56-75-71).

**LE MYSTÈRE PICASSO** (Fr.) : Cinéma Gaumont, 37 (45-71-52-36), mar. 12 h 10.

**LES NUTS ET LES JOUES DE CHINA BLUE** (\*\*\*) (Am.-04-04-14), 20 h.

**ORANGE MÉCANIQUE** (\*) (Bel. v.o.) : Studio Gaumont, 37 (45-56-75-71).

**RAN** (Jap. v.) : Cinéma Gaumont, 37 (45-71-52-36), mar. 11 h 45.

**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) République-Cinéma, 11 (45-05-31-33) mer., ven., dim., mar. 14 h.

## Sus de La Coupole

La brasserie et le dancing ne subiront aucune modification», indique le promoteur. Les poteaux centraux de la grande salle seront simplement renforcés pour recevoir des charges

« Les Hanzi », 14 h 30, Grand Palais (L'Art pour tous).

« Evolution d'une architecture : Saint-Etienne-du-Mont », 15 heures, centre principal de l'église (Mouvements historiques).

« La cathédrale Saint-Alexandre »

- **Newsky**, 15 heures, 12, rue Daza (Monuments historiques).
- **« Exposition Marais »**, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).
- **Les petites synagogues dans le quartier du Marais**, 15 heures, sortie méridienne Saint-Paul (Monuments historiques).
- **Le quartier du Palais-Royal à travers son passé**, 15 heures, galerie nationale d'Orsay, 15 heures, grille du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Monuments historiques).
- **L'UNESCO, miroir du monde d'aujourd'hui**, 15 heures, 9, place Fontenay (Pygme).
- **La donation Vuitton au musée des Arts décoratifs**, 15 heures, 109, rue de Rivoli (Paris et son histoire).
- **Les vieux villages de Montesson**.

- 15 heures, sortie métro Lamarck-Caulaincourt (Résurrection du passé).
- « Tanis, l'or des pharaons », 16 h 30.
- Grand Palais, entrée de l'exposition (Haute Liennx et découvertes).
- « Le quartier de l'Yvette et l'atelier du sculpteur H. Bouchard », 14 h 45, métro Jussieu (V. de Langlade).

### *Les festivals*

**W. ALLEN** (v.o.), Champso, 5° (43-54)  
61-60), mer., dim. Comédie française  
d'une nuit d'été ; jay. Prends l'ocelle et tire-le  
en tirant ; voy. Broadway Melody : sam.  
dim. 15 h : Les deux à la maison ; lun.  
Zelig ; St-Laurent, 15° (45-79) (68)  
en alternance ; Prends l'ocelle et tire-le ;  
Broadway Danny Rose ; Tombé les larmes  
et tu sais.

**BUNYON** (v.o.), République-Cinéma, 11°  
(48-05) (53-33), en alternance : la Vie au  
château d'Archibald de la Cruz, Thérèse,  
los Olvidados, Nazarin, El.

**CARNÉ**, Saint-Lamont, 15° (45-32) (52-  
91-68), les Portes de la nuit, les Visions

**C. CHAPLIN**, Grand-Palais, 15° (45-54)  
46-85), les Temps modernes, les  
Lumière de la ville.

**E. FUSTACHE**, Studio 45, 3° (47-70)  
63-40), mer., jeu., dim. mar. 21 h : I  
Père Noël et les yeux bleus ; am. 15 h  
Vues Fréquentations ; sam. dim. 15 h  
Les yeux bleus et le Père Noël.

**GODARD, Dariaf**, 16° (43-21) (41-01),  
en alternance : Pierrot le Fou, Masculine  
Femmin, je vous salue Marie, Seauve q  
peint la vie, Deux ou trois choses...  
à l'équateur.

**J. JOUYET**, Réser-Locqz, 5° (43-54)  
54-54), dim. : Hôtel du Nord ; jam. 15 h  
Voyage.

**R. KEATON** (v.o.), Studio 45, 3° (47-70)  
63-40), sam. 15 h : le Dernier Baiser  
17 h : Les Lois de l'Hospitalité ; Dim. 15 h  
Flanques en folie.

**FILMS MUSICAUX** (v.o.), UGC Emery  
3° (45-63) (6-16), mer., 15 h : Les  
c'est un peu de l'hôtel des Femmes  
vies, Amour de minuit ; sam. 15 h  
Nancy, Dim. : This Is Elvis ; lun. Sûr

## PARIS

## Des bureaux au-dessus de La Coupole

La célèbre brasserie parisienne La Coupole, située sur le boulevard du Temples, sera bientôt entourée de 7 000 mètres carrés de bureaux. La société immobilière Cogedim en a en effet déposé une demande de permis de construire un immeuble de bureaux de 12 étages et au-dessus de ce lieu de rencontres des artistes et des intellectuels.

## LES VISITES GUIDÉES

### JEUDI 8

- « Au musée d'Orsay », 9 h 30, 1, rue de Bellechasse (Paris se son histoire).
- « Le musée d'Orsay », 10 h 30, 1, rue de Bellechasse (Paris Passion).
- « Chef-d'œuvre du musée d'Orsay », 13 h, 1, rue de Bellechasse (E. Romani).
- « L'Opéra », 13 h 45, hall d'entrée (M.-C. Lasserre).
- « Conciergerie et Sainte-Chapelle », 14 h 30, 1, qual de l'Horloge (Ans Conférences).
- « Notre-Dame de Paris, naissance de l'architecture gothique », 14 h 30, portail central (P.-V. Jader).
- « Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (G. Botteaux).
- « La manufacture des Gobelins au travail », 14 h 45, 42, avenue des Gobelins (M. L. Lasserre).

**VOULET**

- Les Haniva's , 14 h 50, Grand Palais (L'Art pour tous).
- Evolution d'une architecture : Saint-Etienne-du-Mont, 15 heures, centre principal de l'église (Monuments historiques).
- La cathédrale Saint-Alexandre-Newsky , 15 heures, 12, rue Darné (Monuments historiques).
- Exposition Marais , 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).
- Les petites synagogues dans le quartier du Marais , 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Monuments historiques).
- Le quartier du Palais-Royal à travers ses passages et ses galeries marchandes , 15 heures, grilles du Conseil

**Dans « le Monde de l'éducation »  
un dossier complet :**

**LES PLACES DISPONIBLES  
DANS LES FACULTÉS**

Sur le minitel à Paris et dans l'Île-de-France  
une mise à jour permanente (avec UNEF-ID)

**3615 TAPÉZ LEMONDE** puis UNEF



# Le Monde

## EMPLOI-9

### Les parcs de loisirs

## Une vitrine pour les services de demain

LES parcs de loisirs à l'américaine, de Eurodisneyland à Astérix, en passant par Mirapolis, ont été et restent des créateurs de dizaines de milliers d'emplois ? et de quelles qualifications ? Après une période d'euphorie, suscitée par la signature du contrat Eurodisneyland en mars dernier, l'ouverture du premier parc français, celui de Mirapolis (le Monde du 17 juin 1987), permet pour la première fois de confronter les estimations avec la réalité. Tant en termes quantitatifs que qualitatifs.

Car si certains chiffres sont revus à la baisse (voir encadré), les parcs de loisirs pourraient bien devenir en revanche des pôles de compétences, en insufflant des méthodes industrielles dans un secteur traité jusqu'à présent en France de façon plutôt artisanale : celui des services. « Si les parcs américains marchent bien, estime M. Gaffner, directeur des services techniques de l'industrie hôtelière, à son retour d'un voyage d'étude sur les parcs de loisirs aux Etats-Unis, c'est parce que ce sont des produits finis, très pensés, très élaborés. Ils sont gérés de façon constante, tenace, et maintiennent une qualité permanente. »

Pour assurer cette qualité, tant au niveau de la création qu'à celui de l'exploitation d'un parc, de nouveaux métiers sont en train de naître, de nouvelles alliances de compétences à imaginer et un nouveau comportement à faire admettre de la part de tout le personnel.

Pour un parc de loisirs, la constitution de l'équipe de conception réclame déjà un minimum d'esprit de créativité. La composition de l'équipe du parc Astérix, projet qui devrait voir le

Plus que créateurs d'emplois, les parcs de loisirs pourraient bien devenir créateurs de compétences. Leurs gestionnaires, cadres et employés utilisent des méthodes de travail jusqu'alors réservées au secteur industriel, mais qui devront se généraliser dans les activités de service de demain : dans le tourisme et l'hôtellerie tout particulièrement.

jour au printemps 1989, en Picardie, illustre bien la diversité des compétences nécessaires pour mener à bien une telle réalisation. A sa tête un financier, Eric Licoya, directeur général de la Compagnie financière Barclays, et un spécialiste de l'immobilier, Patrice Tournier, président de la Sferg. Une direction bicéphale que l'on retrouve aussi du côté des architectes, où Jean-Michel Ruols, un concepteur de parcs aquatiques, et Michel Kalt, expert dans la construction de villes nouvelles en « site vierge » (il a construit en particulier la ville de Kourou), animent en ces heures de « charrette » finale une équipe de quarante architectes.

#### Avec Uderzo et Pierre Tchernia

Mais, tout comme un décor de théâtre ne peut être conçu sans le metteur en scène, les bâtiments d'un parc ne peuvent être dessinés sans une étroite connaissance des spectacles qui les animeront. Tout au long du projet, les architectes se font donc faire aider d'une équipe qui ne peut plus pluridisciplinaire. Jugez-en plutôt. Au côté d'Albert Uderzo, co-auteur avec René Goscinny du personnage d'Astérix, planchent simultanément : Pierre Tchernia, l'auteur et réalisateur de télévision et de cinéma bien connu, mais aussi Raoul Franco, réalisateur de clips

publicitaires et dont le savoir-faire est nécessaire pour mettre au point des messages perceptibles en quelques fractions de seconde. Tandis que des dessinateurs humoristiques comme Godieb et Fred intègrent gags et clin d'œil au scénario initial. M. D'Ouidio, qui a longtemps travaillé pour Robert Hossein, conçoit les décors.

A intervalles réguliers, ils remettent leurs travaux à deux consultants américains, spécialistes de la gestion des flux de foules dans les parcs de loisirs. Un métier inconnu en France ! « Bisons fûtés es parcs de loisirs », ils décèlent les attractions susceptibles de provoquer des bouchons, remettent en cause l'emplacement de tel restaurant qui interromprait de façon inharmonieuse le flux des visiteurs, ou la taille de telle boutique, ou encore la disposition des parkings. Sans jamais intervenir sur le contenu des attractions, ils mettent en évidence tout ce qui pourrait nuire à leur exploitation. « Ils nous ont déjà fait refaire le parc plusieurs fois », commentent Marie-Françoise Laget, responsable de la communication pour le parc Astérix.

La créativité continue d'être nécessaire pour recruter et former les équipes d'exploitation. Car, en France, considérer que la vente d'un service doit être assurée en respectant un niveau de qualité codifié, normalisé, tout comme

peut l'être un produit industriel, est loin de faire partie des mœurs. Le Club Méditerranée fait figure de pionnier en la matière. Raison pour laquelle Paris Parc, société assurant la gestion de Mirapolis, a fait appel aux compétences du Club pour la sélection de ses animateurs et la formation de tout le personnel du parc (voir encadré).

Du vendeur au serveur de restaurant, en passant par le personnel d'entretien, jardinier ou électricien, « tous doivent travailler en respectant les mêmes standards de qualité : qu'il s'agisse de la qualité de l'accueil, de la sécurité, de la propreté, de l'animation », insiste Jean-Louis Pello, responsable des relations humaines de Mirapolis. « Nous devons viser le zéro défaut, c'est-à-dire la satisfaction à 100 % des visiteurs », ajoute-t-il, utilisant un langage plus proche de la production de machines-outils que de la promenade en balançoire !

#### Du personnel qualifié et motivé

Si aucun cursus scolaire précis n'a été exigé lors de la sélection du personnel d'animation de Mirapolis, il n'en sera sans doute pas de même pour Astérix. Dès aujourd'hui, c'est-à-dire près de deux ans avant l'ouverture, les responsables du parc négocient des conventions de jumelage avec des lycées de la région, à Senlis, Creil, La Chapelle-en-Serval et Nogent-sur-Oise. Des promotions d'élèves formées en fonction des besoins spécifiques du parc en matière de robotique, mais aussi d'habillement, pourront ainsi dès l'ouverture assurer le fonctionnement des 1400 automates, la confection de leurs costumes, ainsi que ceux des 2000 employés.

Peu souvent évoqué, car peu important numériquement (il représente 10 % à 20 % des effectifs d'un parc), « le personnel d'encadrement devra aussi être très motivé. C'est l'un des ingrédients essentiels dans la réussite des parcs américains », observe G. Gomez, responsable du projet Eurodisneyland, à la Banque Indosuez. Ils devront eux aussi faire preuve d'innovation, puisque, à la différence d'activités traditionnelles, 80 % des employés de parcs seront des saisonniers, des étudiants en particulier. Ils devront les convaincre, comme le fait Jean-Louis Pello aujourd'hui, « qu'un emploi dans un parc, plus qu'un job de passage, apporte une réelle expérience professionnelle, qu'il est possible de faire fructifier dans d'autres activités de services ».

La réussite des parcs, et donc des créations d'emplois, en dépend.

ANNIE KAHN.

#### EN BREF

● L'emploi résiste mieux en Ile-de-France. — Selon une enquête publiée par l'Observatoire économique de Paris, l'emploi a diminué de 0,9 % entre 1982 et 1985 en Ile-de-France contre 1,6 % dans les autres régions. Cette différence est essentiellement due à une moindre baisse dans le secteur du bâtiment et du génie civil et agricole. A noter néanmoins : l'emploi dans le tertiaire augmente moins vite à Paris qu'en province (+ 2,6 % en Ile-de-France contre + 4,4 % en province).

● Electronique professionnelle. — L'étude sur l'emploi dans le secteur de l'électronique professionnelle (voir « le Monde Emploi » du 18 avril) est désormais disponible. Editée en quatre volumes, elle peut être retirée au service d'information et de documentation du CERQ, 9, rue Sextius-Michel, 75015 Paris, tél. : 45-75-62-63, poste 218, ainsi qu'au Centre d'études de l'emploi, 51, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris, tél. : 42-85-72-07.

#### A NOS LECTEURS

La parution de « Monde Emploi » sera interrompue pendant l'été. Le prochain numéro paraîtra début septembre.

### Des transferts et des créations

CHIFFRER les créations d'emplois liées à la construction de parcs de loisirs est une activité particulièrement hasardeuse. En effet, ces emplois sont de trois types : emplois liés à la construction du parc, emplois liés à son exploitation, emplois induits lors de ces deux phases. Or il était jusqu'à présent considéré que les créations d'emplois devaient provenir pour l'essentiel des emplois induits. Une étude publiée en janvier 1986 par la DATAR estimait en effet à 15000 environ le nombre d'emplois qui pourraient être directement créés par l'ensemble des parcs en France dans leurs phases d'exploitation, et à 100000 les emplois indirects.

Un « coefficient d'essaimage » de 6, qui était également celui utilisé par Eurodisneyland lors de ses premières estimations. Il était alors dit que les 6000 emplois créés par le parc en généreraient 30000 environ dans la région. Ces estimations sont aujourd'hui révisées à la baisse. Les derniers chiffres fixent à 4 682 le nombre d'emplois nécessaires par Eurodisneyland lors de son ouverture et à 6292 le nombre d'emplois induits (en équivalent temps plein), 65000 emplois (12000 emplois directs et 53000 emplois indirects) étant prévus « à terme ». D'où vient la différence ?

Comme l'explique Pascal Perez, consultant pour le parc des Schtroumpfs, « le calcul du coefficient d'essaimage prend en compte quatre phénomènes :

— l'augmentation de la demande issue des dépenses de fonctionnement du parc (par exemple l'achat d'aliments pour les divers restaurants du parc) ;

— l'augmentation de l'investissement consécutive à l'augmentation de la demande (c'est-à-dire le renouvellement accéléré des équipements nécessaires à la fabrication des aliments en question) ;

— l'augmentation de la demande provoquée par la population résidente nouvellement installée près du parc (création de commerces, par exemple, pour les employés du parc) ;

— l'activité des entreprises qui s'installent à proximité du parc (création de zones de bureaux) ;

Or il semble que, dans le cas d'Eurodisneyland, ce dernier point ait été particulièrement surestimé. Les 23000 emplois « de bureau » figurant dans les premières estimations sont ramenés à 1000 aujourd'hui. En outre, peut-on réellement parler de créations puisqu'il s'agit d'emplois liés à l'installation d'entreprises à proximité du parc, entreprises entrées par les commodités (transports en commun, commerces) suscitées par le parc mais qui ne seraient installées ailleurs dans d'autres circonstances ?

Plus que de créations, il s'agit donc plutôt de transferts d'emplois : un transfert certes intéressant au niveau de la région concernée, mais qui n'a plus guère de signification à l'échelle nationale. De 6 il y a un an et demi, le coefficient d'essaimage utilisé aujourd'hui dans la plupart des estimations est compris entre 1 et 2, ce qui ramènerait à moins de 30000 le nombre d'emplois induits par les parcs de loisirs. Ajoutés aux 15000 emplois directs, on obtiendrait ainsi pour la France un bassin potentiel de 45000 emplois.

A.K.

### Animateur à Mirapolis

VÉRONIQUE, Patricia, Antoine et les autres sourient obstinément. Animateurs au parc de loisirs de Mirapolis, leur mission va au-delà de ce qu'on attend des hôtesse stéréotypées d'un congrès ou d'une exposition. Ils sont là pour renseigner « gentiment » les visiteurs du parc, les aider « courtoisement » à s'installer dans les manèges, les accompagner « chaleureusement », ils sont en fait les prototypes d'une nouvelle profession : les salariés du loisir.

On leur demande, en effet, non seulement d'être polis et accueillants, mais encore d'aimer et rire et faire rire, « d'être enthousiastes » et « positifs », de « s'adapter à toutes les situations », d'être assez psychologiques pour désarmer le client agressif, d'être polyvalents. Bref, Paris Parc a recruté ses salariés sur des critères de « géniosité humaine ». Ils doivent même être capables, selon M. Marc Tombez, psychologue, ancien du club, de « créer le bien-être des visiteurs par des gestes d'amour ordinaire ». Symbole de leur « gentillesse », de leur spontanéité, de leur patience, ils porteront le

badge où leur nom est inscrit du côté gauche : « sur le cœur... »

Pour autant les responsables des parcs exigent aussi un bon niveau de culture générale : 70 % des salariés de Mirapolis ont au moins le bac, la plupart des autres ont passé un BTS de tourisme.

Ce recrutement particulier va de pair avec une formation spéciale. Pas question de s'enfermer dans la chaîne pendant huit heures par jour. « Les salariés doivent être gais, mais je veux qu'ils affichent une souriante de qualité », affirmait récemment M. Robert Fitzpatrick, directeur d'Euro-Disneyland, qui ajoute : « Même le jeune qui passe sa journée à ramasser des mégots doit penser qu'il fait autre chose que le ménage ». Ainsi, durant sa formation à l'université de Disney, chaque salarié apprendra qu'il est le membre indispensable d'un groupe, du plutôt d'une troupe de théâtre ». Le client-roi qui vient vivre une journée de joie et de rêve dans le royaume enchanté a-t-il autant besoin des salariés qui sont sur scène (personnel d'accueil, vendeurs, etc.) que de ceux qui agis-

sent en coulisse. La formation continue assure la qualité des prestations : chaque jour le salarié consigne par écrit le bilan de sa journée.

M. Tombez sait qu'il n'offre à ces jeunes ni un salaire mirobolant (6 000 F par mois) ni la sécurité de l'emploi, les contrats à durée déterminée s'achèveront en octobre. Mais il veut s'engouffrer d'avoir au moins les salariés du parc. Sans doute l'attrait de retrouver un travail lors de la prochaine saison joue-t-il, de même que l'exemple de Disney où des jeunes étudiants entrent bénévolement dans l'entreprise occupant aujourd'hui des postes de cadre. Mais est-ce possible à Mirapolis où l'entreprise ne compte jamais qu'un millier de salariés ? Marc Tombez rétorque inlassablement : « Nous offrons à des jeunes la possibilité d'entrer dans la vie sociale et professionnelle. Nous leur donnons de l'assurance. Bref, nous les armons pour l'avenir. La moitié d'entre eux n'ont-ils pas trouvé ici leur premier emploi. »

M.-C. R.

### Ingénieur et stratège

« L'INGÉNIEUR de demain sera un homme qui réfléchit en termes d'avenir de l'entreprise. Un homme capable de motiver ses équipes. Mais aussi un innovateur déterminé et serein. » L'étude menée auprès de mille cinq cents ingénieurs par la revue Industries et Techniques (1), en collaboration avec le Centre de communication avancée (CCA), montre à quel point les ingénieurs souhaitent désormais sortir de leurs laboratoires ou de leurs bureaux d'études pour être associés aux décisions stratégiques de l'entreprise. Un souhait qui semble néanmoins être rarement exaucé : 90 % des ingénieurs interrogés s'avouent pris de « lassitude devant la passivité ambiante ».

Mais s'ils sont unanimes sur ce point, les ingénieurs seraient loin de former une population homogène. Fidèle à la tradition du CCA, Mike Burke les a regroupés en quatre populations. « Dédale », « Mercure », « Prométhée », ou « Cadmos » : il a cette fois-ci choisi quatre dieux de la mythologie grecque pour décrire leurs comportements. Les ingénieurs Dédale, version européenne des yuppie d'outre-Atlantique, rassembleraient 18 % des ingénieurs d'aujourd'hui. Agés de moins de trente ans, ils sont dynamiques, ambitieux, et n'ont pas peur de prendre des risques. Entrepreneurs, ils sont aussi difficiles à encadrer.

Les ingénieurs Mercure sont plus proches de la quarantaine. Souples d'esprit, ils sont aussi de

fins diplomates. Ambitieux et énergiques, ils n'ont pourtant pas le goût du risque. 28 % des ingénieurs se situent dans cette catégorie.

La famille la plus nombreuse est celle des Prométhées : elle réunit 46 % des ingénieurs. Ils ont avant tout l'esprit d'équipe, car, pour eux, « la réussite de l'entreprise se situe bien au-delà de l'innovation technologique et de l'initiative personnelle ».

La tradition est bien gardée par les Cadmos. Ils ne rassemblent que 8 % de la population considérée. Effrayés par les nouvelles technologies et l'innovation sociale, « prudence » aussi et rigueur » sont leurs maîtres mots.

(1) « Les hommes de la technologie », numéro spécial de Industries et Techniques, 194 pages, éd. CEP - Informations et Technologies, prix : 50 F.

### ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE		ÉTRANGER (voir norme)	
2 semaines	76 F	2 semaines	145 F
1 mois	150 F	1 mois	261 F
2 mois	260 F	2 mois	482 F
3 mois	354 F	3 mois	687 F

Tarifs par avion, nous contacter :  
tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules. DIX JOURS avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du ..... au .....  
NOM ..... Prénom .....  
Mon adresse de vacances :  
N° ..... Rue .....  
Localité .....  
Code postal : ..... Ville .....  
Pays .....  
Ci-joint mon versement ..... F

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant (10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement ..... ou votre adresse actuelle

صكنا من الوجل



## DU PONT Polymer Technologists Outstanding International Career Opportunities

DuPont, a highly successful worldwide corporation, is at the forefront of polymer technology — and intends to stay there. Current successes and future growth plans have created the need for additional resources to support our Elastomers and Ethylene Products Division.

We are looking for young, professional scientists to initially work at our Elastomers Research and Technical Centre which is just north of London. You will spend 2-3 years gaining a thorough working knowledge of our development and technical support functions after which, you will be assigned to a technical, sales or marketing role either in Switzerland or elsewhere in Europe.

You must have as a minimum qualification APRI or a similar industry equivalent. Ideally you should have a degree in a scientific or engineering discipline and you may also have a post-graduate qualification. Whilst we welcome applications from all nationalities, an absolute necessity is

fluency in English and one other European language.

Ideally, you will have spent 2-3 years in the polymer industry although we are also willing to consider new or recent graduates. Above all, you must be able to demonstrate an ability to contribute significantly to an already successful organisation.

As you would expect from a company of this calibre, these positions offer a very attractive compensation package with, a highly competitive salary and benefits, which includes generous relocation assistance.

If you are interested in these exciting opportunities, please write in the first instance enclosing full career history to Nigel Plumpton or Jerry Wright at Grosvenor Page Management Selection, Kingsbury House, 6 Sheet Street, Windsor, Berks SL4 1BG, England, or telephone England (0753) 840858. Please quote reference WGP8708/A. (Initial interviews will be held throughout Europe.)

### GROSVENOR PAGE Management Selection

Windsor & Birmingham  
A member of Addison Consultancy Group PLC

## Jeune Analyste d'Affaires

Visée : Responsabilité Opérationnelle aux U.S.A. ou Grande-Bretagne

Leader dans son domaine du film d'emballage cellulosique alimentaire, notre Groupe américain (\$ 300 millions), très profitable, se donne les atouts de son développement : esprit de conseil, créativité, management dynamique. En Europe, 5 filiales, en France 2 unités de production, un centre de recherche.

Détaché auprès du P.D.G. France, prenant en charge l'audit interne des filiales européennes, le reporting auprès de la Société mère, vous serez le révélateur des améliorations de gestion : machines, matériel, money, methods, men. Pour assurer vos recommandations sur la stratégie et les résultats, vous effectuerez, coordonnerez toute analyse d'opportunité de croissance, diversification, rachats, restructuration. De culture anglo-américaine, parfaitement bilingue, diplômé d'une Grande École de Commerce, vous avez acquis, de préférence en cabinet d'audit, une première expérience de gestionnaire d'entreprise en gestion financière, technique, commerciale, humaine et raisonnée en terme de management global.

Vous souhaitez faire évoluer, à terme, votre carrière vers une responsabilité opérationnelle aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Ces perspectives vous intéressent, merci d'écrire, sous référence 47 ES/O M, à l'Agence AFLUENTS - 49, avenue Trudaine - 75009 PARIS - qui transmettra. Confidentialité assurée.

### Export Sales

Spain/Latin America

International consumer goods company with European offices in Switzerland wishes to appoint a market Development Manager for its Latin American region. Applications are invited from candidates, age 28-35, with commercial/BA background and a few years of international marketing and/or sales experience, preferably gained with a multinational group. Fluency in English and Spanish is essential. The position offers above average career prospects for an entrepreneurial and committed individual. Please send your CV in confidence to Personnel & Management Consultants Inc., P.O. Box 315, 8030 Zurich, Switzerland.

Groupe TP de premier plan recherche pour Département d'Outre-Mer

## Un secrétaire général-directeur comptable

De formation supérieure (ESCAE ou DECS) le candidat retenu devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans acquise de préférence dans les Travaux Publics, si possible Outre-Mer. Il aura en charge l'animation globale de l'équipe administrative et comptable de la filiale locale.

Avantages habituels liés à l'Outre-Mer. Possibilités d'évolution au sein du groupe largement implanté dans le monde et dans l'hexagone.

Envoyer CV détaillé et photo sous référence 2489 M à :

SOURCE - 108, rue Saint-Honoré  
75001 Paris, qui transmettra.

Important groupe agro-industriel rech. pour une de ses filiales africaines :

### DIRECTEUR

PROFIL : Diplômé d'une école agronomique ou de gestion (ENSA - ISTON - ESSEC - SUP DE CO...). Avec exp. de 5 ans min. dans un poste équivalent. Connaissance des pays tropicaux indispensables et de préf. africains. Angl. souhaité.

FONCTION : Responsable de la gestion d'un ensemble agro-industriel sous tous ses aspects et notamment agronomique, industriel, commercial et relations publiques.

Adm. dossier de candidature (CV, photo) au réf. 28.188 à COMTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmet.

## ROYAL TROPICAL INSTITUTE

(Koninklijk Instituut voor de Tropen, KIT)

Mauritskade 63, 1082 AD Amsterdam

Since the early 1950's, experts of the KIT have been intensely involved in research, planning, implementation and evaluation of activities of national and international development agencies. Its services are based on a unique interaction between consultancy, research and training activities.

The aim of the RURAL DEVELOPMENT PROGRAMME is to improve the welfare of the populations living in rural areas and provincial centres of developing countries through involvement in planning, execution and evaluation of various types of projects and programmes. RDP contains four interrelated subprogrammes with complementary activities for achievement of this aim, namely: agricultural development; development planning & food policy; nutrition and agrotechnology; primary health care.

AGRICULTURAL DEVELOPMENT focuses on projects concerning development of smallholder farmers and their production systems with emphasis on on-farm research, sustainable systems and increasing the participation of women in the development process. To support the expanding activities of KIT we wish to recruit professionals in the fields of:

- agronomy with experience in field crops (rainfed and irrigated) and/or perennial crops
- natural resources with emphasis on land use soil science
- animal husbandry with expertise in mixed farming
- agricultural economics (project economics and farm economics)
- extension with expertise in field training and research-extension linkage
- rural sociology with experience in rural organization, cooperative development and credit schemes.

DEVELOPMENT PLANNING is mainly concerned with the generation of employment and incomes, and particularly the promotion of small-scale enterprises. To strengthen these activities we wish to recruit professionals in:

- small enterprises development with particular reference to the provision of credit and small-scale non-agricultural activities; the initiation and implementation of credit schemes and training programmes; management assistance to small enterprises; the creation and strengthening of governmental and private organizations, active in the area of small enterprises support to developing countries.

### Requirements:

Candidates should have an academic education (or equivalent), with a socio-economic specialization for the Development Planning-vacancies; ample experience in the above mentioned fields of (rural) development; be fluent in spoken and written English; have a working knowledge of two other languages and be prepared to travel abroad on short and long term consultancies.

KIT is an Equal Opportunity Employer.

### Salary:

Employment may be on temporary or permanent terms depending on experience and availability.

Applications with extensive CV and list of publications should be sent - before 29th August, 1987 - mentioning ad.nr.1.20, to the Royal Tropical Institute, 63 Mauritskade, 1092 AD Amsterdam, The Netherlands; att. Dept. of Personnel & Organization, Ms. Rita Y. Loupias; tel. (0)20-5688420/-403.

### LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza  
concursos de méritos reservados a  
nacionales españoles (m/f) para  
3 puestos de

**JEFE DE DIVISION (A3)**  
1 puesto de

**CONSEJERO (A3)**  
(Formación universitaria indispensable,  
15 años de experiencia profesional).  
28 puestos de

**ADMINISTRADORES  
PRINCIPALES (A5 / A4)**  
(Formación universitaria indispensable,  
12 años de experiencia profesional).  
Para los detalles solicitar los anuncios de  
concurso a:

Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200,  
B-1049 Bruxelles. Tél. 02 / 235.11.11.

### A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza  
concursos de méritos reservados a  
nacionais portugueses (m/f) para  
1 lugar de

**CHEFE DE DIVISÃO (A3)**  
(Formação universitária indispensável,  
15 anos de experiência profissional).  
12 lugares de

**ADMINISTRADORES  
PRINCIPAIS (A5 / A4)**  
(Formação universitária indispensável,  
12 anos de experiência profissional).  
Para mais informações peça o aviso de  
concurso a:

### A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza  
um concurso geral mediante prestação de provas para a constituição de uma  
lista de reserva de

## INTÉRPRETES (m/f\*) de língua portuguesa (COM / LA / 582)

QUER SER INTÉRPRETE DE CONFERÊNCIA NA COMISSÃO  
DAS COMUNIDADES EM BRUXELAS?

- Se efectuou estudos universitários completos;
  - se possui pelo menos 2 anos de experiência profissional pós-universitária, dos quais 1 ano na qualidade de intérprete de conferência;
  - se tem como língua activa principal o português e possui um conhecimento profundo de pelo menos duas das seguintes línguas: alemão, dinamarquês, espanhol, francês, grego, inglês, italiano e neerlandês;
  - se nasceu depois de 14 de Agosto de 1948;
  - se é nacional de um dos Estados-membros das Comunidades Europeias;
- Pode obter o aviso pormenorizado do concurso e o acto de candidatura publicado no Jornal Oficial das Comunidades nº C 167 de 25 de Junho de 1987, dirigindo-se, de preferência por bilhete postal, a:
- Comissão das Comunidades Europeias, Divisão Recrutamento, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, tel. 02 / 235.11.11;
  - Secretariado de Imprensa e Informação CCE, Rua do Salitre 56 - 10º, 1200 LISBOA, tel. 54.11.44.

Data limite para a apresentação das candidaturas: 14 de Agosto de 1987.

\* A Comissão desenvolve uma política que tem por objectivo assegurar a igualdade de oportunidades entre mulheres e homens em todas as profissões.

Directeur  
de la comptable

SOURCE

INTERNA

OVERHEID  
RAAGT

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS

PLAATS



# Le Monde

## CADRES

BANQUE PARIS recherche

### Directeur de la comptabilité

- Dans le cadre d'une organisation générale décentralisée, il assume la responsabilité d'ensemble des questions comptables, fiscales et réglementaires.
- Assisté d'une équipe de cadres, il a la charge de l'établissement des résultats mensuels, des comptes annuels et comptes consolidés.
- Le candidat devra avoir une formation supérieure, être titulaire du diplôme d'expertise comptable et avoir une expérience d'au moins cinq ans en cabinet.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 2495 M à Sources qui transmettra.

SOURCES

108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris  
qui transmettra en toute confidentialité.

Dans le cadre de son expansion,  
filiale d'un Groupe Multinational anglo-saxon,  
fabriquant des composants de cablage,  
implantée BANLIEUE OUEST, recherche pour  
SA DIVISION AUTOMOBILE

### ingénieur commercial hf

PROFIL :

- Devra justifier d'une connaissance de la vie professionnelle d'au moins 3 ans et d'avoir orienté sa carrière vers la vente.
- Niveau ingénieur, ou expérience plus BTS (si possible dans le domaine des matières plastiques).
- Ses qualités de créativité/courtoisie techniques et d'esprit d'équipe seront primordiales.
- Pratique de l'anglais.

ROLE :

Dans le cadre de cette création de poste il (elle) secondera le responsable du marché des constructeurs et sous-traitants, visitera les bureaux d'études, étudiera les applications spécifiques.

NOUS OFFRONS :

Rémunération attractive, voiture de fonction, poste évolutif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 27736 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01 qui transmettra.

### Chef de publicité recrutement

Pour un quotidien national de premier ordre - La notoriété de ce journal est désormais incontestée et ses pages de publicité d'offres d'emploi remportent un vif succès. C'est pourquoi la direction des annonces classées renforce son équipe en intégrant un jeune chef de publicité notamment pour sa rubrique technologies de pointe. Basé à Paris, il sera responsable à part entière, de la gestion de son activité : promotion du support, développement des contacts avec les entreprises, suivi des agences et cabinets de recrutement. Ce poste s'adresse à des candidats de formation supérieure (ESG, MSG...), débutants ou possédant une première expérience de la vente de services aux entreprises. Ouverture et motivation aux technologies nouvelles sont indispensables. La rémunération sera relative au candidat de valeur. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2872M. (PA Minutiel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## INTERNATIONAL

### RIJKSOVERHEID VRAAGT

MINISTERIE VAN  
BUITENLANDSE ZAKEN

hoofdafdeling Vertalingen, bureau Frans

vertaler frans (v/m) vac. n° 71002507  
voor 24 uur per week

Vereist: moedertaal Frans; universitaire of hiernaas vergelijkbare (taal)opleiding; een goed gevoel voor nuanceringen (zowel in de moedertaal als in het Nederlands); een redelijke leesvaardigheid in het Engels en Duits. Ervaring als vertaler en een goede kennis van Nederland, zijn volk, geschiedenis en maatschappelijke structuur strekken tot aanbeveling.

Standplaats: Den Haag.  
Salaris: max. 1.622,- per maand (bij volledige werkweek).  
Kandidaten dienen bereid te zijn deel te nemen aan een vertaaltent.

Sollicitaties inzenden voor: 25 juli 1987.

Functie-informatie telefonisch aanvragen bij  
dhr. R.F. Kraemer, onder no. (070) 48 55 25.

Een psychologisch onderzoek kan deel uitmaken van de selectieprocedure.

Schriftelijke sollicitaties, onder vermelding van het vacaturenummer (in linkerbovenhoek van brief en enveloppe), zenden aan de Rijks Psychologische Dienst, Postbus 20013, 2500 EA 's-Gravenhage. Een mededeling van ontvangst van uw sollicitatiebrief wordt u door het ministerie toegezonden.

De rijksoverheid wil meer vrouwen in dienst nemen. Bij gelijke geschiktheid van kandidaten genieten vrouwen de voorkeur.

### General Manager for West Africa

Our client seeks to recruit an energetic manager to take charge of a company engaged in the importation, manufacture and distribution of a range of specialised products.

The successful candidate, ideally aged 35-50, married and probably a graduate, will have previous managerial experience in West Africa and the ability to develop the business profitability and to lead and motivate an enthusiastic team. Fluent in French and a working knowledge of English essential.

This challenging and demanding position offers an attractive remuneration and fringe benefits.

Written applications in French together with full c.v. should be sent to:

The Managing Director  
Clarence International Limited  
P.O. Box 567  
GIBRALTAR.

### SALES/SERVICE ENGINEERS

NL Treating Chemicals, an oilfield specialty chemical firm seeks sales and service engineers to be involved in technical services and product sales in Europe, Africa, Middle and Far East.

Candidates should have a college degree in Chemistry and be fluent in English plus one additional appropriate language. We offer a competitive salary plus allowances dependent upon country assignment.

The normal work schedule will be a rotating 8/3 weeks between the home location and assignment location.

Please apply in English with full personal and career details including salary requirements to:

W.F. Almon  
Director of Employee Relations  
NL Treating Chemicals  
P.O. Box 60020  
Houston, Texas 77205, U.S.A.

GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES recherche un

### Directeur Adjoint

pour une filiale située dans le

MAGHREB

PROFIL :

- Age minimum 32 ans,
- formation grande Ecole de Gestion,
- expérience de gestionnaire confirmé dans le secteur des services et particulièrement dans le commerce des denrées alimentaires,
- connaissance et pratique de la langue anglaise.

Logement et voiture de fonction fournis.

Merci de bien vouloir adresser un dossier de candidature complet comprenant lettre manuscrite, C.V., photo récente et copie des diplômes et certificats professionnels, s/réf. 11900 à PIERRE LICHAD S.A. - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

DE DISTRIBUTION

DE FOURNITURES EN GROS,

POUR HABILEMENT

recherche

REPRÉSENTANTS

EXCLUSIFS

Paris Centre, province

et près. MILGROU, 26, rue du

Caire, 75002 Paris.

Membre du Premier Groupe

Mondial d'Inspection

de Contrôle

SOS QUALITEST Département

recherche (H.F.) pour renforcer

ses Agences en France et terri-

toires d'outre-mer

INGÉNIEUR

de formation ECL, ECP, P. et

Ch. ETP, ENSAIS, INSA ou

équivalent.

Il sera chargé d'assurer la vérifi-

cation des plans et documents

techniques des affaires traitées,

de suivre les chantiers.

Une expérience de 2 à 5 ans en

Bâtiment (B.E., I.E.T., B. de

Contrôle) est souhaitée.

Merci d'adresser C.V., photo,

prétentions,

SOS QUALITEST

19, rue du Louvre,

75001 PARIS.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour l'enseignement mécanique

et transports région parisienne

des techniciens

Niveau BTS ou DUT, logisticien

Débutant accepté.

Formation et développement

de carrière assurée.

La rémunération

sera en fonction

des qualifications.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution

du groupe DANZAS, recherche

pour ses services comptables

et informatiques

en région parisienne

ou BAC G2.

Contrat à durée indéterminée.

Env. c.v. et prêt. s/réf. 27 683

CONTESSÉ Pub., 20, av. de

l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SATEM, société de distribution



locaux  
nmerciaux

**Ventes**

F9 SAINT-ANTOINE / ALIGRE

950 000 F. Local ciel 100 m  
fac. 6 m, poss. 30 m en plus  
PROPRIETAIRE 43-37-74-4.

**ALFORTVILLE** local ciel  
500 m<sup>2</sup>. Prix 1.950.000 F  
possibilité location.  
Prix 3.200.000 F h.t. / ancré  
ANDEP 43-45-28-28.

**Locations**

**ENTREPRISE**

**A LOUER**  
**GENNEVILLIERS (92)**  
**BONNEUIL (94)**  
Quai routier, fer, cloisons,  
bureaux d'accompagnement  
sur zone gérée en  
cellules  
de 500 à 2 500 m<sup>2</sup>,  
prix net de charges  
et sans commission  
d'intermédiaires.  
T.: (1) 45-78-81-82, p. 48  
**PORT AUTONOME**  
**DE PARIS**  
service commercial.

**Locations**  
**GOURBEVOIE 240 m**  
+ 100 m<sup>2</sup> ss-sol travau  
220.000 F + charges.  
VESTA - 47-30-30-55.

Constitution SARL 1.500 F H  
INTER DOM - 43-40-68-50

**VOTRE SIÈGE SOCIAL**  
**DOMICILIATIONS**  
SARL - RC - RM  
Constitutions de sociétés  
Démarches et tous services  
 permanences téléphoniques  
**43-55-17-50**

**COLLINE ST-ÉLOI**

**345 m² RENOVÉS**  
**PARKINGS, RENOVÉS**  
**PASSIM - 42-25-38-3**

---

**ÉTOILE-GEORGE V**  
Lieu directement 1 bureau  
+ dans immeuble standing  
Tél. : 45-83-17-27.

---

**MADELINE**

**78 - 92 - 94**  
A PARTIR DE 138 m<sup>2</sup>  
Prix net des charges et de la  
commission d'intermédiaire  
T.: (1) 45-78-81-82, p. 48  
**PORT AUTONOME**  
DE PARIS.

**ST-PHILIPPE-ROULE**  
275 m<sup>2</sup> bureaux, 1<sup>er</sup> et inv.  
stand. Desclercq, 42-73-00-2  
50 ANNEE 13 A VALLEE

**LE VENDOME, 2<sup>e</sup> tranche**  
7 500 m<sup>2</sup> lots à partir de  
400 m<sup>2</sup>, Livraison FIN 1987  
SAGEL VENDOME 45-22-38-0

**1<sup>er</sup>, MONT-THABOR**  
2 lots 120 m<sup>2</sup> environ,  
5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> étages  
Px : 2 500 F le m<sup>2</sup> par an.  
SAGEL VENDOME 45-22-38-0

**8<sup>e</sup>, CHAMPS-ELYSEES**  
EXCEPTIONNEL

## **GENDA**

**TOUS TRAVAUX  
DE CARROSSERIE  
ET DE MÉCANIQUE.**  
Entretien rapide et soigné.

**SAËL BROUËL**  
28, rue Dante  
\$1600 SAVIGNY-SUR-ORGE  
Tél. : 88-44-00-40.

---

***Poésie***

**Accessoires**  
*autos*

**IL MONTE VOTRE  
AUTO-RADIO  
A PARTIR  
DE 135 F**

Le poseur spécialiste le moins cher de Paris c'est Autotec, qui installe le poste que vous possédez mais vend aussi les meilleurs autoradios : pour 695 F, un FM stéréo, cas-

son antivol. On trouve  
le Boston de Siepunkt,  
un poste à recherches  
électroniques avec  
15 présélections en FM,  
GO, PO, pour 1 575 F au  
33, av. d'Italie (13).  
M<sup>r</sup> Tolbiac, 43-31-73-56.

**MONTE VOTRE  
AUTO-RADIO  
PARTIR  
DE 135 F**

FM stéréo, cassette, GO, d'une parfaite, muni de vol. On trouvera de Sleupunkt, re à rechercher techniques avec sections en Fb, pour 1 575 F au d'Italie (13) : sac, 43-31-73-55.

— *Journal of the American Medical Association*, 1997

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26



## AFFAIRES

Face au problème de la dette du tiers-monde

### La Midland vend trois de ses filiales

Nouveau coup de théâtre dans la pièce qui voit les banques internationales tenter de régler le problème de leurs prêts au tiers-monde : la Midland Bank, l'une des principales banques britanniques, a annoncé, mardi 7 juillet à Londres, un ensemble de mesures spectaculaires et importantes. Sir Kit McMahon, président de la Midland, a indiqué que son établissement allait vendre trois de ses filiales, accroître considérablement ses provisions sur ses prêts au tiers-monde et procéder à une augmentation de capital.

Pour la première fois, une grande banque internationale décide de s'attaquer au problème de ses créances douteuses sur pays souverains en vendant des filiales. La Midland a annoncé qu'elle vendrait trois de ses filiales (deux écossaises et une irlandaise) à la première banque australienne, la National Australian Bank pour un montant total de 390 millions de livres.

Les dirigeants de la Midland ont en outre décidé d'augmenter de 916 millions de livres les provisions sur prêts au tiers-monde, ainsi portées à 1,19 milliard. Les prêts aux créanciers de la Midland ont augmenté de 27% (25% dans les banques américaines, 30% à la Natwest). Le traitement fiscal de ces provisions est en cours de négociation.

En tout état de cause, les résultats de la banque pour 1987 devraient s'en trouver fortement affectés. Après un bénéfice avant impôt de 434 millions de livres en 1986, la Midland pourrait encaisser une perte de quelque 450 millions cette année.

M. Longuet rogne le monopole des télécommunications mais hésite à présenter un texte de loi

### Les dangers du demi-libéralisme

« Je proposerais mon projet de loi sur la réforme des télécommunications, quand le volet social sera prêt », M. Gérard Longuet, ministre délégué aux P et T, devait faire la lumière sur ses intentions au cours d'une conférence prévue le 7 juillet : il n'en a rien été. Le texte, préparé par ses services en conformité avec les engagements de la plate-forme RPR-UDF, prévoit l'ouverture des télécommunications à la concurrence et la transformation du statut de la direction générale des télécommunications (DGT) en celui d'une entreprise publique (le Monde du 3 juillet). Mais il provoque le scepticisme d'une partie de la majorité et, surtout, l'ire des syndicats depuis le 16 mars 1986. Dès lors, l'on voit mal comment M. Longuet pourrait réussir à convaincre ses interlocuteurs dans le peu de temps qui reste avant la session d'automne du Parlement, alors qu'il a échoué jusque-là. L'ambiguïté demeure donc, et le ministre déclare d'ailleurs tout à la fois qu'il « veut présenter son texte à M. Chirac », mais que la véritable échéance n'est pas 1988 mais... 1992, date de l'établissement du grand marché européen.

Quoi qu'il en soit de la future loi, le ministre avance dans l'ouverture de certains secteurs à la concurrence, en profitant de la législation de 1976 (le code des PTT) qui lui donne, en effet, la possibilité d'agir par voie réglementaire. Il ouvre ainsi des « chantiers de liberté » dans les cabines téléphoniques, la télévision par câble, les services télé-informatiques et la radiotéléphonie avec un objectif autant politique que technique : satisfaire les besoins de concurrence face à l'existence d'un défilé de concurrence forcera les syndicats et les opposants au gouvernement à

accepter le changement de statut de la DGT et à lui donner une autonomie de gestion. Faute d'un statut neuf, la DGT, restée administration, risque en effet de ne pas pouvoir lutter « à armes égales » avec les nouveaux arrivants, ses profits seront mis à mal et son existence purement et simplement menacée.

#### « Verrous de sécurité »

M. Longuet a donc précisé qu'un appel d'offres sera lancé, le 14 juillet, pour un nouvel opérateur de radiotéléphonie. Les candidats sont ceux que l'on retrouve un peu partout dans la communication : Bouygues, la Lyonnaise des eaux, la Générale des eaux. Le ministre a ouvert également la radiotéléphonie dite unidirectionnelle, l'Eurosignal de deuxième génération (1), en confiant à TDF le soin de proposer un tel service en concurrence avec la DGT. Enfin, en matière de services téléinformatiques, un décret donnant « une très grande liberté » aux sociétés privées va être soumis à la signature de M. Chirac.

Ce décret d'autorisation de revendre de trafic de télécommunications ouvert à des tiers est très important par ses conséquences sur la DGT, mais aussi sur toute l'industrie informatique, française, étant donné que IBM, associé à des partenaires nationaux, est vraiment candidat. Des « verrous de sécurité » ont été installés : principe de paiement de droit d'accès, limitation de la simple revende de trafic à 15 % et création d'un comité technique chargé de veiller à la bonne application des normes internationales. Mais, en revanche, la location des

lignes P et T au forfait et non au volume (comme en RFA), et surtout la pression d'IBM, laissent planer des doutes sur le bien-fondé de ce décret.

D'une façon générale, les dangers de la tactique adoptée par M. Longuet sont grands : ouvrir la DGT des armes statutaires pour se défendre, c'est s'offrir à mi-chemin de la réforme souhaitée par les télécommunications. On observe déjà que les sociétés privées autorisées sont logiquement appelées à fournir les moins coûteux, c'est-à-dire tantôt anglais (Cable TV), tantôt américain (radiotéléphonie), tantôt japonais (TDF). M. Longuet devrait y veiller : libérer dans ces conditions, c'est importer. Surtout, la DGT, paralysée, ne sait si elle peut investir les secteurs neufs et partir, comme ses homologues américaine et anglaise, à la conquête des réseaux internationaux, enjeu des batailles du vingtième et du vingt-et-unième siècle. On peut admettre qu'ouvrir le monopole se traduise par des importations, mais à la condition de pouvoir, au travers de l'internationalisation de la DGT, regagner à l'étranger des marchés perdus en France. Telle devrait être la justification d'une réforme des télécommunications françaises. Or ce ne peut être le cas tant que le statut de la DGT n'est pas réformé par une loi. Il est toujours dangereux de n'être libéral qu'à moitié.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Le système, *paging* en anglais, permet de transmettre des messages à un abonné se déplaçant. Ils sont reçus sur une petite boîte, grosse comme un paquet de cigarettes, construite par Mitsubishi.

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

Trans Resources lance une OPA sur Fermenta

Au centre d'un vaste scandale financier déclenché par son ancien président M. Rafat El Sayed, Fermenta, la firme pharmaceutique suédoise, pourrait bien être rachetée par Trans Resources Inc. (TRI), une société américaine dont le principal actif est constitué par Hafta Chemicals, fabricant israélien d'engrais et de spécialités chimiques. TRI vient de lancer une OPA de 1,33 milliard de couronnes (autant de francs) sur Fermenta. Industriel suédois, principal actionnaire de Fermenta avec une participation de 40 % au capital, a répondu favorablement à cette offre sous réserve que 90 % des porteurs d'actions Fermenta acceptent aussi de vendre leurs titres. C'est la dernière chance, pour Fermenta, soutenue à bout de bras par les banques suédoises, et à qui elle doit plus de 1,2 milliard de couronnes, sans parler du déficit pour 1986 (570 millions de couronnes), d'échapper à la faillite.

Mais pour les analystes, cette affaire n'est pas très claire. TRI est, en effet, détenue par un groupe de financiers américains, parmi lesquels figure un « raider » assez connu, M. Meshulam Riklis. Son directeur général, M. Aris Genger, a été en contact avec M. Rafat El Sayed, accusé de fraude et condamné à rembourser plus de 500 millions de couronnes. Cependant, M. Bertil Holmberg, actuel président de Fermenta, affirme avoir reçu des assurances écrites de TRI qu'aucun lien n'existerait avec l'ancien président de Fermenta.

### Pechiney signe un accord de transfert de technologie dans l'aluminium avec le Venezuela

Le groupe français Pechiney a signé, le 7 juillet, un accord avec le Venezuela pour transférer sa technologie d'électrolyse de l'aluminium à la société vénézuélienne à capitaux publics ALICASA. C'est la première fois que Pechiney exporte sa technologie des cuves à 280 000 ampères, qui permettront au Venezuela — dont l'aluminium est la deuxième source de revenus d'exportation après le pétrole — de produire 180 000 tonnes d'aluminium supplémentaires. Ce projet devrait être achevé d'ici à 1990, et prévoit l'achat d'équipements en France pour 200 millions de dollars. Cet investissement est financé, sous l'égide d'Indosuez, par des crédits acheteurs français et espagnols, et par un eurocrédit de 30 millions de dollars, qui marque le retour du Venezuela sur le marché international des capitaux, pour

la première fois depuis 1982. Un symbole de meilleure santé financière, qui devrait être suivi d'autres opérations sur le marché des euro-devises.

#### Semi-conducteurs : accord entre Texas-Instruments et Intel

Les deux fabricants américains de semi-conducteurs, Texas-Instruments et Intel, ont signé un accord d'échange de technologie sur les puces semi-finies dites ASIC (application specific integrated circuits). Une perte de ces circuits est standard et la finition dépend des souhaits des différents clients. Ce marché, fortement croissant, devrait atteindre 5 milliards de dollars en 1990, soit 15 % de l'ensemble des puces.

Intel a déjà signé un accord similaire avec IBM et l'opération s'inscrit dans le cadre des réactions des producteurs américains multipliant les coopérations croisées face aux Japonais.

M. Pierre Gadonneix nommé directeur général de Gaz de France

### « Quart de ministre »

Le conseil des ministres du 8 juillet devait nommer M. Pierre Gadonneix directeur général de Gaz de France, en remplacement de M. Pierre Delaporte, désigné président d'Electricité de France, le 6 mai dernier (le Monde du 5 juillet). Cette nomination a été proposée le 7 juillet par le conseil d'administration de GDF au cours d'une réunion extraordinaire. Elle rompt avec la tradition qui veut que ce poste soit occupé par un homme de la maison. Spécialement lorsque le président vient de l'extérieur, comme c'est le cas actuellement avec l'arrivée en novembre 1986 de M. Jacques Fournier.

Le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, tenait, semble-t-il, beaucoup à redonner un poste de haut niveau à ce polytechnicien de quarante-quatre ans, diplômé de Harvard, sans affectation depuis que la réorganisation du ministère de l'Industrie lui avait fait perdre, au début de l'année, la fonction de directeur de la DIMME (Direction des industries métallurgiques, mécaniques et électriques) qu'il occupait depuis dix ans.

M. Gadonneix aura réussi l'exploit de survivre à des ministres de l'Industrie nombreux et variés. Choisi comme conseiller technique par M. Michel d'Ornano en septembre 1976, il devait être nommé directeur de la DIMME par M. René Monory, en décembre 1977, avant de voir décaler son poste réglementaire. Il ouvre ainsi des « chantiers de liberté » dans les cabines téléphoniques, la télévision par câble, les services télé-informatiques et la radiotéléphonie avec un objectif autant politique que technique : satisfaire les besoins de concurrence face à l'existence d'un défilé de concurrence forcera les syndicats et les opposants au gouvernement à

C. B.

## AGRICULTURE

### Les débats au sein du GATT

### Bruxelles rejette les propositions américaines de suppression des subventions

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne, porte-parole des douze pays de la CEE, rejette la proposition présentée lundi 6 juillet par les États-Unis à Genève afin d'assainir les échanges agricoles internationaux. M. Tan Amstutz, le représentant américain au groupe de négociation sur les questions agricoles créé au sein du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) dans le cadre de l'Uruguay Round, avait préconisé la suppression en dix ans de toute subvention agricole affectant le commerce ou la produc-

La Communauté européenne, par la voix du directeur de l'agriculture de la Commission, M. Guy Legras, a le 7 juillet jugé inacceptable la proposition des États-Unis qui vise la suppression des subventions agricoles dans les dix ans. Le premier ministre français, M. Chirac, a de son côté déclaré qu'il était « prêt à prendre le pari » de l'abolition des subventions. Il a cependant souligné que les États-Unis portaient la responsabilité des distorsions dans la concurrence, en accordant à leurs agriculteurs des subventions quatre fois plus importantes que celles reçues par les agriculteurs européens.

tion (1) et la suppression de toutes les barrières à l'importation.

M. Guy Legras, le directeur général de l'agriculture de la Commission européenne, qui a exposé mardi

voit qui risque de rendre la négociation encore plus difficile.

M. Legras a fait observer en particulier que la proposition américaine ne tenait pas compte de la nécessité pour les États d'assurer leur sécurité alimentaire et donc de limiter leur dépendance à l'égard de l'extérieur, ni non plus du caractère hétérogène de l'agriculture mondiale (pour 1 000 hectares de surface agricole, il y a soixante-neuf exploitants dans la CEE, quatre aux États-Unis, un en Australie et quatre cent quarante au Japon). Supprimer toutes les interventions aboutirait à faire dépendre l'approvisionnement d'un pays du marché mondial avec des aléas, notamment de prix, considérables.

### La réunion de la conférence annuelle

- Mesures fiscales en faveur de l'éthanol
- Reconnaissance du statut des agricultrices

L'incitation par la fiscalité à la production d'éthanol et la reconnaissance à l'agriculteur d'un statut à part entière sont les principales décisions que le premier ministre, M. Jacques Chirac, et le ministre de l'agriculture, M. François Guillaume, ont annoncées, le 7 juillet, à l'issue de la conférence annuelle agricole.

Cette réunion a permis aux pouvoirs publics d'entendre les dirigeants des principales organisations syndicales agricoles (à l'exception des « minoritaires », non conviés) au moment où se préparent les options du budget 1988.

Le premier ministre a d'abord qualifié d'« historique » la mesure prise avec l'aval du ministre de l'économie, M. Balladur, d'aligner la fiscalité de l'éthanol sur celle du gazole. « La France engage une politique nouvelle pour valoriser des débouchés industriels de l'agriculture », a ajouté M. Chirac. Un projet grandeur nature de mise en marche d'une unité de fabrication d'éthanol bénéficiant de conditions fiscales avantageuses sera de surcroît lancé.

M. Guillaume a indiqué qu'il continuerait d'exercer ses pressions sur Bruxelles pour favoriser le démantement de l'éthanol. La France souhaite, en particulier, que la Communauté contribue à la rentabilité de la production de ce biocarburant. Concrètement, les pouvoirs publics aimeraient que les céréales utilisées pour la fabrication

de l'éthanol reçoivent de la CEE un montant de restitutions (subventions) équivalent à ce qui aurait été obtenu si elles avaient été exportées sur le marché mondial.

L'autre décision significative de la conférence concerne les agricultrices, qui vont désormais bénéficier d'un véritable statut, à condition qu'elles soient mariées à un agriculteur et qu'elles s'engagent autant que lui dans le fonctionnement de l'exploitation. Les femmes qui ont choisi la terre pourront ainsi, au même titre que leur époux, obtenir les dotations accordées aux jeunes agriculteurs lors de leur installation.

#### Un effort sur les prêts

Plusieurs mesures devraient enfin aider le monde paysan à retrouver une certaine marge de manœuvre financière. L'accours des prêts calamité consentis aux exploitants victimes de la sécheresse pendant l'été 1986 sera porté à 3,2 milliards de francs. Le plafond, fixé à l'origine, à 1,6 milliard, avait ensuite été de 2,3 milliards de francs. Une enquête menée notamment par la Caisse nationale de crédit agricole a conduit le premier ministre à relancer de nouveaux la barre.

L'objectif du gouvernement d'abaisser les coûts de production et d'alléger les charges des agriculteurs l'a incité à réduire les taux d'intérêt de certains prêts : les prêts non bonifiés et les prêts à venir destinés à favoriser les productions de fruits, de légumes et de vin de table

— produits affectés par l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal — seront concernés par cette diminution.

L'an prochain, le gouvernement prendra en charge à hauteur de 1,75 % les intérêts des prêts accordés aux jeunes agriculteurs entre 1982 et 1986. Dans le projet de budget pour 1988, 255 millions de francs devraient aussi être débloqués au titre de mesures nouvelles pour favoriser la production animale dans les zones dites défavorisées, une notion plus large que celle de zones de montagne.

Quant aux cotisations sociales, elles augmentent en 1988 de 2,71 %, mais M. Guillaume a souligné que cette progression serait la plus faible jamais enregistrée depuis la création du régime BAPSA (budget annexe de prestations sociales agricoles). Quelques décisions ont été prises en faveur de l'enseignement agricole (création de postes, soutien budgétaire).

D'autres questions plus brûlantes sont restées en suspens. Le projet de loi de modernisation agricole donnera lieu à une prochaine réunion d'arbitrage sous la présidence du premier ministre. L'engagement a été pris de soumettre au Parlement, lors de sa prochaine session, le projet de mutualisation du Crédit agricole. Une fourchette d'évaluation de sa valeur sera indiquée en septembre aux caisses régionales. La conférence agricole est close. Le débat sur le sort de la banque verte reste grand ouvert.

ERIC FOTTORINO.

#### Un système de double prix

M. Legras a indiqué que la Communauté avait déjà consenti depuis 1984 un effort significatif pour réduire son soutien à l'agriculture. S'agissant des céréales et des oléagineux, deux productions particulièrement sensibles pour le commerce international, les mesures décidées la semaine dernière toujours par les ministres de l'agriculture des Douze, entraîneront ainsi des baisses de prix se situant respectivement autour de 10 et 13 %. M. Legras a reproché en termes à peine voilés aux Américains de ne pas en faire autant, de promettre la lutte pour le long terme et de pratiquer allègrement la guerre des subventions dans l'immédiat.

Plutôt que la double option zéro agricole préconisée maintenant par les États-Unis (abolition des subventions et des protections à l'importation), M. Legras suggère le maintien d'un système de double prix : un prix mondial et, dans chaque pays, un prix intérieur garanti par la combinaison d'une protection aux frontières et d'un soutien public. Le débat agricole au sein de l'Uruguay Round aurait alors pour objet d'organiser et de négocier une réduction progressive et concertée du soutien.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Y compris donc les déficits payés tels les aides directes à la production d'oléagineux ou de blé dur accordées par la CEE.

صحة من الامم المتحدة



## Economie

## SOCIAL

En leur demandant de faire des économies sur les médicaments

## La mutualité en appelle au « sens civique » des médecins

La Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) va écrire aux quatre-vingt-six mille médecins libéraux pour leur demander de « réaliser ensemble des économies volontaires » sur les médicaments plutôt que les économies imposées par les plans gouvernementaux. La FNMF demande aux praticiens de choisir, autant que possible, les spécialités les moins coûteuses pour un même « principe actif ».

Sur dix exemples assez répandus (notamment des diurétiques contre l'hypertension, un antioestrogène, un antalgique, un antibiotique, un anti-ulcéreux), elle montre que, à présentation et dosage identiques, l'écart de prix entre les spécialités les plus et les moins coûteuses peut aller jusqu'à 40 % (pour des antalgiques à base de glafénine ou des coronarodilatateurs à base de dipyridamole).

d'avantage encore pour certains diurétiques.

En fait, les médicaments les plus chers sont souvent les plus connus : selon M. René Teulade, président de la Mutualité française, ils sont davantage prescrits, parfois parce qu'ils sont les plus anciens mais aussi parce que, produits par des laboratoires plus importants, ils ont bénéficié de plus de publicité, directement ou par les visiteurs médi-

caux. Sachant que 57 millions de boîtes de produits les plus chers ont été prescrits en 1986, on peut faire plus de 500 millions de francs d'économies, a affirmé M. Teulade.

Rappelant les prescriptions du code de déontologie et du code de Sécurité sociale, demandant aux médecins d'observer « une plus stricte économie, compatible avec l'efficacité du traitement », M. Teulade s'est défendu de toute mise en accusation des médecins et a fait appel à leur « sens civique » et à leur aide : la lettre qui leur est adressée réaffirme l'attachement de la mutualité à la liberté de prescription des médicaments et leur demande de faire « le bon choix ».

« Les médecins sont d'autant plus excusables », a dit M. Teulade, « que rien n'est fait pour les aider ». L'information dépend d'abord des laboratoires pharmaceutiques et la mutualité n'a jamais pu obtenir que soit simplifiée l'attribution de la tâche de fiches transparentes qu'elle a mis au point il y a quelques années, qui permettrait aux médecins de « visualiser l'ensemble des informations nécessaires » : généralisées, ce système coûterait 200 millions de francs, ce qui, selon M. Teulade, représente le trentième des frais d'« informations médicales » de l'industrie pharmaceutique.

La FNMF se défend aussi d'ignorer le rôle exportateur et créateur d'emplois de cette industrie :

« L'industrie pharmaceutique doit être bénéficiaire, parce qu'il faut qu'elle investisse pour pouvoir innover », a dit M. Teulade. Mais les discussions entamées à plusieurs reprises avec le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique ont toujours buté sur le problème des interactions médicamenteuses, responsables, selon la mutualité, de 10 % des hospitalisations.

La FNMF va adresser la même lettre aux syndicats médicaux, à l'ordre des médecins et aux caisses de Sécurité sociale. Dans un deuxième temps, en septembre, elle compte étendre sa liste, sous une forme plus pratique, et mettre dans la coup ses adhérents. Mais elle n'envisage pas de publier des listes de médicaments qu'elle ne rembourserait pas, comme elle l'avait un moment envisagé.

GUY HERZLICH.

## Elections professionnelles

## FO revendique la première place, la CFDT la seconde

Come chaque année, FO a publié le 8 juillet sa propre statistique d'élections professionnelles dans les entreprises où elle est présente. Selon cette statistique qui couvre la période juillet 1986-juillet 1987, pour des élections du seul secteur privé et qui porte sur 1 500 000 inscrits et 1 081 952 suffrages exprimés, FO arrive en tête avec 31,69 % des voix (+ 3,49 points sur un an et + 13,29 par rapport à 1986). La CGT obtient 28,37 % (- 3 points en un an, et - 19,93 par rapport à 1986) devant la CFDT 19,08 % (- 1,83 sur un an), la CGC 3,98 % (- soit + 1,03, FO jugeant que cette organisation est minorée d'un point - la CFTC 3,2 % (- 1,29), les « autonomes » 5,94 % (+ 0,74), les « indépendants » 2,64 % (+ 0,22) et les listes « communes » 3,23 % (+ 0,64).

De son côté, la CFDT publie une statistique pour la période 1984-1986 qui est basée sur les élections dans les comités d'entreprise en 1985 et 1986, les élections aux commissions paritaires de la fonction publique de 1984-1986 et celles aux Comités d'entreprise de France et à EDF. Sur 5 809 514 suffrages exprimés, la CFDT obtient 21 % derrière la CGT 25,8 % et devant FO 17,3 %, les non-syndiqués 12,4 %, les divers 7,8 %, la FEN 6,5 %, la CGC 4,6 % et la CFTC 4,1 %. Par rapport à un corps électoral similaire 1980-1982, la CGT recule de 5,1 points, la CFDT de 0,7 et FO progresse de 3,3 points.

● La gare de Bordeaux bloquée par la CGT de Renault. — Pour la troisième année consécutive, la CGT de Renault a bloqué des trains pour protester contre la réimpression en France des pièces ou de véhicules fabriqués à l'étranger par la firme et la suppression d'emplois dans des usines françaises. Quatre trains de marchandises ont été bloqués, avec le soutien des militants bordelais, un train de marchandises en provenance d'Espagne, mardi 7 juillet vers 22 h 50, à la gare Saint-Jean de Bordeaux, puis tous les trains jusqu'à 2 heures du matin, avant de quitter les lieux sans incidents. Ils ont manifesté aux cris de « Les Renault à Bordeaux pour défendre leur boulot » et « Mitterrand-Chirac, ça suffit de casser nos industries ».

## Marchés financiers

## PARIS, 7 juillet

## Ventes bénéficiaires

Après avoir montré sept séances de suite, la Bourse de Paris a eu, mardi, un accès de faiblesse. Dans la matinée déjà, les valeurs françaises avaient paru essouffées (- 0,3 %). La tendance au repli se confirmait par la suite. Malgré l'interruption du marché consécutif à cause d'un réchauffement soudain par le premier orage venu, on avait déjà une idée de la température à 13 h 30 (- 1 %). Finalement, à la clôture, l'indice s'est amélioré et s'élevait à 1 322,25 en dessous de son niveau précédent.

Sous les lambris, personne ne se disait surpris de ce retournement de tendance. De l'avis général, depuis le 26 juin, le marché y est allé un peu fort (+ 7 %). Le facteur technique a eu d'autant plus de prise que des investisseurs, touchés par le récent mouvement de baisse, en ont profité pour se décharger dans de meilleures conditions. Cela étant dit, le sentiment était généralement assez bon.

D'après les professionnels, les dérangements seraient plutôt acheteurs. Le plus grand nombre estimant que la Bourse pourrait encore reculer de 1 % à 2 % avant de reprendre son ascension. Tous sont formels : la liquidation de juillet sera gagnante et d'un bon cru. Ce qui ne veut pas dire que le marché évite tous les écueils.

L'annonce d'une grosse émission d'actions Paribas (environ 7 millions) à bon de souscription d'actions n'a pas eu l'effet de plaisir à la Bourse. La teneur de l'émission de la rue d'Antin a baissé de 4 %.

Calmé par le marché obligataire, où les cours se sont cantonnés au voisinage immédiat de leurs niveaux précédents. Sans trop y croire, quelques-uns attendent un nouveau geste de la Banque de France sur le front des taux.

Le service de diffusion des cours du MATIF n'a pas fonctionné pour la seconde journée consécutive. On ignore si lui aussi avait été noyé par l'orage. « Heureusement qu'il n'est pas ouvert le marché à options spéculatives », disent en ricanant un spéculateur.

## NEW-YORK, 7 juillet

## Forte reprise

Quelque peu malmené en début de semaine, Wall Street s'est bien ressaisi mardi. Une forte reprise s'est produite, et, si tout le terrain regagné n'a pu être intégralement conservé, l'indice des industrielles n'en a pas moins progressé de 20,24 points en clôture à 2 449,77. Au plus haut de la séance, il avait atteint la cote 2 467,63.

Le bilan de la journée a été d'excellente facture. Sur 1 986 valeurs traitées, 1 060 ont monté, 521 seulement ont baissé et 405 n'ont pas varié.

La fermeté du marché ne doit rien être fois au dollar, mais tout à la disposition du colonel Nelson dans le cadre de l'enquête sur l'« Irangate », qui blanchit le président Reagan (lire page 3). Une bonne nouvelle poussant l'indice : le message des prix du pétrole dans la matinée, au-dessus de 21 dollars le baril pour la première fois depuis janvier 1986, a fait bouillir les valeurs concernées. Enfin, autour du Big Board, l'on évoquait une recrudescence de la demande japonaise, favorisée par les programmes d'achat lancés par les ordinateurs. L'activité s'est accrue et a porté sur 200,73 millions de titres, contre 155 millions.

VALEURS	Cours du 7 juillet	Cours du 6 juillet
Alcatel	55 1/8	55 1/8
Alcatel Indus	91 1/8	91 1/8
A.T.T.	28 7/8	28 7/8
Bois	40 1/4	40 1/4
Bois Indus	122 3/4	122 3/4
Bois Indus	85 1/4	85 1/4
Bois Indus	83 3/8	83 3/8
Bois Indus	97 7/8	97 7/8
Bois Indus	35	35
Bois Indus	87 1/8	87 1/8
Bois Indus	102 1/8	102 1/8
Bois Indus	51 5/8	51 5/8
Bois Indus	72 3/8	72 3/8
Bois Indus	47 1/4	47 1/4
Bois Indus	44 5/8	44 5/8
Bois Indus	30 1/8	30 1/8
Bois Indus	35 1/8	35 1/8
Bois Indus	72 3/4	72 3/4
Bois Indus	72 3/4	72 3/4

## CHANGES

## Dollar : 6,14 F

La hausse d'un dollar se poursuit, notamment à Tokyo, où sur un marché nerveux le cours du billet vert a dépassé 150 yens, pour la première fois depuis la fin de mars dernier. A Paris, le deutschemark continue à glisser.

	7 juillet	6 juillet
FRANCFORT	1375	1375
Dollar (en DM)	1375	1375
TOKYO	149,50	149,50
Dollar (en yen)	149,50	149,50
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		
Paris (8 juillet)	71/25	
New-York (7 juillet)	63/45	

## INDICES BORSIERS

## PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1984)

6 juillet 7 juillet

Valeurs françaises... 105,5

Valeurs étrangères... 121,7

C\* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1987)

Indice général... 429,9

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

6 juillet 7 juillet

Industrielles... 2 449,77

LONDRES

(Index Financial Times)

6 juillet 7 juillet

Industrielles... 1 836,8

Minas d'or... 376,2

Fonds d'Etat... 94,6

TOKYO

6 juillet 7 juillet

Industrielles... 1 836,8

Minas d'or... 376,2

Fonds d'Etat... 94,6

Nikkei Dow Jones... 2 284,89

Indice général... 1 836,8

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 juillet

Nombre de contrats : 27 743

COURS

Échéances

Sept. 87

Oct. 87

Mars 88

Juin 88

Derrière... 104,45

Précédent... 104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45

104,45



## BOURSE DE PARIS

**7 JUILLET** Cours relevés à 17 h 33[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

7/7

VALEURS	Cours du titre.	% de cotation	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rechat net
Obligations														
Exp. 75 1972	2670		CF&E	.....	.....	Machine Ind.	40 80	47	Stair	1050	808	A.A.A.	840 82	820 02
Exp. 8.50 77	128 90	1 106	Commodity Ind.	.....	.....	Wagonia Ind.	229	344	Design	1880	1870	Actions France	466 12	470 48
8.50 78/79	101 80	9 832	Champion (P.)	122	150	Aliment S.A.	139	111 40	Tout-Aux	588	571	Participations	1348 80	1389 50
10.50 78/79	101 80	9 832	C.I.C. France, del.	335	339	Maritime Part.	430	430	Tout-Aux	588	571	Participations	1348 80	1389 50
13.50 78/79	101 80	9 832	C.I.C. Machine	688	688	Midi Delapay	448	448	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
15.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
17.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
19.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
21.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
23.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
25.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
27.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
29.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
31.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
33.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
35.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
37.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
39.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
41.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
43.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
45.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
47.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
49.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
51.50 78/79	101 80	9 832	Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
53.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
55.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
57.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
59.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
61.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
63.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
65.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
67.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
69.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
71.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
73.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
75.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
77.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
79.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
81.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
83.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
85.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
87.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
89.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
91.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
93.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
95.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
97.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
99.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
101.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
103.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
105.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
107.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
109.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
111.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
113.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
115.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
117.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
119.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
121.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
123.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
125.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
127.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
129.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
131.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
133.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
135.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
137.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
139.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
141.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
143.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
145.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
147.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
149.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
151.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
153.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
155.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
157.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
159.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
161.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
163.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
165.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
167.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
169.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
171.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
173.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
175.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
177.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
179.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
181.5			Comer-Site	789	678	Midi	178 80	178 80	U.A.P.	780	780	Participations	1348 80	1389 50
183.5			Comer-Site	7										



# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 États-Unis : l'enquête sur l'« Irangate ». 4 Corée du Sud : amnistie pour deux mille opposants. 5 Espagne : arrestation de trois membres présumés de l'ETA. — Tunisie : la visite du président algérien.	2 Débats. 6 Le Conseil constitutionnel entérine le nouveau découpage de Marseille. — Le PS et le RPR polémique sur le comportement de M. Mitterrand. — Au Parlement, les baristes se veulent meilleurs mécènes que le RPR.	9 Les anomalies comptables et les pratiques désuètes de la joaillerie Chaumet. — Nouvelle polémique à propos de l'affaire Grasse. 10 La recherche génomique et des manipulations génétiques. — Le Tour de France. 12 Les inscriptions dans les universités parisiennes.	19 Pagaille et poussière au Louvre. 20 Paul Outerbridge à Beau-bourg. 21 Musique contemporaine au Théâtre Almeida de Londres. 13 Communication : la vente des actions de TF 1.	29 La conférence annuelle agricole. — Les débats au sein du GATT. — M. Longuet et le monopole des télécommunications. 30 La Mutualité en appelle au « sens civique » des médecins.	Radio-télévision ..... 13 Annonces classées ..... 26 à 28 Météorologie ..... 14 Mots croisés ..... 14 Carnet ..... 14 Expositions ..... 22 Spectacles ..... 23 à 24	• Université : la course aux inscriptions (LAFR) • L'actualité, la revue de presse, les dossiers du Monde. (ACTU) • Avez-vous de l'expression ? (EXPR) Actualité. Sports. International. Bourse. Culture. Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

## La préparation de l'élection présidentielle

### Le plan de course du peloton Chirac

M. Chirac doit effectuer jeudi 9 juillet un voyage officiel à Bordeaux, où il sera reçu par M. Chaban-Delmas, maire de la ville, président de l'Assemblée nationale. Vendredi 10, le premier ministre parcourra le Pays basque en visitant Arcachon, Bayonne, Biarritz et Pau.

Le tour de France de M. Chirac va durer plusieurs mois, et, comme tout prétendant au maillot jaune, le premier ministre devra moduler ses efforts. Il souhaite engager le plus tard possible le sprint ultime qui sera jugé le 24 avril 1988 avant la « boucle finale » qui se terminera le 8 mai sur les Champs-Élysées mais à la porte même du Palais de l'Élysée.

Le « prologue » qui s'est déjà déroulé — notamment à travers les sondages — a vu la victoire de M. Mitterrand, dont on ne doute plus à l'heure Matignon qu'il demeurera dans la course jusqu'à la fin. On y affirme aussi que cela ne préjuge en rien le déroulement de la suite de l'épreuve ni du classement à l'arrivée. M. Chirac, depuis un peu plus d'un an, a joué la carte « moi, je gouverne », certain que l'opinion publique lui sera reconnaissante d'avoir eu le courage d'affronter les dangers de la cohabitation que M. Barre qualifie avec un brin de mépris d'« intermédiaire institutionnel ».

Le premier ministre a donc « plongé les mains dans le cambouis », apparemment indifférent aux sarcasmes des baristes, aux reproches de l'extrême droite et aux attaques des socialistes. Cette préoccupation trop exclusive lui a fait négliger la santé politique de sa propre majorité et l'a empêché de percevoir à temps les inévitables soubresauts du pays. Il a fallu que s'expriment avec éclat les prétentions de M. Létour et les impétuosité de quelques jeunes ministres RPR pour qu'il s'inscrive de l'état de sa majorité et même de son propre parti. Tout comme de l'ampleur de l'offensive menée contre lui avec obstination aussi bien par le Front national que par les baristes, par les socialistes que par le président de la République.

La crise froide du printemps ayant été surmontée, M. Chirac constate qu'il n'y a plus, venant des membres du gouvernement, de cacophonie, et ses proches estiment que

le résultat de ces remous est tout simplement l'élimination de M. Létour du peloton des éventuels candidats : le maire de Fréjus ne peut plus agir comme une menace à possible candidature à l'Élysée ni en faire un argument de marchandage... envers quiconque.

La cohésion du gouvernement ainsi restaurée puisqu'aucune fausse note n'a été entendue depuis le début juin (congrès du PR à Fréjus), M. Chirac a repris son action de responsable des affaires publiques sans en négliger aucun aspect et notamment pas celui concernant la défense et la diplomatie.

Mais il a également changé de ton. Au « Grand-Jury RTL-le Monde » du 28 juin, il a montré qu'il pouvait quand il le voulait à la fois s'opposer à M. Mitterrand et se distinguer de M. Barre, dénoncer le comportement de candidat et même de « chef de l'opposition » du président de la République et rectifier les chiffres avancés par « le meilleur économiste de France ». Ses propos consistaient surtout en une sorte d'avertissement poli mais sans équivoque — lancé à M. Mitterrand de ne pas ouvrir trop tôt la campagne électorale.

#### Changement de rythme

Cela a été ressenti comme un encouragement par les responsables du RPR qui, eux, ne sont pas bridés par les avertissements de la cohabitation et qui peuvent utiliser tout haut le « parler vrai » dont M. Chirac doit user modérément. M. M. Debré, Messner, Toubon ont ainsi brisé les tabous en dénonçant la campagne électorale que M. Mitterrand aurait prématurément ouverte.

M. Chaban-Delmas lui-même, en comptant les points des deux camps, répartit plus équitablement les responsabilités. Mais désormais M. Barre n'a plus le monopole de la dénonciation du mythe consensuel.

M. Chirac va également changer de rythme. S'étant surtout occupé de la gestion de l'État, il va maintenant s'intéresser davantage aux citoyens, c'est-à-dire aux électeurs. Ses déplacements en province seront moins des voyages de travail que des occasions de contact personnel avec la population. M. Mitterrand, en Basse-Normandie, n'a-t-il pas commencé à faire de même ?

Dès le mois de juillet, le premier ministre se rendra ainsi à Bordeaux et en Aquitaine (les 9 et 10), en Corrèze pour le passage du Tour de France dans ce département, dans le Lot-et-Garonne et en Dordogne (le 27 juillet). Le dimanche 2 août, M. Chirac sera l'invité de l'émission « Forum RMC-FR 3 ». Après une quinzaine de jours de vacances, le premier ministre effectuera fin août un voyage officiel au Québec pour participer au sommet de la francophonie, et il assistera dans la foulée à l'université d'été des jeunes RPR en Arles.

Avec la « rentrée » qui sera marquée par les journées d'études des groupes parlementaires auxquelles il est invité, les 17 et 18 septembre à Bordeaux pour le RPR, et ensuite à Nice pour l'UDF, M. Chirac changera encore de braquet. Plusieurs déplacements en province sont inscrits à son programme, en Bretagne, dans la Manche, dans le Nord, dans le Pas-de-Calais, dans les Bouches-du-Rhône, etc., alors que les voyages à l'étranger — hormis un déplacement en Israël — seront limités à des émissions politiques télévisées sur TF 1 et sur la 5, lorsque cette dernière inaugurera sa nouvelle grille.

L'intention de M. Chirac est de monter en ligne progressivement et de ne pas contribuer à plonger le pays dans une précampagne électorale prématurée, quitte à laisser ses « seconds couteaux » répliquer à ceux de M. Mitterrand. Son souhait serait de tenir ainsi au moins jusqu'en janvier.

C'est pourquoi il affirme n'attacher aucune signification aux sondages d'opinion effectués à propos de l'élection présidentielle réalisés neuf mois avant le scrutin. De même il ne s'inquiète pas du relatif flottement qui se perçoit au sein du peloton RPR, et des offensives lancées par quelques courriers des équipes « baristes » ou « lepénistes ». Il ne doute pas que le moment venu la « machine RPR » repartira comme il convient à son signal. M. Charles Pasqua a d'ailleurs été chargé de « penser » la campagne électorale de M. Chirac dans laquelle le RPR sera l'un des éléments, mais pas le seul.

ANDRÉ PASSERON.

## Au Chili

### Le général Pinochet a formé son nouveau gouvernement

Santiago du Chili. — Le général Augusto Pinochet a procédé mardi 7 juillet au remaniement de son gouvernement en remplaçant les responsables de sept ministères sur les seize que compte son cabinet. La nouvelle équipe aura pour tâche de consolider la politique intérieure dans la perspective du plébiscite prévu en 1989, d'où sortira le nom du futur dirigeant du pays.

C'est l'un des artisans de la nouvelle Constitution (étendant le mandat du général Pinochet jusqu'en 1989), M. Sergio Fernandez, qui a été nommé ministre de l'Intérieur et chef politique du gouvernement, poste qu'il occupait déjà entre 1978 et 1982. L'ancien titulaire de l'Intérieur, M. Ricardo Garcia, se voit confié le portefeuille des affaires étrangères. L'ex-secrétaire général de la présidence et porte-parole du gouvernement, M. Francisco Javier Cuadra, quitte, lui, le cabinet pour devenir ambassadeur dans un pays « clé » qui n'a pas été précisé. Il est remplacé par l'ancien rédacteur en chef du journal *La Nación*, M. Orlando Poblete.

Voici la liste du nouveau cabinet : Intérieur : M. Sergio Fernandez ; relations extérieures : M. Ricardo Garcia ; défense : contre-amiral Patricio Carvajal ; économie : général Manuel Concha ; finances : Hernan Buchi ; éducation : M. Juan Antonio Guzman ; justice : M. Hugo Rosende ; travaux publics : général Bruno Siebert ; travail : M. Alfonso Marquez de la Plata ; logement : M. Miguel Angel Poduje ; transports et télécommunications : général Jorge Massa ; mines : M. Samuel Lira Ovalle ; santé : M. Juan Giacconi ; agriculture : M. Jorge Prado ; biens nationaux : général Jorge Veloso ; secrétaire général du gouvernement et information : M. Orlando Poblete ; secrétaire général de la présidence : général Sergio Valenzuela. (Les noms marqués d'un astérisque sont ceux des nouveaux titulaires). — (AFP, Reuter.)

Le numéro du « Monde » daté 8 juillet 1987 a été tiré à 452 047 exemplaires

## Sur le vif

### Lettres d'amour

Die, Jean-Marc — vous m'excusez, mais là, maintenant on est tellement surveillés nous deux Roullier, vous savez mon petit copain d'Action directe, que j'ai plus d'autre moyen de communiquer avec lui, je suis obligée de passer par le journal — die, mon chéri, pourquoi tu l'as bouffée, la lettre que tu me destinais par avocate insoumise ? T'es en une petite fièvre ou quoi ? Moi qui me languissais, je suis drôlement déçu.

T'es fâché après moi ? C'est rapport aux faux tampons de l'administration pénitentiaire ? Bon, d'accord, ils sont pas tout à fait ressemblants. Je me suis un peu gourmé. Ce médecin, le docteur Machin, c'était pas un gynécologue, c'était un vétérinaire. Bon, OK, quelle importance ? Ils mettent dans *France-Soir* qu'avec ça tu pourrais te balader partout, faire les couloirs de la prison, aller à l'infirmerie... Moi, c'est ce que j'avais conseillé : t'en profites pour piquer du speed ou de la coke. En toute, il y a pas mieux comme monnaie d'échange.

Je voulais te dire aussi, ton message aux copains de la Rose Armée fraction, pourquoi tu l'as pas glissé dans mon box quand je suis venue te voir au parloir et que

t'es passé la main sous ma jupe, maintenant qu'il n'y a plus de vitre, fais-le moi profier ? Je leur aurais communiqué. Suffisant de les appeler et de leur lire par téléphone. Je me suis renseignée, ici au standard, pour avoir la RFA faut faire le 19, attendre la tonalité musicale et puis le 49.

C'est comme pour la machine à écrire de Cipriani à Fleury-Mérogis. D'accord, il a pu s'en servir, bien entendu, pendant des mois, mais c'était sûr qu'un jour ou l'autre il finirait par la lui confisquer. C'est pour ça que tu me houpes ? Enfin, si je te l'avais fait parvenir, tu Canon, en cas de perquisition, tu l'aurais croquée, après avoir avalé ma bouffée, c'est ça ? Pas raisonnable. Déjà que t'as pas reçu mes deux paquets d'Alba-Seltzer !

Ah ! j'allais oublier : les poèmes de Verlaine pour m'envoyer des messages, terminés. C'est trop difficile à décoder. Je vais encore me planter. Tu vas râler. Et pendant ce temps-là, la lutte contre l'impérialisme militaire au centre de la capitale capitaliste, qui c'est qui la mène ? Non, à partir d'aujourd'hui, on se sert de Paul Glatigny, hein, mon chéri !

CLAUDE SARRAUTE.

## En RFA, un camion-citerne percute un immeuble

### Plusieurs dizaines de disparus

HERBORN (RFA)  
de notre envoyé spécial

Un tas de décombres d'où s'échappent des volutes de fumée : c'est tout ce qui reste, mercredi matin 8 juillet, d'un immeuble de quatre étages du centre de la petite ville d'Herborn, dans la Hesse, percute de plein fouet, mardi soir, par un camion-citerne. Tout autour, les maisons sont ravagées, fenêtres brisées, parois adriennes par la fumée. Il était un peu moins de 21 heures, mardi soir, quand le camion-citerne, dont les freins avaient probablement lâché, a percute l'immeuble, après un carrefour, juste à proximité de la zone pédonculaire. Au rez-de-chaussée se trouvait un glacier où de nombreux jeunes de la région avaient l'habitude de se rencontrer.

Immédiatement après l'impact, le camion a commencé à perdre les 36 000 litres d'essence qu'il contenait. Il s'est passé quelques minutes avant que l'ensemble ne s'embrase. L'essence s'était répandue dans les rues.

Il y a eu un grand bruit. Je suis sorti de chez moi à l'instant même. M. Horst Clemens, commerçant lui-même, qui habite juste en face du glacier, j'ai vu le camion renversé et le liquide qui coulait ; je ne savais pas ce que c'était. Je suis remonté chez moi pour appeler les pompiers.

Après être ressorti de chez moi, M. Clemens s'est aperçu que l'essence s'était allumée. J'ai hâté à ma femme de partir, c'est alors qu'il y a eu l'explosion. Cela a fait un grand souffle, l'air est devenu tout à coup très, très chaud, les flammes grimpèrent jusqu'au deuxième étage, les gens criaient dans les escaliers en feu. Le plus terrible, c'est de ne rien pouvoir faire, d'être comme paralysé.

Un silence de mort régnait, mercredi matin, sur la petite ville d'Herborn, où, dans le quartier dévasté, les gens s'affairaient, l'air hébété, à rassembler dans les magasins les débris de verre et les décombres. Cinq cents pompiers et membres de la sécurité civile de la Hesse se trouvaient sur place pour tenter de dégager les ruines.

Combien de personnes se trouvaient encore dessous ? Il était toujours impossible, mercredi matin, de le savoir. Au cours de la nuit, les sauveteurs n'avaient réussi à dégager

qu'une jeune femme. Selon le porte-parole des pompiers, M. Karl-Heinz Schneider, vingt-trois personnes ont été signalées comme disparues. Mais il est tout à fait possible qu'il y en ait d'autres.

Toutes les personnes habitant le quartier touché ont dû être évacuées en raison des risques qui ont persisté jusqu'aux premières heures de la journée de mercredi. L'essence s'était répandue dans les égouts, provoquant un peu partout des explosions. Les témoins ont indiqué que la petite rivière qui traverse la ville, la Dill, s'est elle-même enflammée. Les déflagrations ont fait sauter un peu partout les plaques d'égout.

Trente-neuf personnes ont été blessées dans les maisons entourant le point d'impact. Certaines d'entre elles ont été gravement brûlées. Le laps de temps qui s'est écoulé entre le choc et l'explosion a permis d'éviter, selon M. Schneider, un bilan plus lourd encore. Certains habitants ont en effet pu évacuer les lieux en catastrophe.

La cause de l'accident est probablement la rupture du système de freinage du camion. Le carrefour où s'est produit l'accident est situé dans un virage, en bas d'une pente à 8 %. L'enquête déterminera s'il y a eu une vitesse excessive. Le chauffeur du camion a eu la vie sauve, mais, grièvement blessé, il a dû être transporté immédiatement à l'hôpital.

Un accident similaire s'était déjà produit il y a trois ans dans cette petite ville : un camion avait percute un étal de boucher, faisant trois morts.

HENRI DE BRESSON.



LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 8 juillet

#### Sensible reprise

La Bourse de Paris s'est redressée mercredi matin après son coup de fatigue de la veille. Le mouvement s'est accéléré. De 0,6 % à l'ouverture, la progression de l'indice a continué à atteindre 0,98 % à la clôture de la session préliminaire. Géophysique, Esso et Sogepar se sont détachées avec plus de 5 % de hausse. A signaler également la performance de Pernod-Ricard (+ 4 %). Les baisses ont été négligeables (à peine plus de 1 %) et peu nombreuses.

Valeurs françaises	Cours	Premier cours	Dernier cours
Accor	478	478	478
Agache Hénin	535	541	540
Air Liquide (L)	898	898	703
Banque (C)	708	710	718
Banque	2830	2840	2840
Bouygues	1145	1155	1158
B.S.M.	4865	4870	4880
Carrefour	1388	1388	1400
Chargers S.A.	805	808	820
Club Méditerranée	1800	1800	1800
Esso (G)	3500	3570	3580
Esso (L)	1800	1800	1800
Esso (C)	3180	3280	3270
Esso (D)	2280	2280	2280
Esso (E)	1054	1055	1058
Esso (F)	1010	1025	1060
Esso (G)	455	462	483 50
Esso (H)	752	750	758
Esso (I)	801	805	807
Esso (J)	3100	3120	3120
Esso (K)	2175	2175	2180
Esso (L)	601	602	600

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

A B C D E F G

## Interprète de « Maréchal nous voilà ! »

### Le chanteur André Dassary est mort

Le chanteur d'opéra André Dassary, de son vrai nom André Deyherassary, est mort dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 juillet. Il était âgé de soixante-quatre ans.

C'est Ray Ventura, grand découvreur de jeunes talents, qui avait repéré cet ex-professeur d'éducation physique et de masseur, formé au chant au conservatoire de Bordeaux. Ventura devait ensuite l'emmener en tournée et le faire tourner dans ses films musicaux (*Feux de jote*, *Tourbillon de Paris*). Ce brillant départ est interrompu par la guerre, pendant laquelle André Dassary popularise la chanson *Maréchal, nous voilà*, à la gloire du maréchal Pétain. Il fut ensuite, avec Luis Mariano et Georges Guéary, l'un des trois grands chanteurs de charme des années 50, passant de la Gaîté-Lyrique au Châtelet et à l'ABC, créant de nombreuses opérettes (*L'Inferno de Londres*, *Chanson glorieuse*), et, notamment, *Ramuncho*, dont un film devait ultérieurement être tiré. Outre ce *Marriage de Ramuncho*, Dassary avait tourné dans *Paris chante toujours*, et rendu célèbres de très nombreuses chansons comme *Bambina*, *Ma France on le Tango des Pyrénées*. Conseiller municipal de Biarritz entre 1965 et 1971, il était chevalier de la Légion d'honneur.

## ESAM

bacheliers + 2 langues  
Relever le défi européen avant 1992

### UN JOB ASSURÉ

assister un manager international  
Selon les entreprises, le recrutement sur 3 va concerner des assistants de direction bilingues, aimant les responsabilités, maîtrisant la micro-informatique et le bureau, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.

l'ESAM : une formation efficace  
30 mois (20 en France, 5 en Allemagne ou en Espagne, 5 en entreprise) conçus avec les entreprises et les meilleures écoles européennes, centrés sur le traitement des informations de gestion assisté par ordinateur, langues appliquées aux affaires, techniques de communication.

ECOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT

Bon à retourner à ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris - Tél. 42 27 20 69

M. (Mlle) \_\_\_\_\_ adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

bac présenté : \_\_\_\_\_ ☐ souhaite recevoir une documentation.

**LES LAURÉATS 87 AMATEURS D'APPLE PROFITENT DE L'OFFRE "BAC + MAC" CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER. TOUT LE MONDE A DU SUR LA PLANCHE**

**Un Macintosh Plus : 14 990 F TTC**  
(Offre réservée aux étudiants pouvant justifier de leur réussite aux examens de Juin 87, Bac ou plus)

**INTERNATIONAL COMPUTER**  
La micro sans frontières  
26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> • 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> • 91 37 25 03

**PREPA H.E.C.**  
Bacheliers C et D.  
Classe spéciale pour bacheliers S.  
Taux confirmé de réussite depuis 11 ans.  
PREPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE  
**PCS**  
48, rue de la Fédération  
75015 Paris  
Tél. : (1) 45 66 59 98